



**TRANSITION ÉCOLOGIQUE  
ET INÉGALITÉS MONDIALES  
POUR UNE APPROCHE  
SOLIDAIRE ET ÉQUITABLE  
FACE AUX ENJEUX  
SOCIAUX ET CLIMATIQUES**



**OXFAM**

Magasins du monde

Roland d'Hoop

**ENRACINONS LA TRANSITION  
DANS UN MOUVÈMENT MONDIAL  
ÉCOUTONS LES VOIX DU SUD.**



Roland d'Hoop

roland.dhoop@mdmoxfam.be

# TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET INÉGALITÉS MONDIALES POUR UNE APPROCHE SOLIDAIRE ET ÉQUITABLE FACE AUX ENJEUX SOCIAUX ET CLIMATIQUES

Une publication d'Oxfam-magasins du monde – Octobre 2019

Éditeur responsable : Pierre Santacatterina - Rue provinciale, 285 - 1301 Bierges

© 2019 Oxfam-Magasins du monde

## REMERCIEMENTS

L'auteur tient à remercier Emeline De Bouver, Simon d'Hoop, Véronique Rousseaux, Sophie Tack et Marie-Bruno Zweerts pour leur relecture et leurs précieux conseils.



**Belgium**  
partner in development



**OXFAM**  
Magasins du monde

# TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>7</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE : UN MONDE INÉGALITAIRE</b> .....	<b>8</b>
<b>1.1 Le poids de l'histoire dans les inégalités Nord/Sud</b> .....	<b>9</b>
a) Impacts de la « découverte » des Amériques par Christophe Colomb .....	9
b) Impacts de l'esclavage et de la grande traite négrière .....	10
c) Impacts de la colonisation .....	11
d) Impacts de la dette coloniale et des « fonds vautours » .....	12
e) La dette écologique du Nord envers le Sud .....	13
f) El Niño, une catastrophe climatique et raciste .....	15
<b>1.2 Les effets de la mondialisation sur les relations Nord/Sud</b> .....	<b>15</b>
a) Les différentes formes de dumping .....	16
b) Impacts du travail forcé .....	16
c) Responsabilité à l'égard des émissions de CO2 .....	17
d) Accaparement des terres : quand les terres des pays pauvres servent surtout aux pays riches .....	17
e) Déséquilibre des flux financiers Nord/Sud .....	18
f) Justice fiscale : le Sud doublement victime .....	18
g) Les migrations .....	19
<b>1.3 Le poids des élites dans l'augmentation des inégalités</b> .....	<b>21</b>
a) Augmentation de la richesse et du pouvoir des plus riches .....	21
b) Fragmentation du monde .....	22
<b>Démographie et ressources disponibles</b> .....	<b>23</b>
<b>Conclusion de la première partie</b> .....	<b>26</b>

## DEUXIÈME PARTIE :

### LE MOUVEMENT DE LA TRANSITION ET LE COMMERCE ÉQUITABLE, DEUX DÉMARCHES VOUÉES À SE RENCONTRER ET À SE RENFORCER MUTUELLEMENT

27

#### 2.1 Le commerce équitable, une alternative utile pour la planète ? .....27

- a) Le commerce équitable défend aussi l'agriculture paysanne au Nord ..... 27
- b) Le commerce équitable, levier pour une économie plus résiliente et pour soutenir les producteurs·trices du Sud confrontés aux changements climatiques ..... 28
- c) Le commerce équitable, levier pour changer le système économique par le plaidoyer ..... 31
- d) Les limites et les évolutions du commerce équitable ..... 32
- e) Conclusion ..... 33

#### 2.2 Le mouvement de la transition, un nouvel horizon pour plus d'égalité et de justice sociale ? .....35

- a) L'origine du mouvement de la Transition ..... 35
- b) Définitions – grands principes ..... 36
- c) Le mouvement de la transition en Belgique et dans le monde ..... 38

#### 2.3 Les limites du concept / du discours de la transition .....38

- a) La transition, une vision occidental-centrée, avec le risque d'un repli sur soi ? ..... 38
- b) La transition : uniquement pour les riches ? Comment amener plus de diversité sociale et culturelle dans les mouvements militants et comment concilier « fin du monde et fin du mois » ? ..... 41
- c) À propos du risque de récupération de la transition par le monde de l'industrie / à propos du rapport de la transition au capitalisme ..... 45
- d) À propos de la récupération du terme « Transition » par les partis politiques / à propos du rapport de la Transition avec le monde politique ..... 49
- e) À propos de l'urgence et des petits pas ..... 50
- f) À propos de l'effondrement et du besoin d'un nouveau récit ..... 52
- g) À propos de la transition énergétique et de l'économie circulaire ..... 53

#### 2.4 Pour une transition équitable ou une co-transition .....54

- Défendre une transition équitable ..... 55
- Conclusion de la deuxième partie ..... 57

# TABLE DES MATIÈRES

## TROISIÈME PARTIE :

### CONSTRUIRE ENSEMBLE, AVEC LE SUD, LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

CONSTRUIRE ENSEMBLE, AVEC LE SUD, LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE.....	58
3.1 L'économie écologique et l'environnementalisme des pauvres .....	58
3.2 Le mouvement postcolonialiste .....	59
3.3 L'écoféminisme et l'écologie vue du Sud .....	61
a) L'écoféminisme : une autre façon d'envisager l'économie et notre rapport à la nature .....	61
b) L'écologie vue du Sud.....	62
3.4 Le « Buen vivir » et l'écologie décoloniale d'Arturo Escobar .....	63
3.5 Ce que les peuples autochtones peuvent nous apprendre .....	65
3.6 L'expérience zapatiste au Chiapas (Mexique).....	67
3.7 Solidarité avec les défenseur-euse-s de l'environnement .....	68
3.8 Le Bhoutan, le pays du « Bonheur National Brut » .....	70
3.9 L'importance de construire une société civile internationale.....	70
3.10 Expériences de transition dans le Sud .....	72
a) Maroc : des communes font le pari de la gestion participative.....	72
b) La République dominicaine, une île en transition.....	73
c) Togo : quand la créativité et la débrouillardise permettent de construire ses propres outils.....	73
Conclusion de la troisième partie .....	74

### CONCLUSION GÉNÉRALE..... 75

a) Pressions du bas vers le haut : pour un nouveau récit fédérateur, porté par la société civile .....	76
b) Pressions du haut vers le bas : pour un système économique respectueux des limites sociales et environnementales.....	78
c) Pour un nouveau modèle de gouvernance internationale face aux enjeux sociaux et climatiques .....	81

# INTRODUCTION

## COMMENT NE PAS PARLER DES INÉGALITÉS LORSQUE L'ON PARLE DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE ?

*Au-delà de l'urgence de la transition écologique, la réduction des inégalités économiques, au sein des pays mais également au niveau régional et international, reste un des piliers essentiels pour sauvegarder la démocratie et pour réduire les risques ou l'intensité des effondrements à venir. Et pourtant, où se trouvent les pays les plus pauvres dans le récit occidental de la Transition écologique ?*

Les inégalités représentent une réelle bombe à retardement pour l'ensemble de la planète. **Dans la première partie** de cette étude, nous analyserons comment les pays occidentaux développés et le système économique actuel ont une responsabilité écrasante à l'égard des pays les plus pauvres,

tant sur le plan écologique que sur le plan des inégalités sociales.

**Dans une seconde partie**, nous analyserons comment le mouvement de la transition et celui du commerce équitable peuvent se rencontrer et fournir des solutions aux enjeux actuels.

**Dans une troisième partie**, nous analyserons comment les pays du Sud peuvent inspirer et nourrir le combat contre le réchauffement climatique global.

Cette étude n'a pas l'ambition de fournir un « mode d'emploi » de la transition écologique et sociale mais bien de questionner la vision occidental-centrée dominante. À travers cette étude, nous voulons replacer la question de la solidarité entre riches et pauvres comme un levier essentiel pour réussir la transition.



# PREMIÈRE PARTIE : UN MONDE INÉGALITAIRE

*Il semble que la plus grande préoccupation des citoyen-ne-s engagé-e-s dans les mouvements de la transition des pays riches soit de reconstruire un modèle résilient au niveau local. Au risque de perdre en chemin la solidarité avec les pays pauvres, les plus impactés par des décennies de surconsommation occidentale, par la domination militaire et économique que le Nord leur a imposée et continue de leur imposer. Au risque aussi d'oublier d'impliquer dans la transition les couches les plus défavorisées des pays riches, qui ne se reconnaissent pas dans des politiques qui pourraient avoir un impact sur leur pouvoir d'achat. Nous abordons donc ici la question des inégalités tant à l'intérieur d'un pays ou d'une région qu'au niveau mondial.*

Pourquoi faudrait-il plus d'égalité ? N'est-ce pas un vœu pieu, qui va à l'encontre de la compétition et du besoin de s'accomplir ? Sans rentrer dans des considérations philosophiques, nous pouvons comparer les résultats des sociétés égalitaires et inégalitaires et en tirer des leçons.

Contrairement à une idée reçue, l'égalité ne profite pas qu'aux couches les plus pauvres de la société mais bien à toutes les couches de la population, comme l'ont démontré Richard Wilkinson et Kate Pickett dans leur étude « Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous<sup>1</sup> ». Cette étude montre que les sociétés plus égalitaires sont non seulement plus performantes quant aux indicateurs de santé mais également par rapport à bien d'autres indica-

teurs sociaux et de bien-être de leur population.

Les auteurs font état de résultats d'études montrant que « *les personnes de chaque catégorie sociale – classées selon l'éducation, la classe sociale ou les revenus – sont en meilleure santé (ou obtiennent de meilleures notes en lecture-écriture) lorsqu'elles vivent dans une société plus égalitaire que les gens appartenant à la même catégorie sociale et vivent dans une société moins égalitaire* ».

Comme solution, ils proposent une meilleure redistribution des revenus par la fiscalité et mettent également en avant l'impor-

tance et la plus-value qu'apporte le secteur non-marchand dans nos économies (en rappelant qu'il fournit bien des services vitaux à la population). Ils appellent aussi à davantage de démocratie sociale au sein des entreprises (participation des salariés aux décisions, développement de coopératives).

À l'inverse, la question des inégalités mondiales est loin d'être anodine, lorsque l'on s'intéresse à l'effondrement et à la transition. Une enquête publiée en novembre 2012 et commandée par la Nasa à des sociologues et naturalistes américains montre que notre civilisation pourrait s'effondrer en raison du manque de ressources naturelles mais aussi à cause des inégalités économiques<sup>2</sup>.

Dans son essai « Le prix de l'inégalité »<sup>3</sup>, Joseph Stiglitz démontre également que les inégalités génèrent un coût pour la société. Ainsi, le manque de cohésion sociale peut se traduire par des grèves, par un coût pour la santé, par de la criminalité... Même Christine Lagarde, ex-présidente du FMI, déclarait en 2012 que « *la diminution des inégalités va de pair avec une sta-*

**CONTRAIREMENT À UNE  
IDÉE REÇUE, L'ÉGALITÉ  
NE PROFITE PAS QU'AUX  
COUCHES LES PLUS  
PAUVRES**

1 Richard Wilkinson et Kate Pickett, Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous. Les petits matins/Institut Vlebeu/Etopia, 2013.

2 Voir l'étude ici : [www.atmos.umd.edu/~ekalnay/pubs/lyapbredamsfinal\\_files/handy-paper-for-submission-2.pdf](http://www.atmos.umd.edu/~ekalnay/pubs/lyapbredamsfinal_files/handy-paper-for-submission-2.pdf) et sa présentation dans L'Express ici : [www.lexpress.fr/actualite/sciences/une-etude-prevoit-la-fin-de-notre-civilisation\\_1501256.html](http://www.lexpress.fr/actualite/sciences/une-etude-prevoit-la-fin-de-notre-civilisation_1501256.html)

3 Joseph Stiglitz, Le Prix de l'inégalité, éd. Les liens qui libèrent, 2012



bilité économique renforcée et une croissance plus durable<sup>4</sup> ».

Comme nous le verrons dans cette étude, les inégalités mondiales ne sont pas une fatalité mais bien le résultat de choix politiques et économiques qui correspondent à une idéologie néolibérale servant les intérêts des couches les plus aisées de la population.

## 1.1 LE POIDS DE L'HISTOIRE DANS LES INÉGALITÉS NORD/SUD

Pour mieux comprendre la situation actuelle des inégalités mondiales, voyons d'abord quelle est la part de responsabilité des pays occidentaux à l'égard de la situation des pays du Sud. Certes, il ne s'agit pas de minimiser les propres responsabilités du Sud – les dictatures, la corruption, les dépenses de prestige, les conflits entre voisins... – mais il faut aussi garder à l'esprit que de nombreux Etats nouvellement indépendants ont été le « terrain de jeu » des grandes puissances soit pour des raisons stratégiques – pensons aux conflits interposés de la guerre froide – soit pour des raisons économiques liées à l'exploitation des ressources naturelles et/ou de main d'œuvre bon marché. Quelques faits qu'il est bon de rappeler :

### A) IMPACTS DE LA « DÉCOUVERTE » DES AMÉRIQUES PAR CHRISTOPHE COLOMB



© Christophe Colomb arrive en Amérique, L. Prang & Co., Boston, 1893

En 1492, l'Occident découvre un nouveau continent. Cette « découverte », qu'il faut plutôt qualifier d'invasion, a eu un impact énorme, tant en pertes humaines qu'au niveau social, psychologique et même climatique.

« Avec l'arrivée des Européens en Amérique, les populations amérindiennes se sont littéralement effondrées », rappelle Christophe Bonneuil, historien et directeur de recherche au CNRS, « passant de 55 millions de personnes à 5 millions entre 1492 et 1650. Ce génocide a d'ailleurs laissé des traces dans les carottes glaciaires des climatologues. On y mesure une chute de plus de 5 ppm de la concentration de carbone dans l'atmosphère entre 1492 et 1610<sup>5</sup>. Cette baisse est liée

au fait que, 50 millions d'Amérindiens ayant disparu, plus de 50 millions d'hectares cultivés sont revenus à la friche et à la forêt, qui ont capturé du carbone. <sup>6</sup>»

### LES INÉGALITÉS MONDIALES NE SONT PAS UNE FATALITÉ MAIS BIEN LE RÉSULTAT DE CHOIX POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

L'abandon des terres cultivées par les Amérindiens suite à l'invasion des Européens a donc refroidi la température mondiale. Mais les conséquences sont beaucoup plus graves au niveau social et psychologique tant sur les peuples amérindiens que sur les Européens, comme le souligne un blog consacré à cet épisode historique : « Les Européens ne retirent que des avantages de ces grandes découvertes alors que les autochtones en subissent toutes les conséquences négatives. Les occidentaux prennent conscience de l'existence

4 Voir [www.imf.org/fr/News/Articles/2015/09/28/04/53/sp101212a](http://www.imf.org/fr/News/Articles/2015/09/28/04/53/sp101212a)

5 Voir Simon L. Lewis et Mark A. Maslin, « Defining the Anthropocene », *Nature*, 519, 2015, p. 171-180.

6 Citation extraite d'une interview de Christophe Bonneuil sur [danactu-resistance.over-blog.com/2018/11/climat-et-effondrement-entretien-avec-christophe-bonneuil.html](http://danactu-resistance.over-blog.com/2018/11/climat-et-effondrement-entretien-avec-christophe-bonneuil.html). Voir aussi [www.lalibre.be/planete/la-decouverte-de-l-amerique-a-refroidi-le-climat-sur-terre-5c5d73a09978e2710e259c06](http://www.lalibre.be/planete/la-decouverte-de-l-amerique-a-refroidi-le-climat-sur-terre-5c5d73a09978e2710e259c06)

de cultures et de mondes différents. Les valeurs des Amérindiens nomades sont à l'opposé de leurs valeurs commerciales et mercantiles. La question de la religion occupe également une place importante dans la découverte de l'Amérique. En effet, l'un des objectifs principaux de Christophe Colomb était de convertir la population indigène au christianisme, il ne voulait pas conquérir uniquement le territoire, mais aussi son peuple. Cependant, nous observons que les réels sauvages ici sont plutôt les occidentaux, puisque ce sont eux qui ont utilisé la force afin de piller les richesses d'une population indigène qui les accueillait en paix. C'est ainsi que les civilisations autochtones disparurent, converties par les Européens, tués par les guerres ou les maladies comme la variole.<sup>7</sup>»

## B) IMPACTS DE L'ESCLAVAGE ET DE LA GRANDE TRAITE NÉGRÈRE

Bien que l'esclavage n'ait pas été uniquement imposé par l'Occident (l'esclavage oriental a causé plus de victimes que celui imposé par l'Occident), l'impact de la grande traite négrière, avec sa spécificité liée au commerce triangulaire préfigurant la mondialisation, est sans aucun doute encore vécu comme un traumatisme par les descendants des esclaves, qu'ils soient en Amérique ou en Afrique.

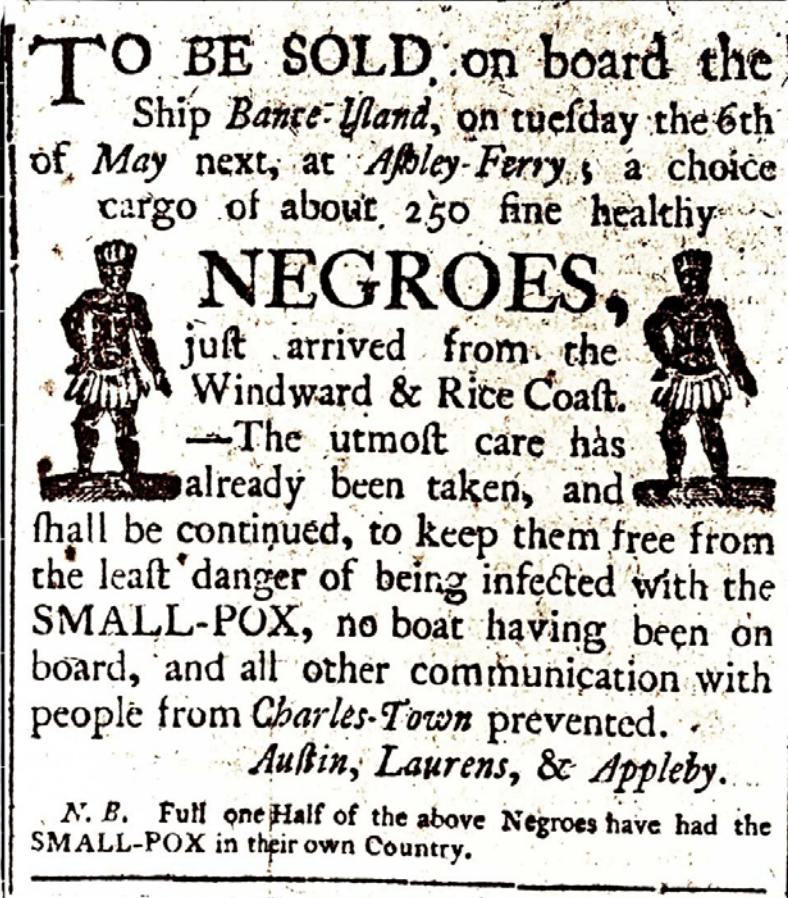
Il est difficile de chiffrer le nombre de victimes, principalement afri-

**TO BE SOLD**, on board the Ship *Bance-Island*, on tuesday the 6th of May next, at *Afbley-Ferry*; a choice cargo of about 250 fine healthy

**NEGROES**, just arrived from the *Windward & Rice Coast*. —The utmost care has already been taken, and shall be continued, to keep them free from the least danger of being infected with the **SMALL-POX**, no boat having been on board, and all other communication with people from *Charles-Town* prevented.

*Austin, Laurens, & Appleby.*

**N. B.** Full one Half of the above Negroes have had the **SMALL-POX** in their own Country.



© Mémorial de Gorée, Sénégal.

caines, de l'esclavage. L'historien français Olivier Pétré-Grenouilleau parle de 28 millions d'Africains qui ont été déportés, par les marchands d'esclaves orientaux et occidentaux, entre 650 et 1920 vers les Amériques et les îles de l'Atlantique<sup>8</sup>. Si on se limite à la traite négrière occidentale, on estime généralement que plus de 12 millions de personnes ont été enlevées, déportées et asservies entre 1525 et 1867 afin de favoriser le développement économique des

colonies américaines possédées par les puissances européennes<sup>9</sup>. Louise Marie Diop-Maes<sup>10</sup> et Charles Becker<sup>11</sup> estiment pour leur part que ce chiffre de la traite occidentale a été largement sous-évalué et situent entre 25 et 40 millions le nombre de victimes des deux traites.

C'est de ce commerce barbare que naîtront les communautés noires des Amériques, encore largement discriminées aujourd'hui et qui ont

<sup>7</sup> Extrait du blog de Camille-rnd : [tpechristophecolombeklablog.com/l-impact-de-cette-nouvelle-decouverte-c29611358](http://tpechristophecolombeklablog.com/l-impact-de-cette-nouvelle-decouverte-c29611358)

<sup>8</sup> Citation extraite d'une interview d'Olivier Pétré-Grenouilleau sur esclavagetraines.canalblog.com/archives/2006/04/08/1664520.html Voir aussi « Les traites négrières, essai d'histoire globale », Olivier Pétré-Grenouilleau, éd. Gallimard, 2004

<sup>9</sup> Voir à ce sujet le site du mémorial de Gorée au Sénégal : [www.memorialdegoree.org/](http://www.memorialdegoree.org/)

<sup>10</sup> Mémoire de la traite négrière, conséquences pour l'Afrique, Le Monde Diplomatique, novembre 2007, [www.monde-diplomatique.fr/2007/11/DIOP\\_MAES/15329](http://www.monde-diplomatique.fr/2007/11/DIOP_MAES/15329)

<sup>11</sup> Charles Becker, « Les effets démographiques de la traite des esclaves en Sénégal », dans De la traite à l'esclavage, actes du Colloque de Nantes, tome II, Centre de recherche sur l'histoire du monde atlantique (CRHMA) et Société française d'histoire d'outre-mer (SFHOM), Nantes-Paris, 1988.



subi la ségrégation raciale de manière officielle jusque dans les années 1960. Les recherches actuelles permettent d'estimer que dès les premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, la population des États-Unis comprenait plus de 20 % d'Afro-Américains déracinés<sup>12</sup>.

En Afrique, les impacts de cette grande traite négrière sur la société sont énormes tant en ce qui concerne sa démographie que ses structures et son développement économiques. La géographie actuelle de l'Afrique en porte encore les traces. Sans oublier que la grande traite négrière a préparé le terrain à l'arrivée des colons et à l'implantation des colonies<sup>13</sup>.

### C) IMPACTS DE LA COLONISATION

Toujours bien présents, ces impacts sont difficiles à évaluer tant ils sont divers. Au-delà de l'exploitation économique et du pillage des ressources, au-delà de la répression des mouvements indépendantistes ou simplement de l'expres-

sion culturelle, il y a aussi l'impact psychologique du colonialisme. Comme le disait Aimé Césaire dans son Discours sur le colonialisme en 1955, en réponse aux tentatives de justification de la colonisation pour le progrès : « *On me lance à la tête des faits, des statistiques, des kilométrages de routes, de canaux, de chemin de fer. Moi, je parle de milliers d'hommes sacrifiés au Congo-Océan. Je parle de ceux qui, à l'heure où j'écris, sont en train de creuser à la main le port d'Abidjan. Je parle de millions d'hommes arrachés à leurs dieux, à leur terre, à leurs habitudes, à leur vie, à la vie, à la danse, à la sagesse. Je parle de millions d'hommes à qui on a inculqué savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinisme.* » La colonisation, comme le soulignait le même Césaire, est une « négation de la civilisation <sup>14</sup>».

**"AU 21<sup>E</sup> SIÈCLE, LE RACISME RESTE AUJOURD'HUI ENCORE FORTEMENT IMPRÉGNÉ DE CE CONTEXTE COLONIAL"**

En février 2017, Emmanuel Macron qualifiait la colonisation de crime contre l'humanité lors d'une visite à Alger. Cette déclaration avait suscité la polémique dans certains milieux conservateurs. Selon Anne Hamidou, chroniqueuse au Monde, cette polémique montre à quel point la question de la colonisation suscite toujours un profond malaise en France<sup>15</sup>. Il en va de même en Belgique : à l'occasion de la réouverture du musée de l'Afrique de Tervuren, c'est tout le passé

colonial belge qui est remis sur la sellette, avec l'urgence de « décoloniser les esprits ». Car comme le rappelait en novembre 2018 Patrick Char-

lier, le directeur d'Unia<sup>16</sup>, « *au 21<sup>e</sup> siècle, le racisme reste aujourd'hui encore fortement imprégné de ce contexte colonial.* <sup>17</sup>»

La revue Ensemble consacre tout un dossier à la réouverture du musée de Tervuren. Pourquoi ce musée, instrument de propagande coloniale pendant des années et aujourd'hui présenté comme « post colonial », fait-il encore polémique ? Et pourquoi est-il important d'interroger notre mémoire de cette époque coloniale ? Comme le dit Arnaud Lismond-Mertes dans son éditorial, « *(...)l'histoire coloniale belge, celle des crimes contre l'humanité commis au Congo sous l'autorité léopoldienne, puis belge, celle de leur occultation, celle*



© [www.congo-autrement.com](http://www.congo-autrement.com)

12 Op. cit. Mémorial de Gorée

13 Op. cit. Le Monde Diplomatique, novembre 2007

14 Aimé Césaire, Discours sur le colonialisme, éd. Présence africaine, 1955, [www.larevuedesressources.org/IMG/pdf/CESAIRE.pdf](http://www.larevuedesressources.org/IMG/pdf/CESAIRE.pdf)

15 [www.lemonde.fr/afrique/article/2017/02/17/oui-la-colonisation-est-un-crime-contre-l-humanite\\_5081481\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/02/17/oui-la-colonisation-est-un-crime-contre-l-humanite_5081481_3212.html)

16 Unia est le nouveau nom du centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme

17 Citation tirée de l'éditorial de la revue Ensemble, page 4, mai 2019, [www.asbl-cscc.be/journal/Ensemble99.pdf](http://www.asbl-cscc.be/journal/Ensemble99.pdf)

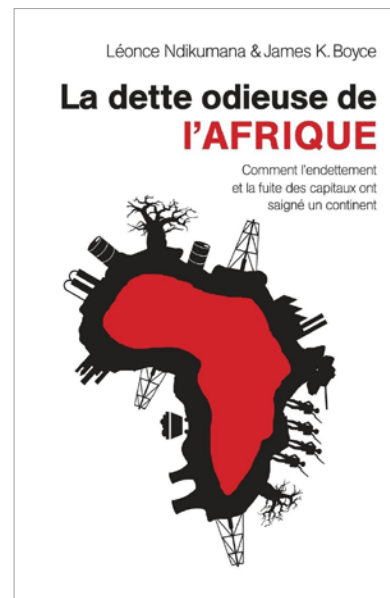
des mécanismes néocoloniaux d'appropriation des ressources du Congo mis en place après l'indépendance peuvent également être des éléments essentiels pour comprendre la structure de la société belge et du monde actuel, les mécanismes de domination qui les configuraient hier et qui le font encore aujourd'hui.(...) Non pas pour fuir le fracas et les misères des combats du présent, mais pour comprendre en profondeur les raisons de la crise dans laquelle nous nous trouvons et pour, par là-même, pouvoir reprendre le contrôle collectif de notre avenir. Cela passe également par une relecture de la situation dans le Sud et des rapports internationaux dans lesquels nous sommes insérés, et notamment vis-à-vis d'un pays comme le Congo, dont les ressources minières sont un enjeu stratégique mondial. A l'heure de la globalisation des questions migratoires et des périls écologiques mondiaux, n'est-ce pas une évidence frappante? Nous ne pouvons comprendre ce qui se passe chez nous et résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés qu'en nous intéressant à ce qui se passe au Sud, en prenant en compte ses problèmes et en tentant d'y nouer des alliances progressistes. »<sup>18</sup>

**"NOUS NE POUVONS COMPRENDRE CE QUI SE PASSE CHEZ NOUS ET RÉSOUDRE LES PROBLÈMES AUXQUELS NOUS SOMMES CONFRONTÉS QU'EN NOUS INTÉRESSANT À CE QUI SE PASSE AU SUD"**

Ce travail de mémoire sur l'époque coloniale est en effet, selon nous, une étape importante pour replacer la relation Nord/Sud au cœur des débats sur la transition écologique.

#### D) IMPACTS DE LA DETTE COLONIALE ET DES « FONDS VAUTOURS »

La dette des pays du Sud envers le Nord est parfois directement liée à la colonisation. L'exemple le plus frappant est celui d'Haïti, comme le décrit cet article paru dans le magazine « Les autres voix de la planète » : « l'indépendance d'Haïti est proclamée en 1804, marquant la victoire retentissante du peuple haïtien face à l'impérialisme français. Mais le 17 avril 1825, une flotte de navires de guerre français se tient prête à intervenir dans la rade de Port-au-Prince. La France menace la jeune République d'une nouvelle invasion militaire et du rétablissement de l'esclavage si celle-ci refuse de lui payer une indemnité de 150 millions de francs-or. Haïti se soumet et paiera jusqu'au dernier centime. Au début du XXe siècle, les 4/5e du budget seront destinés au remboursement de cette rançon colossale et les finances haïtiennes serviront les intérêts de l'ancien oppresseur colonial, la France et ses banques privées, plutôt que les intérêts et les besoins de la population »<sup>19</sup>.



Le cas d'Haïti est hélas loin d'être unique. D'autres pays ont dû, après avoir arraché leur indépendance, rembourser une dette coloniale. En 1949, pour obtenir son indépendance, l'Indonésie fut contrainte d'honorer la dette de l'administration coloniale néerlandaise (dont la majeure partie avait été contractée pour combattre les rebelles indépendantistes au cours des quatre années précédentes).

En Amérique latine, les emprunts ont surtout servi à financer, souvent sous la pression des Etats Unis, des répressions ou des guerres civiles, provoquant l'accumulation de dettes substantielles au Guatemala, au Salvador et en Colombie<sup>20</sup>. Dans ce type de situation, on parle de « dette odieuse »<sup>21</sup>, c'est-à-dire d'une dette contractée par un pays non démocratique pour des besoins non légitimes, comme l'achat

18 [www.asbl-csce.be/journal/Ensemble99.pdf](http://www.asbl-csce.be/journal/Ensemble99.pdf)

19 Extrait du n°76 d'AVP, premier trimestre 2019, [www.cadtm.org/Dettes-Coloniales-et-Reparations-17397](http://www.cadtm.org/Dettes-Coloniales-et-Reparations-17397)

20 Source : [fr.wikipedia.org/wiki/Dette\\_du\\_tiers\\_monde](http://fr.wikipedia.org/wiki/Dette_du_tiers_monde)

21 Voir [www.cadtm.org/Dette-odieuse?lang=fr](http://www.cadtm.org/Dette-odieuse?lang=fr)

d'armes à des fins d'oppression ou d'enrichissement personnel. Pour le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM), il existe une doctrine internationale qui exclut le remboursement de ce type de dette. En effet, selon cette doctrine, on considère que, lorsque les créanciers ont connaissance du fait que les fonds sont employés d'une manière contraire aux intérêts des peuples, ils commettent, en accordant l'emprunt, un acte hostile à l'encontre de ces peuples. Ils ne peuvent donc pas légitimement exiger son remboursement. Pourtant, malgré cette doctrine, des pays dictatoriaux comme le Zaïre de Mobutu ou l'Afrique du Sud durant l'apartheid ont emprunté de l'argent à des fins pour le moins suspectes, ce qui n'a pas empêché les créanciers de réclamer leur argent, même lorsque ces régimes avaient été renversés.

Les dettes contractées par les pays du Sud sont aussi dénoncées pour leur caractère contre-productif et idéologique, imposant un certain modèle de développement néolibéral au détriment de la sécurité sociale et des besoins fondamentaux des populations. Au final, cet argent prêté aux pays pauvres a surtout bénéficié aux pays créanciers et aux institutions internationales comme le FMI ou la Banque Mondiale.

Aujourd'hui, le phénomène des « **fonds vautours** » prolonge en quelque sorte les dettes coloniales. Les fonds vautours sont l'équivalent des « **usuriers** » à une échelle inter-

nationale. Il s'agit de sociétés privées qui ciblent des États en difficulté financière pour racheter à bas prix des créances sur ces États. Ces sociétés refusent systématiquement de participer aux restructurations de dettes, attendent patiemment que l'État se rétablisse financièrement (si nécessaire) puis lancent des procédures judiciaires pour obtenir le paiement intégral de leurs créances. **Leur taux de rendement est situé entre 300 et 2000 % ! Les conséquences pour les pays pauvres sont dramatiques.** Ainsi, en 2002, suite à une sécheresse effroyable, la famine provoqua la mort de dizaines de milliers d'êtres humains au Malawi. Sur les 11 millions d'habitants de ce pays du sud-est africain, 7 se sont trouvés gravement sous-alimentés. Le gouvernement était dans l'incapacité de venir en aide aux victimes puisque, quelques mois auparavant, il avait dû vendre sur le marché ses stocks de réserve de maïs (40 000 tonnes !) pour payer un fonds vautour qui avait obtenu, devant un tribunal britannique, la condamnation du Malawi au versement de plusieurs dizaines de millions de dollars... En juillet 2015, la Belgique a adopté une loi qui empêche les spéculateurs, dont font partie les fonds vautours, de recevoir plus que ce qu'ils ont payé pour racheter les créances litigieuses. Cela prouve que les États peuvent agir contre ces pratiques iniques<sup>22</sup>.

## **E) LA DETTE ÉCOLOGIQUE DU NORD ENVERS LE SUD**

La dette écologique est la dette contractée par les pays industria-

lisés envers les autres pays à cause des spoliations passées et présentes de leurs ressources naturelles, auxquelles s'ajoutent la délocalisation des dégradations et la libre disposition de la planète afin d'y déposer les déchets de l'industrialisation<sup>23</sup>. La dette écologique du Nord envers le Sud est tout aussi importante que la dette financière des pays du Sud envers le Nord. Mais elle est difficilement chiffrable : comment estimer les catastrophes démographiques induites par les invasions européennes en Amérique et en Océanie ? Les guerres contre les peuples autochtones ? Le pillage des ressources naturelles depuis le XVI<sup>e</sup> siècle ?

Avec la mondialisation, la dette écologique du Nord vers le Sud a explosé. Ainsi, lorsque l'Europe importe en masse des produits fabriqués en Asie, elle délocalise les effets négatifs de ces produits sur l'environnement (la pollution et la destruction des ressources naturelles) dans la région de production. Et lorsqu'elle renvoie les déchets de ces mêmes produits en Asie, c'est à nouveau une délocalisation des effets négatifs de son mode de consommation sur le reste du monde, principalement les pays pauvres d'Asie et d'Afrique. Cette dette s'exprime encore à travers la dette du carbone, la biopiraterie (le pillage des ressources), l'exportation de produits dangereux ou les expériences nucléaires.

Comme le dénonce l'artiste français

<sup>22</sup> Pour en savoir plus sur les fonds vautour : [www.cadtm.org/Fonds-vautours-les-ailes-de-la-devastation](http://www.cadtm.org/Fonds-vautours-les-ailes-de-la-devastation)  
<sup>23</sup> Définition reprise du site du CADTM, [www.cadtm.org/Dette-ecologique?lang=fr](http://www.cadtm.org/Dette-ecologique?lang=fr)





© Seumboy / Extinction Rebellion

Seumboy, membre du mouvement Extinction Rebellion : « (...) une grande partie des déchets triés [en Occident] sont envoyés dans d'anciennes colonies telles que le Vietnam ou le Ghana. Ces pays n'ont pas la capacité de traiter une telle masse de déchets qui finissent dans d'immenses décharges à ciel ouvert. Pour développer son savoir-faire en termes de nucléaire, la France a réalisé ses essais dans ses colonies. Principalement en Algérie et en Polynésie-Française qui souffrent encore aujourd'hui de cette pollution.(...) »<sup>24</sup> »

Depuis la décision de la Chine, à l'été 2017, de ne plus accepter les déchets venant des pays occidentaux, on assiste à une véritable crise mondiale des déchets, les autres pays asiatiques renvoyant tour à tour les déchets aux pays expéditeurs.<sup>25</sup> D'où cet appel de la ministre malaisienne de l'Environnement : « Nous

demandons instamment aux pays développés de revoir leur gestion des déchets plastiques et de cesser d'expédier des déchets vers les pays en développement »<sup>26</sup>.

Pour Seumboy, on ne peut parler de la crise écologique actuelle sans rappeler la responsabilité historique des anciennes puissances coloniales : « Je crois que lier écologie et décolonisation c'est commencer à communiquer honnêtement sur l'origine de la crise. C'est dans les plantations coloniales esclavagistes qu'ont été développées les premières mono-cultures massives. C'est pour extraire l'argent de la mine de Potosí que les colons espagnols provoquèrent l'effondrement des sociétés Amérindiennes. C'est grâce aux compagnies coloniales que les sociétés par actions et les premières Bourses furent mises en place. C'est pour l'exploitation du caoutchouc que des mil-

liers de mains furent coupées au Congo Belge. C'est pour acheminer des minerais que 17 000 indigènes congolais périrent lors de la construction forcée du chemin de fer Congo-Océan. C'est pour garder un contrôle sur l'exploitation du nickel que la France maintient sa domination sur les Kanaks de Nouvelle-Calédonie. Les métropoles coloniales ont contracté une dette écologique qu'il est urgent de reconnaître. » Seumboy insiste sur cet impact écologique de la colonisation, trop souvent oublié : « La Colonisation n'est pas seulement une domination entre humains. C'est une domination entre humains dans le but d'exploiter des sols et de maintenir ou d'atteindre un certain niveau de confort. Alors oui, la Colonisation est indissociable de l'Écologie. »<sup>27</sup>

Sur le plan économique, nous savons aussi que le réchauffement climatique trouve son origine dans la révolution industrielle occidentale. En effet, c'est à partir de cette époque que les sociétés humaines ont extrait massivement les énergies fossiles (charbon, puis pétrole et gaz naturel), avec comme conséquence le rejet dans l'atmosphère de quantités très importantes de dioxyde de carbone. Même si certains facteurs préexistaient à la révolution industrielle, il est indéniable que l'augmentation des émissions du carbone fossile depuis 1860<sup>28</sup>, et surtout depuis la

24 Extrait de l'article « Pour une écologie décoloniale », 2019, à lire sur [extinctionrebellion.fr/blog/2019/07/17/pour-une-ecologie-decoloniale.html](http://extinctionrebellion.fr/blog/2019/07/17/pour-une-ecologie-decoloniale.html)

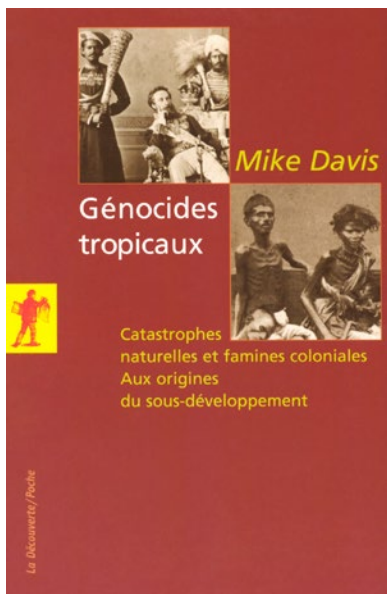
25 Voir [www.rtf.be/info/monde/detail\\_pourquoi-le-recyclage-du-plastique-est-il-sur-le-point-de-provoquer-crise-a-l-echelle-mondiale?id=10243273](http://www.rtf.be/info/monde/detail_pourquoi-le-recyclage-du-plastique-est-il-sur-le-point-de-provoquer-crise-a-l-echelle-mondiale?id=10243273)

26 Extrait d'un article des Echos, 29/07/2019, [www.lesechos.fr/monde/asie-pacifique/la-malaisie-renvoie-des-milliers-de-tonnes-de-dechets-plastiques-aux-pays-expediteurs-1024910](http://www.lesechos.fr/monde/asie-pacifique/la-malaisie-renvoie-des-milliers-de-tonnes-de-dechets-plastiques-aux-pays-expediteurs-1024910)

Op.cit.

28 Certains auteurs comme Jean-Marc Jancovici situent même l'augmentation du CO2 à 1750, soit au tout début de la révolution industrielle. Voir [www.jancovici.com/changement-climatique/gaz-a-effet-de-serre-et-cycle-du-carbone/la-responsabilite-de-l-homme-est-elle-etablie-pour-le-surplus-de-co2-dans-lair](http://www.jancovici.com/changement-climatique/gaz-a-effet-de-serre-et-cycle-du-carbone/la-responsabilite-de-l-homme-est-elle-etablie-pour-le-surplus-de-co2-dans-lair)





Seconde Guerre mondiale, a provoqué une accélération du phénomène du changement climatique<sup>29</sup>.

## F) EL NIÑO, UNE CATASTROPHE CLIMATIQUE ET RACISTE

À la fin du 19<sup>e</sup> siècle, le phénomène climatique El Niño – le réchauffement à grande échelle des eaux de surface océanique – a provoqué la mort de millions de personnes en Inde, au Brésil, en Chine, en Éthiopie, en Corée, au Vietnam, aux Philippines et en Nouvelle-Calédonie. Dans son célèbre livre « Génocides Tropicaux <sup>30</sup> », le chercheur Mike Davis établit un lien entre ce phénomène climatique et les conséquences du colonialisme et de l'introduction du capitalisme.

L'auteur montre comment le colonialisme et l'introduction du capitalisme dans divers territoires colonisés, en particulier en Inde

britannique, ont accru la pauvreté et la faim en milieu rural, alors que les politiques économiques exacerbent la famine : selon Mike Davis, **ces administrations ont délibérément sacrifié la sécurité alimentaire de ces territoires colonisés** en organisant et maintenant l'exportation de quantités massives de nourriture et de matières premières agricoles vers la métropole alors que les populations locales mouraient de faim.

La principale conclusion du livre est que **30 à 60 millions de personnes à travers le monde sont mortes** à peu près en même temps dans d'épouvantables famines vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle, et que cette « négligence active » des administrations coloniales et leur foi aveugle dans les dogmes du libre-échange ont une très lourde responsabilité dans le bilan effroyable de ces famines.

Le nombre impressionnant de victimes est donc dû à la conjonction d'un phénomène climatique – la sécheresse et les inondations causant de graves épidémies – et d'une attitude raciste des anciennes puissances coloniales, indifférentes au coût humain de la catastrophe, forçant des millions de populations rurales à s'exiler et n'hésitant pas à réprimer brutalement les révoltes. Alors que cet épisode reste tragiquement ignoré du plus grand nombre, il résonne aujourd'hui comme un terrible avertissement aux générations actuelles confron-

tées aux changements climatiques et aux inégalités mondiales

## 1.2 LES EFFETS DE LA MONDIALISATION SUR LES RELATIONS NORD/SUD

La mondialisation a considérablement changé la nature du système économique mondial. L'avènement des puissances émergentes (les fameux « BRICS », l'acronyme qui désigne le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud) et d'autres pays tels que l'Indonésie, le Mexique ou la Turquie marque la fin de plusieurs siècles d'hégémonie occidentale. La Chine, plus particulièrement, impose une nouvelle forme d'impérialisme économique bien éloigné des principes du multilatéralisme démocratique et visant surtout à défendre ses propres intérêts économiques et géostratégiques<sup>31</sup>.

Par ailleurs, si depuis la mondialisation, l'écart entre pays riches et pays émergents s'est réduit, cela s'est fait surtout au profit des couches les plus favorisées de la population, que ce soit dans les pays émergents ou dans les pays riches<sup>32</sup>. Enfin, n'oublions pas que le rattrapage économique des pays émergents par rapport aux États-Unis et à l'Union européenne a des effets désastreux pour l'environnement, avec une augmentation massive de l'exploitation de ressources non renouvelables<sup>33</sup>.

29 Jean-Marc Jancovici, L'avenir climatique, Seuil, Troisième partie, p. 165, 2002.

30 Voir l'ouvrage de Mike Davis, Génocides culturels, Catastrophes naturelles et famines coloniales. Aux origines du sous-développement, éd. La Découverte, 2003, [www.editionsladecouverte.fr/catalogue/index-G\\_nocides\\_tropicaux-9782707148858.html](http://www.editionsladecouverte.fr/catalogue/index-G_nocides_tropicaux-9782707148858.html)

31 Voir le livre coordonné par Arnaud Zacharie et Sophie Wintgens, « Le décentrage du monde, l'impact des émergents sur la gouvernance mondiale », éd. Le bord de l'eau, 2018.

32 Voir à ce sujet l'analyse de l'économiste Branko Milanovic, citée au point 1.3. de cette étude.

33 Philippe Bihouix et Benoît de Guillebon, Quel avenir pour les métaux ? Raréfaction des métaux : un nouveau défi pour la société, EDP Sciences, 2010, p. 24

Nous avons vu à quel point les inégalités entre Nord et Sud ont été aggravées par l'esclavage, la colonisation, la dette coloniale, la dette odieuse et la dette écologique du Nord envers le Sud. D'autres faits et pratiques actuels creusent encore le gouffre des inégalités mondiales car ils touchent davantage les pays pauvres : le dumping, le travail forcé, le réchauffement climatique, les accaparements des terres, le déséquilibre des flux financiers et des détournements fiscaux, l'injustice fiscale et les migrations.

#### A) LES DIFFÉRENTES FORMES DE DUMPING

Passé dans le langage courant, le terme anglais « dumping » signifie déverser, se débarrasser. Il est « fiscal » quand il est question de la surenchère à laquelle se livre un État pour être le plus compétitif sur le plan fiscal. Il est « environnemental » quand un État diminue les dispositions ou contraintes environnementales dans le but d'accroître la compétitivité de ses entreprises. Le dumping est « social » quand on fait référence à la concurrence déloyale pratiquée par des entreprises employant des travailleurs issus de pays où la protection sociale est plus faible ou qui ont des coûts du travail moins élevés.

Comme le dénonce Arnaud Zacharie, directeur du CNCN-11.11.11, « la mondialisation contemporaine permet de séparer géographiquement les différents maillons de la chaîne

*de production. La stratégie des firmes a dès lors consisté à décomposer les étapes de la production et à sous-traiter la fabrication des produits dans des pays à bas salaires. Pour déterminer la localisation de chaque maillon de la chaîne de production, la maison-mère d'une firme transnationale se pose continuellement une question centrale : où est-ce le plus compétitif, donc le moins cher, de s'implanter ? La pression engendrée par la concurrence internationale incite ainsi les gouvernements du Nord et du Sud à durcir les conditions de travail, dans l'espoir d'être plus compétitifs et d'attirer ou de maintenir des sites de production. (...) Pris au jeu de cette concurrence mondiale, les gouvernements sont incités à faire d'incessantes concessions qui débouchent sur une course au moins-disant social. ». Arnaud Zacharie compare ce phénomène au « syndrome du tour de France » : « le dumping est à l'économie mondiale ce que l'EPO est à la course cycliste ! Se doper n'aura aucun impact sur le classement si tous les coureurs s'adonnent au même vice. La prise d'EPO ne rendra dans ce cas en rien les coureurs plus compétitifs. Par contre, la santé du peloton s'en ressentira gravement, tout comme le dumping social généralisé affecte la bonne santé de l'économie dont l'équilibre est menacé par l'affaiblissement de la*

*sécurité sociale et du pouvoir d'achat.<sup>34</sup> »*

#### B) IMPACTS DU TRAVAIL FORCÉ

Selon la Walk Free Foundation (WFF), une organisation australienne spécialisée dans la mesure de la servitude, les pays du Nord importent chaque année pour 171 milliards d'euros d'ordinateurs et de téléphones issus de chaînes de production susceptibles de recourir à des formes d'esclavage. La plupart des produits bon marché importés de Chine proviennent des « laogai », ces camps de travail forcé où sont internées environ 4 millions de personnes, la plupart opposantes au régime<sup>35</sup>.

Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT)<sup>36</sup>, en 2016, 40,3 millions de personnes étaient victimes de l'esclavage moderne, dont 24,9 du travail forcé et 15,4 millions du mariage forcé. Cela signifie qu'il y a 5,4 victimes d'esclavage moderne sur mille personnes dans le monde. Une victime sur quatre d'esclavage moderne est un enfant. Sur les 24,9 millions de personnes réduites au travail forcé, 16 millions sont exploitées dans le secteur privé, comme le travail domestique, la construction ou l'agriculture; 4,8 millions sont victimes d'exploitation sexuelle et 4 millions sont astreintes à des travaux forcés imposés par les autorités publiques. Les

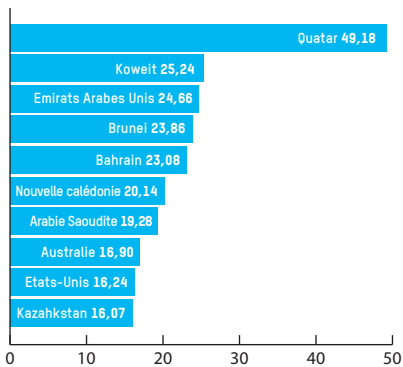
**"LE DUMPING EST À L'ÉCONOMIE MONDIALE CE QUE L'EPO EST À LA COURSE CYCLISTE !"**

34 Citation extraite de l'article « Le syndrome du tour de France », Magazine Mic Mag, page 5, octobre 2014, [www.cncn.be/IMG/pdf/mic\\_mag\\_03\\_bd.pdf](http://www.cncn.be/IMG/pdf/mic_mag_03_bd.pdf)

35 Voir l'interview de Hartmut Idzko, correspondant en Asie de la chaîne allemande ARD, [info.arte.tv/fr/pratiquement-tous-les-produits-chinois-bon-marche-proviennent-dun-camp-de-travail](http://info.arte.tv/fr/pratiquement-tous-les-produits-chinois-bon-marche-proviennent-dun-camp-de-travail)

36 Voir les statistiques de l'OIT sur [www.ilo.org/global/topics/forced-labour/lang-fr/index.htm](http://www.ilo.org/global/topics/forced-labour/lang-fr/index.htm)

#### ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub> PAR HABITANT (TONNES)



femmes et les filles sont disproportionnellement touchées par le travail forcé; elles représentent 99% des victimes dans l'industrie du sexe, et 58% dans d'autres secteurs.

#### C) RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub>

Avec 9,84 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> émises en 2017, la Chine est de loin le premier émetteur de gaz à effet de serre, devant les États-Unis et l'Inde. Il serait toutefois injuste de faire porter le chapeau du réchauffement mondial à la Chine et à l'Inde, car ces pays exportent la majorité des biens fabriqués dans leurs usines... pour la consommation des pays occidentaux. **Les pays riches ont en quelque sorte « délocalisé » leur pollution vers l'Asie.** Enfin, n'oublions pas que la Chine et l'Inde sont les pays les plus peuplés de la planète. Si l'on fait un classement des émissions de CO<sub>2</sub> par habitant, ce sont les pays du golfe qui arrivent loin devant :

Avec près de 50 tonnes de CO<sub>2</sub> par an, le Qatar est le plus gros émetteur de CO<sub>2</sub> par habitant, suivi par le

Koweït et les Émirats arabes unis. Rien d'étonnant : ces pays du Golfe émettent de grosses quantités de CO<sub>2</sub> en raison de l'exploitation pétrolière et gazière, et comme ils sont peu peuplés, le ratio par habitant est très élevé. Autres gros pollueurs : les États-Unis, peu connus pour leur sobriété énergétique, et l'Australie, cette dernière étant dépendante du charbon à 80 %<sup>37</sup>.

Selon un rapport d'Oxfam<sup>38</sup>, la moitié la plus pauvre de la population mondiale, les 3,5 milliards de personnes les plus menacées par l'intensification catastrophique des tempêtes, des sécheresses et autres phénomènes extrêmes liés au changement climatique, n'est responsable que de 10 % des émissions de CO<sub>2</sub>, alors que les 10 % les plus riches de la planète sont responsables d'environ la moitié des émissions de CO<sub>2</sub> mondiales. Une personne faisant partie des 1 % les plus riches au monde génère en moyenne 175 fois plus de CO<sub>2</sub> qu'une personne se si-

tuant dans les 10 % les plus pauvres ; une personne parmi les 10 % les plus riches en Inde n'émet en moyenne qu'un quart du CO<sub>2</sub> émis par une personne de la moitié la plus pauvre de la population des États-Unis ; un Américain parmi la moitié la plus pauvre de la population de son pays génère en moyenne vingt fois plus d'émissions que son pendant indien.

#### D) ACCAPAREMENT DES TERRES : QUAND LES TERRES DES PAYS PAUVRES SERVENT SURTOUT AUX PAYS RICHES

Apparu en 2008, le terme « accaparement des terres » ou « land grabbing » en anglais, désigne une acquisition controversée de terres agricoles de grande superficie par des entreprises transnationales et gouvernementales. Celles-ci cherchent en effet de nouvelles terres arables pour y cultiver des denrées alimentaires ou des agrocarburants. Pour les grands investisseurs, l'accaparement des terres est une activité très lucrative mais



<sup>37</sup> Source : [www.futura-sciences.com/planete/questions-reponses/gaz-effet-serre-pays-emettent-plus-co2-1178/](http://www.futura-sciences.com/planete/questions-reponses/gaz-effet-serre-pays-emettent-plus-co2-1178/)  
<sup>38</sup> Inégalités extrêmes et émissions de CO<sub>2</sub>, [www.oxfam.org/fr/rapports/inegalites-extremes-et-emissions-de-co2](http://www.oxfam.org/fr/rapports/inegalites-extremes-et-emissions-de-co2), décembre 2015.

ce sont les populations pauvres qui en paient directement le prix. En effet, l'accaparement des terres signifie la perte de leur habitat et de leurs terres, c'est-à-dire de leur source d'alimentation, avec le risque d'entraîner un exode rural voire des migrations plus lointaines. Selon une étude d'Oxfam<sup>39</sup>, deux tiers des investissements fonciers étrangers réalisés dans les pays pauvres ont lieu dans des régions qui souffrent de la faim. **Ces terres servent à exporter des denrées alimentaires alors que la population locale reste le ventre vide !**

Il faut souligner que, même si l'accaparement des terres se fait généralement de manière légale, il pose malgré tout la question de la légitimité d'utiliser des terres de pays pauvres au profit principalement de pays riches. Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, utilise l'exemple de la filière de la viande industrielle pour dénoncer les impacts de ce commerce sur les populations du Sud. Au Brésil et en Argentine par exemple, on cultive du soja pour nourrir des animaux élevés chez nous en batteries, pour satisfaire notre goût et notre grande consommation de viande. Dans les immenses territoires utilisés pour que nous puissions nourrir notre bétail, nous sommes en concurrence avec des populations du Sud. Selon Olivier De Schutter, ces territoires seraient mieux mis à profit pour produire des denrées alimen-

taires qui nourriraient les communautés locales. Le commerce international met donc aussi malheureusement en concurrence le consommateur riche du Nord et les populations pauvres du Sud. Quand on met en concurrence des populations avec des niveaux de pouvoir d'achat tellement différents, ce sont évidemment les désirs des populations du Nord qui vont l'emporter sur les besoins essentiels des populations du Sud<sup>40</sup>.

#### E) DÉSÉQUILIBRE DES FLUX FINANCIERS NORD/SUD

Un euro donné, deux euros reçus. Voilà l'équation Nord-Sud d'aujourd'hui. Avec un rapport de un à deux entre les flux financiers qui entrent et ceux qui sortent des pays en développement.

Aujourd'hui, l'aide publique au développement, les transferts des migrants et les investissements privés vont vers les pays du Sud. Cette manne financière favorise l'activité et génère des revenus. Que deviennent ensuite ces revenus ? Ils repartent vers le Nord, comme avec le remboursement de la dette ou les juteux contrats décrochés par des entreprises occidentales pour exploiter les ressources du Sud. Au final, le développement du Sud enrichit donc surtout les pays industrialisés. « Cette situation est particulièrement choquante », s'in-

digne Jesse Griffiths, directeur d'Eurodad, un réseau d'ONG européennes qui dénonce le poids de la dette et les déséquilibres financiers qui écrasent les pays du Sud. « Des fonds qui auraient dû être en principe investis dans le développement du Sud sont en réalité rapatriés vers les riches pays du Nord (...) »<sup>41</sup>

#### F) JUSTICE FISCALE : LE SUD DOUBLEMENT VICTIME

Selon Cédric Leterme, un des auteurs et le coordinateur de l'ouvrage collectif « Quelle justice fiscale pour le Sud ? » publiée par le CETRI<sup>42</sup>, l'évasion fiscale a des conséquences encore plus graves pour les populations du Sud : « En premier, on peut relever le fait que les pays du Sud sont très mal représentés dans les lieux où l'on discute de la régulation fiscale internationale. Ils sont donc pénalisés dans l'établissement des règles qui sont censées réguler ces problèmes. Ensuite, il faut remarquer que ce sont les pays les plus pauvres qui sont proportionnellement les plus affectés par l'évasion fiscale. En valeur absolue, ce sont évidemment les plus fortes économies comme les États-Unis ou la Chine qui perdent le plus, mais si l'on rapporte la perte à la taille des économies, c'est clairement les pays en voie de développement – et parmi eux les pays les plus pauvres – qui voient une part importante de leurs ressources

#### L'ÉVASION FISCALE A DES CONSÉQUENCES ENCORE PLUS GRAVES POUR LES POPULATIONS DU SUD

39 Voir [www.oxfam.org/fr/campagnes/questions-et-reponses-sur-les-accaparements-de-terres](http://www.oxfam.org/fr/campagnes/questions-et-reponses-sur-les-accaparements-de-terres)

40 Propos tenus par Olivier De Schutter lors de l'Assemblée générale d'Oxfam-Magasins du monde en 2018, voir [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/12/31/le-commerce-equitable-une-niche-d'innovation-appelée-a-devenir-la-norme/#.XTa4lEfgol0](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/12/31/le-commerce-equitable-une-niche-d'innovation-appelée-a-devenir-la-norme/#.XTa4lEfgol0)

41 citation extraite de l'article « Le grand gaspillage alimentaire » paru dans Imagine n° 108, mars-avril 2015, [www.imagine-magazine.com/lire/spip.php?article1872](http://www.imagine-magazine.com/lire/spip.php?article1872)

42 Quelle justice fiscale pour le Sud ?, éd. Alternatives Sud, 2019, [www.cetri.be/Quelle-justice-fiscale-pour-le-Sud](http://www.cetri.be/Quelle-justice-fiscale-pour-le-Sud)



nationales s'envoler vers les paradis fiscaux. Or, et c'est le troisième élément, ce sont précisément les pays qui ont le plus besoin de ces ressources pour le financement de leur développement. Les objectifs de développement durable adoptés par les Nations-Unies prévoient justement à l'horizon de 2030 de miser en priorité sur les propres ressources des pays en question. Un dernier élément qu'il faut citer dans ce contexte : ces pays ont des systèmes fiscaux très peu performants, qui reposent surtout sur les rentrées fiscales indirectes, comme des taxes à la consommation qui affectent surtout les ménages et de surcroît les ménages les plus pauvres. <sup>43</sup>»

Les premières victimes des évasions fiscales, selon Cédric Leterme, sont donc les plus pauvres parmi les pauvres. En premier lieu les femmes, qui ont généralement des revenus plus précaires, plus faibles que les hommes, qui travaillent dans des secteurs plus informels et dépensent plus pour le ménage. En outre, elles n'ont pas les mêmes besoins que les hommes en matière de soins. Elles sont donc plus affectées qu'eux par cette injustice.

## 6) LES MIGRATIONS

Il est un autre domaine où la mondialisation a eu un impact très important, c'est celui des migrations. Mais contrairement à une idée reçue, les migrations pour des raisons politiques ou économiques se font surtout à l'intérieur des pays



pauvres ou entre pays pauvres et non pas du Sud vers le Nord. En 2017, sur les 258 millions de migrants internationaux dans le monde, 106 millions sont nés en Asie. L'Europe est la région de naissance du deuxième plus grand nombre de migrants (61 millions), suivie par l'Amérique latine et les Caraïbes (38 millions) et l'Afrique (36 millions). Les réfugiés, estimés à 25,9 millions en 2016, ne représentent que 10 % des migrants internationaux. **La plupart (82,5% des réfugiés) vivent dans des pays en développement**<sup>44</sup>. Un pays comme le Liban, voisin de la Syrie, a accueilli plus d'un million et demi de Syriens, sans compter les centaines de milliers de réfugiés palestiniens déjà présents. Le Liban est aujourd'hui le pays avec le plus fort taux de réfugiés au monde – puisqu'un habitant sur quatre y a le statut de réfugié! Cet exemple montre bien que ce sont les pays les plus proches des crises qui sont les plus exposés aux migrations,

avec le risque de provoquer des fractures sociales majeures<sup>45</sup>.

En 2017, les Nations Unies recensaient 258 millions de migrants (3% de la population mondiale) dont 97 millions qui se déplacent du Sud vers le Sud, 89 millions du Sud vers le Nord, 57 millions du Nord vers le Nord et 14 millions du Nord vers le Sud.

La migration entre les pays du Sud est donc le type de migration le plus commun (38% de la migration internationale). Elle se caractérise par les flux inter-régionaux en Amérique latine, en Afrique et en Asie – notamment vers les pays du Golfe. La migration Sud-Nord arrive en deuxième place (34,5% de la migration internationale), elle concerne notamment la migration de l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique vers l'Europe et les États-Unis.

Mais quelles sont les principales causes des migrations ? Si l'on parle des migrations Sud-Sud et Sud-

<sup>43</sup> Citation extraite de l'interview « Le Sud subit une double injustice fiscale », avril 2019, [www.cetri.be/Justice-fiscale-Le-Sud-subit-une](http://www.cetri.be/Justice-fiscale-Le-Sud-subit-une)

<sup>44</sup> Chiffres cités par l'INED, mars 2018, [www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/memos-demo/focus/les-migrations-dans-le-monde/](http://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/memos-demo/focus/les-migrations-dans-le-monde/)

<sup>45</sup> Voir les violences racistes contre les réfugiés syriens en Turquie [observers.france24.com/fr/20190704-turquie-refugies-syriens-syrie-attaques-racisme-violences-rumeurs-istanbul-ikitelli](http://observers.france24.com/fr/20190704-turquie-refugies-syriens-syrie-attaques-racisme-violences-rumeurs-istanbul-ikitelli) et au Liban : [www.lorientlejour.com/article/1160515/liban-et-migration-etat-des-lieux-et-idees-de-solution.html](http://www.lorientlejour.com/article/1160515/liban-et-migration-etat-des-lieux-et-idees-de-solution.html)

Nord, les inégalités économiques font certainement partie des premières causes, bien qu'elles s'ajoutent à d'autres facteurs tels que la surpopulation liée à une forte croissance démographique, des taux élevés de chômage, les conflits armés et les épurations ethniques, les violations des droits humains, les persécutions, la destruction de l'environnement, les catastrophes naturelles... Lorsque l'on parle des migrations du Nord vers le Sud ou du Nord vers le Nord, il s'agit surtout de l'envie de découvrir le monde. C'est le cas notamment des étudiants qui partent en échange scolaire dans un autre pays et des touristes de courte ou plus longue durée. Mais c'est une migration qui n'est accessible qu'à un petit nombre de privilégiés, au Nord comme au Sud, qui ont les moyens financiers et administratifs de s'offrir cette liberté.

Les migrations sont régulièrement instrumentalisées pour devenir le principal sujet politique permettant aux forces populistes de se refaire une santé : c'est Trump et son mur, c'est Salvini et sa politique d'immigration zéro, c'est Théo Francken et sa chasse aux migrants du parc Maximilien à Bruxelles, c'est l'Union européenne confiant à la Turquie et à la Lybie le soin de garder les migrants sur leurs territoires, c'est un peu partout la criminalisation de celles et ceux qui s'efforcent de secourir les migrants, en mer ou sur terre.

Les partis populistes n'hésitent pas à diffuser des « fake news » parlant d'invasion de migrants vers les pays occidentaux, voire de risque de « grand remplacement » de la population européenne par les nouveaux migrants. Or, comme nous l'avons

observé, les pays riches ont une large responsabilité dans les inégalités économiques qui sont les principales causes des migrations. Et ce sont les pays pauvres qui sont largement plus touchés par ces migrations, alors qu'ils sont déjà confrontés à d'énormes difficultés économiques, sociales et environnementales.

Les migrations sont essentiellement la conséquence d'un monde inégalitaire, divisé. Elles ont tou-

jours existé et peuvent avoir un effet positif sur le long-terme, tant sur les pays d'accueil que sur les pays d'origine. Mais elles peuvent également provoquer des chocs culturels, des problèmes de cohabitation, de « vivre ensemble » qu'il faut pouvoir gérer en misant sur les valeurs de solidarité et d'accueil plutôt que sur les discours de haine et de rejet tels qu'on les observe dans la majorité des pays occidentaux actuellement.



Infographie extraite du rapport d'Oxfam « Services publics ou fortunes privées ? », janvier 2019, [www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2019/01/rapport-davos-2019-oxfam-services-publics-ou-fortunes-privées.pdf](http://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2019/01/rapport-davos-2019-oxfam-services-publics-ou-fortunes-privées.pdf)



### 1.3 LE POIDS DES ÉLITES DANS L'AUGMENTATION DES INÉGALITÉS

#### A) AUGMENTATION DE LA RICHESSE ET DU POUVOIR DES PLUS RICHES

Dans son livre « Comment les riches détruisent la planète<sup>46</sup> », le journaliste français Hervé Kempf dénonce l'augmentation des inégalités mondiales depuis une vingtaine d'années. Il cite notamment l'étude de deux économistes de Harvard et du Federal Reserve Board<sup>47</sup>, Carola Frydman et Raven E. Saks, qui ont comparé le rapport entre le salaire gagné par les trois premiers dirigeants des 500 plus grandes entreprises américaines et le salaire moyen de leurs employés. Cet indicateur de l'évolution des inégalités reste stable des années 1940 jusqu'aux années 1970 : les patrons des entreprises considérées gagnaient environ 35 fois le salaire moyen de leurs employés. Puis se produit un décrochement à partir des années 1980, et le rapport monte de façon assez régulière jusqu'à atteindre environ 130 dans les années 2000. **Cela indique qu'une rupture majeure est intervenue dans le fonctionnement du capitalisme depuis soixante ans.** Durant ce que l'on a appelé les « trente glorieuses », l'enrichissement collectif permis par la hausse continue de la productivité était assez équitablement distribué entre capital et travail, si bien que les rapports d'inégalité demeuraient stables. A partir des années 1980,

le gouffre entre les détenteurs du capital et la masse des citoyens s'est considérablement approfondi, créant une nouvelle classe d'oligarques plus riches que jamais.

Cette tendance se confirme chaque année avec la publication du rapport d'Oxfam sur les inégalités, à l'occasion du Forum économique mondial de Davos. Dans un rapport publié en janvier 2019, Oxfam révèle que la fortune des milliardaires a augmenté de 12 % en 2018, soit de 2,5 milliards de dollars par jour ou 900 milliards en un an, tandis que les 3,8 milliards de personnes qui composent la moitié la plus pauvre de l'humanité ont vu leur richesse diminuer de 11 %<sup>48</sup>.

Selon Renaud Duterme, professeur de géographie également engagé dans le CADTM<sup>49</sup>, les effondrements écologiques et sociaux déjà en cours dans le monde sont directement liés à cette situation d'extrême inégalité. Dans une conférence donnée en mars 2016 à propos de son livre « De quoi l'effondrement est-il le nom ? », il rappelle que, lorsque l'on parle d'effondrement, c'est un concept qui s'adresse surtout aux classes moyennes, c'est-à-dire grosso modo à 15% de la population : « *Pour que quelque chose s'effondre, il faut déjà avoir atteint un certain niveau de confort, de complexité, qui correspond au niveau de vie de*

*la classe moyenne, tant dans les pays riches que dans ceux du Tiers Monde. Ma démarche est d'analyser les effondrements encore à venir, c'est-à-dire l'effondrement des poches de prospérité dans le monde. [...]*<sup>50</sup> ». Pour l'auteur, la lutte contre les inégalités est une des manières de résister à l'effondrement : « *Si on veut voir l'effondrement comme quelque chose qui peut être positif, avec l'émergence à terme d'un monde plus résilient, il est absolument nécessaire de ne pas en laisser la gestion à ceux qui sont responsables de cet effondrement.* ». Pour lui, il faut donc dénoncer le rôle des élites, surtout préoccupées par le fait d'augmenter leur pouvoir et leur consommation ostentatoire plutôt que de préserver la stabilité de la planète.

Cette analyse rejoint celle de l'économiste Branco Milanovic qui va jusqu'à parler de « ploutocratie » pour décrire le pouvoir des « ultra riches ». Il parle de « prime de citoyenneté » que certains obtiennent en étant nés dans un pays riche, prime qui s'apparente à une rente. Aujourd'hui, d'après Milanovic, les deux tiers des revenus dans les pays riches « s'expliquent » par l'endroit où les gens sont nés et non par leurs mérites. Cela rappelle des débats anciens sur les privilèges des nobles qui se contentaient de naître<sup>51</sup>.

#### "LES PLOUTOCRATES ONT GANGRENÉ LA POLITIQUE"

46 Hervé Kempf, Comment les riches détruisent la planète, Seuil, 2007.

47 Frydman, C. & Saks, R.E., "Executive Compensation : A New View from a Long-Run Perspective, 1936-2005", Finance and Economics Discussion Series 2007-35, Washington, Board of Governors of the Federal Reserve System.

48 Voir [www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2019-01-18/lannee-derniere-la-fortune-des-milliardaires-augmente-tous](http://www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2019-01-18/lannee-derniere-la-fortune-des-milliardaires-augmente-tous)

49 Comité pour l'Abolition des Dettes illégitimes

50 Conférence de Renaud Duterme organisée par le mouvement Utopia sur le thème : « De quoi l'effondrement est-il le nom ? Les inégalités au cœur de la catastrophe », mars 2016.

51 Branco Milanovic, « Inégalités mondiales, Le destin des classes moyennes, les ultra riches et l'égalité des chances » éd. La Découverte, 2019, [www.metiseurope.eu/2019/06/03/classes-moyennes-ultra-riches-et-egalite-des-chances/](http://www.metiseurope.eu/2019/06/03/classes-moyennes-ultra-riches-et-egalite-des-chances/)

« *Les ploutocrates ont gangrené la politique* », dénonce Milanovic. « *Ils financent les campagnes électorales, font du lobby, financent à prix d'or des think tanks pour qu'ils publient des articles qui leur conviennent. (...) On assiste à un déclin de la classe moyenne occidentale avec, en parallèle, la montée d'une élite mondiale largement détachée de son appartenance nationale. Ceci constitue une menace de la stabilité démocratique. Et nous sommes face à une dérive : celle d'une gouvernance par les riches. C'est évident sur la question de la globalisation financière ou encore de la fiscalité.*<sup>52</sup> »

En étudiant l'évolution de la répartition des richesses dans le monde entre 1988 et 2008, on remarque en effet que 44 % des gains absolus sont allés aux 5 % les plus riches de la population mondiale. Ainsi, selon l'étude de Branko Milanovic, il apparaît que, dans la dynamique économique mondiale, les grands perdants sont les classes moyennes et moyennes inférieures des pays riches, dont les Européens à qui on avait vendu la mondialisation comme un facteur de progrès. À l'inverse, une classe moyenne mondiale émerge dans certains pays asiatiques, comme en Chine où les revenus des urbains se rapprochent de ceux des classes moyennes des pays riches. Quant aux plus riches, concentrés dans quelques pays, ils forment désormais une « ploutocratie ».

L'économiste voit dans la diminution des classes moyennes dans les pays industrialisés un risque

pour leur stabilité et pour la démocratie : « *Allons-nous assister, assistons-nous à un basculement du pouvoir de la classe moyenne en faveur des plus riches avec des effets sociaux et politiques considérables comme la diminution du soutien apporté à l'offre de services publics tels l'éducation et la santé ? Les riches savent mobiliser des écoles et universités privées, ils peuvent supporter leurs dépenses de santé dans des cliniques privées... Par contre, ils préféreront accroître les dépenses pour les services de sécurité et de maintien de l'ordre. Une alternative est le populisme qui propose un retrait de la mondialisation et de la démocratie.*<sup>53</sup> »

## B) FRAGMENTATION DU MONDE

Cette classe de super riches défendant ses propres intérêts au détriment de la collectivité est aussi observable au niveau géographique. Renaud Duterme décrit dans son livre « De quoi l'effondrement est-il le nom ? »<sup>54</sup> le phénomène des « gated communities » ou « résidences fermées », ces quartiers réservés à des personnes riches, se mettant à l'abri des populations pauvres abandonnées à leur sort. Ce phénomène va souvent de pair avec des politiques néolibérales de désengagement des services publics et de privatisation. Ainsi, dans la ville de Sandy Springs près d'Atlanta, dans l'Etat de Géor-

gie, tout a été privatisé. Les seuls services publics qui existent encore, c'est la police. Il s'agit de la seule commune ayant refusé de participer à un versement de fonds pour améliorer la qualité de vie et des logements dans les communes défavorisées de l'agglomération.

Les pays du Sud n'échappent pas à ce phénomène. Des quartiers de riches fermés se développent en Argentine, en Afrique du Sud, au Brésil, en Equateur, en Chine, en Inde, en Indonésie...

Christophe Bonneuil, historien et directeur de recherche au CNRS<sup>55</sup>, co-auteur de « L'événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous », met en garde contre cette fragmentation du monde à une plus grande échelle : « *Les 5 % à 10 % les plus aisés du monde, habitant principalement au sein des pays de l'OCDE [qui regroupe les 36 pays les plus développés du monde, ndlr] ainsi que la Chine et la Russie, ne s'aperçoivent pas encore véritablement de la gravité de la situation : ils sont moins fragilisés, vivent dans des États relativement stables qui érigent des barrières contre les migrants, ont accès à un standing de vie qui nécessite un échange écologique inégal avec le reste de la planète, où se trouve l'essentiel des ateliers de production et des sites d'extraction. Pour eux, « tout va bien » tant qu'ils*

**DANS LA VILLE DE SANDY SPRINGS PRÈS D'ATLANTA, DANS L'ÉTAT DE GÉORGIE, TOUT A ÉTÉ PRIVATISÉ.**

52 Interview parue dans Libération du 10/02/2019, [www.liberation.fr/debats/2019/02/10/branko-milanovic-ce-qui-nous-manque-c-est-un-capitalisme-relativement-egalitaire\\_1708590](http://www.liberation.fr/debats/2019/02/10/branko-milanovic-ce-qui-nous-manque-c-est-un-capitalisme-relativement-egalitaire_1708590)  
53 Op. cit.  
54 Op. cit.  
55 Centre National de la Recherche Scientifique, service public français.

continuent à bénéficier d'un système politique et économique qui externalise la violence vers les autres territoires, populations et espèces du monde. De l'autre côté, la moitié la plus défavorisée de l'humanité, pourrait se trouver en danger vital. Cette moitié n'a rien reçu des richesses générées en 2017 dans le monde tandis que 82 % de celles-ci ont profité aux 1 % les plus riches du monde. Alors que les uns s'achètent des canots de sauvetage, les autres triment dans les ateliers du monde dans des conditions de pollution extrême, ou sur des terres de moins en moins fertiles. Entre 200 millions et un milliard d'humains pourraient devenir des réfugiés à l'horizon 2050. Il faut se rendre compte de la violence du changement climatique qui s'ajoute et se combine aux violences sociales subies par ces « damnés de la terre. (...) Quand on voit l'écart entre les plus riches et les milliards de personnes les plus affectées par les dégâts climatiques, ou les écarts des coûts et bénéfices du réchauffement selon les régions et les États, force est de constater que le discours qui consiste à clamer « Nous sommes tous concernés, nous devons agir ensemble », ne tient pas la route. Il y aura des gagnants et des perdants du réchauffement climatique. Certains pays – comme la Russie et les monarchies pétrolières du Golfe – et certains groupes sociaux n'ont aucun intérêt à ce que cela change. **Non, nous ne sommes pas tous dans le même bateau, ou alors pas**

**dans la même classe ni avec le même accès au restaurant et aux canots.** Une « écologie positive » faite d'alternatives concrètes est utile, mais sans combat, elle n'y suffira pas.<sup>56</sup> »

L'idéal ultralibéral des élites riches peut s'accommoder de l'effondrement qui ne concernerait que les zones périphériques, laissées à l'abandon pour les populations les plus pauvres. En effet, comme l'a montré Naomi Klein, le capitalisme s'accommode très bien des effondrements, il en tire même profit pour imposer des mesures ultralibérales et privatiser certains secteurs de l'économie, de l'énergie ou de la sécurité sociale et augmenter les profits de certaines multinationales, au détriment des couches les plus défavorisées de la population<sup>57</sup>. C'est pourquoi, la lutte contre les inégalités est essentielle dans le combat écologique actuel.

Si l'on en croit Christian Savestre et le portrait du « **zoo des ultras riches** » qu'il dresse dans le magazine Pour, la prolifération des riches est un phénomène en plein boom : « pour la période 2019-2023, le nombre de millionnaires va augmenter de 19% et atteindra 23,4 millions de personnes. Les ultra riches verront eux leur nombre augmenter de 22% et ainsi passer à 241 053. Les milliardaires connaîtront un fléchissement dans leur croissance qui ne sera que de 21% ! ce qui les situera au nombre de 2.696.<sup>58</sup> »

## DÉMOGRAPHIE ET RESSOURCES DISPONIBLES

La population mondiale actuelle est de 7,6 milliards d'êtres humains. Elle continue d'augmenter mais à un rythme moins soutenu que par le passé. Elle devrait croître de 1 milliard d'ici 15 ans et de 1 milliard supplémentaire d'ici 25 ans, pour atteindre 9,8 milliards de personnes en 2050. Ces projections sont basées sur des variations moyennes, qui tablent sur un recul du taux de fécondité et un allongement de l'espérance de vie. La population mondiale devrait atteindre 11,2 milliards d'individus en 2100, selon les prévisions et statistiques démographiques des Nations Unies. Cette augmentation de la population va toucher bien davantage les pays pauvres : c'est l'Afrique qui sera la plus touchée, avec plus de la moitié de la croissance démographique dans le monde d'ici à 2050 et une augmentation d'environ 1,3 milliards d'habitants. L'Asie devrait être le second continent à connaître une croissance démographique tout aussi fulgurante, avec une hausse d'un peu moins d'un milliard d'habitants entre 2015 et 2050.

Est-ce que notre monde peut supporter une telle pression démographique ? Selon Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, la faim et la malnutrition sont des questions essentiellement politiques : « Nous avons toutes les

56 Extrait de l'interview publiée le 16 octobre 2018 sur [danactu-resistance.over-blog.com/2018/11/climat-et-effondrement-entretien-avec-christophe-bonneuil.html](https://danactu-resistance.over-blog.com/2018/11/climat-et-effondrement-entretien-avec-christophe-bonneuil.html)

57 La Stratégie du choc : la montée d'un capitalisme du désastre, Naomi Klein, Actes Sud, 2007.

58 Christian Savestre, Dans la jungle ou dans le zoo ?, Pour, juin 2019, [pour.press/dans-la-jungle-ou-dans-le-zoo/](https://pour.press/dans-la-jungle-ou-dans-le-zoo/)

solutions techniques requises, mais nos gouvernements n'en font pas une priorité. Avec quelques décisions courageuses, le problème de la faim pourrait être résolu : en mettant en place des politiques beaucoup plus redistributives, en donnant la priorité à l'alimentation par rapport aux autres demandes adressées au secteur agricole, et en ayant une meilleure représentation des agriculteurs dans les choix politiques. On pourrait très vite résoudre ce problème qui nous hante.<sup>59</sup>»

Le problème de la faim dans le monde réside donc surtout dans le modèle du système alimentaire mondial, qui favorise les grands groupes agro-industriels au détriment d'une agriculture familiale et durable, comme le rappelle le dernier rapport du GIEC sur les sols de la planète<sup>60</sup>.

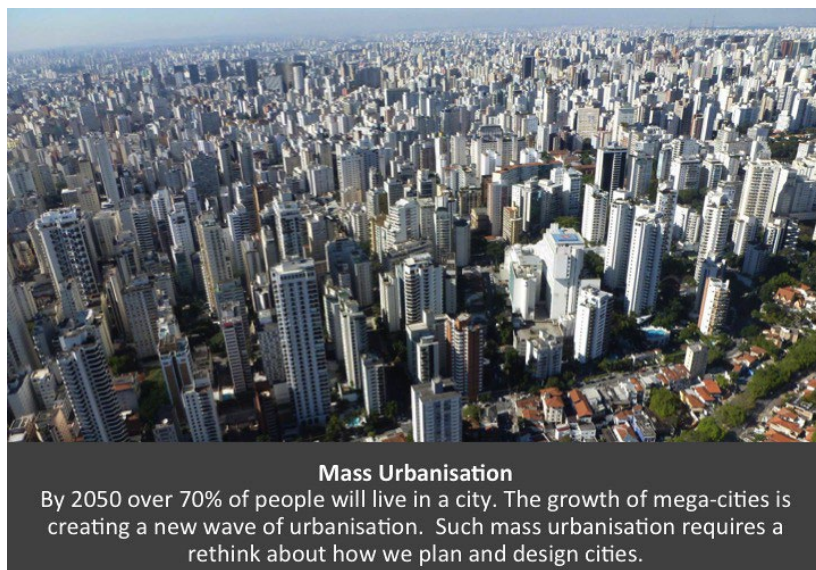
L'accroissement de la population mondiale va aussi accentuer le réchauffement climatique. Mais selon le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), on croit souvent, à tort, que plus il y a d'humains, plus cela génère d'émissions, sans tenir compte des inégalités : « Actuellement, seuls 2,5 milliards de personnes gagnent assez d'argent (plus de 10 dollars par jour) pour que leur consommation soit susceptible de contribuer aux émissions, et le dére-

**LA SUREXPLOITATION  
DES RESSOURCES  
DANS NOTRE SYSTÈME  
CAPITALISTE N'EST  
PAS CAUSÉE PAR DES  
PÉNURIES MAIS PAR  
L'ABONDANCE, VOIRE  
LA SURABONDANCE**

glement climatique est principalement le fait d'une petite minorité d'entre eux. S'il est vrai qu'un ralentissement de la croissance démographique pourrait améliorer la situation à long terme, cela n'aurait guère d'incidence sur les changements climatiques dans l'immédiat. La plupart des pays qui consomment davantage, et donc génèrent plus d'émissions, connaissent déjà une faible croissance démographique, voire un recul de la population. Les pays à la croissance démographique rapide, en revanche, sont en général marqués par la pauvreté et leurs niveaux d'émissions demeurent souvent très faibles »<sup>61</sup>.

C'est donc davantage le caractère inégalitaire de l'utilisation des ressources entre les régions que l'augmentation démographique qui menace notre monde.

Selon Renaud Duterme<sup>62</sup>, en analysant les anciennes sociétés qui se sont effondrées, on remarque que leur effondrement a été causé par une utilisation déraisonnée des ressources. Mais dans les anciennes sociétés, la surexploitation des ressources a été causée par des pénuries liées à l'accroissement démographique. Les besoins étaient trop élevés par rapport à la capacité de régénération des ressources disponibles. Pour Renaud Duterme, on est dans une autre configuration dans le monde d'aujourd'hui : la surexploitation des ressources dans notre système capitaliste n'est pas



Extrait de l'album « Future of cities », Programme Future Agenda, [www.flickr.com/photos/131046472@N07/albums/72157650553615289](http://www.flickr.com/photos/131046472@N07/albums/72157650553615289)

59 Extrait d'une interview publiée par le site Bastamag, 28 mai 2015, [www.bastamag.net/Olivier-de-Schutter-Nous-sommes-extremement-immatures-dans-notre-maniere-de](http://www.bastamag.net/Olivier-de-Schutter-Nous-sommes-extremement-immatures-dans-notre-maniere-de)  
60 Voir [www.liberation.fr/planete/2019/08/08/ce-qu-il-faut-retenir-du-dernier-rapport-du-giec-sur-les-sols-de-la-planete\\_1744256](http://www.liberation.fr/planete/2019/08/08/ce-qu-il-faut-retenir-du-dernier-rapport-du-giec-sur-les-sols-de-la-planete_1744256)  
61 Voir [www.unfpa.org/fr/changements-climatiques](http://www.unfpa.org/fr/changements-climatiques)  
62 Op. cit.



causée par des pénuries mais par l'abondance, voire la surabondance. On n'exploite pas les ressources parce qu'on en a davantage besoin mais on les surexploite pour en faire un profit. Il y a surconsommation de ressources par quelques-uns au détriment de l'ensemble (20% de la population mondiale consomme 80% des ressources).

En outre, les pays pauvres ont le droit de se développer et d'améliorer leur niveau de vie, ce qui implique une augmentation de la croissance économique et de la consommation. À moins que cette évolution soit radicalement différente de celle des pays riches, cela aggravera encore les changements climatiques. Néanmoins, selon l'UNFPA, certains facteurs et effets du développement, notamment l'amélioration de la santé et de l'éducation et l'autonomisation, peuvent aussi favoriser la durabilité.

Pour gérer les conséquences de l'augmentation de la population mondiale, il est indispensable de faire évoluer les modes de consommation afin de ralentir le gaspillage effréné des ressources naturelles. Pour ce faire, toujours selon l'UNFPA, l'une des solutions les plus éprouvées, efficaces et justes consiste à investir en faveur d'infrastructures et de services publics universels dans le but d'améliorer l'efficacité des transports, des logements et des services collectifs, trois des principales formes de consommation.

Le monde s'urbanise en effet à une vitesse spectaculaire : d'ici 2050, 68% de la population mondiale vivra dans des villes contre 55% aujourd'hui, selon une étude de l'ONU<sup>63</sup>. Près de 90% de cette augmentation se produira en Asie et en Afrique. L'augmentation de la population urbaine sera particulièrement marquée dans certains pays : l'Inde, la Chine et le Nigeria représenteront ensemble 35% de la croissance des villes entre 2018 et 2050 !

La pression grandissante que la population urbaine va exercer sur les campagnes risque de provoquer des effondrements écologiques et politiques, un risque encore renforcé par la répartition inégalitaire des ressources. Il semble surtout que personne, aucun Etat, aucune institution, ne soit capable de maîtriser la complexité du monde actuel.

Or, c'est justement cette complexité qui rend le monde plus fragile. Pour l'archéologue Joseph Tainter, auteur du livre « L'effondrement des sociétés complexes<sup>64</sup> », c'est lorsque le fonctionnement d'une civilisation devient trop complexe qu'elle risque le plus de s'effondrer. Pour démontrer cette hypothèse, il part du concept de « rendement décroissant » : toute société, en s'agrandissant, se

complexifie. Une partie de plus en plus importante de l'énergie va servir au simple fonctionnement de la société. Et tout ce qui sert au fonctionnement de la société ne sert pas aux progrès dans d'autres domaines. L'exemple de la chute de l'empire romain illustre bien cette hypothèse : les nouvelles conquêtes, censées renforcer la puissance de l'empire, l'ont en réalité rendu trop grand et trop

complexe. Cette théorie est très intéressante pour comprendre notre société actuelle, car nous n'avons jamais eu une société aussi complexe, tant au niveau international que national. La croissance économique dans notre système est de plus en plus absorbée par des coûts de fonctionnement de plus en plus inutiles. Dans son livre, Renaud Duterme reprend l'exemple des « bullshit jobs » ou « jobs à la con » décrits par l'anthropologue américain David Graeber<sup>65</sup>, ces jobs vides de sens qui n'ont aucune utilité sociale, qui ne produisent aucune valeur mais qui servent en fait à contrôler le système et à maintenir au pouvoir le capital financier. Pour Renaud Duterme, le phénomène des « bullshit jobs » est un bon exemple de cette tendance au rendement décroissant qui apparaît dans notre société de plus en plus complexe<sup>66</sup>.

### LA PRESSION GRANDISSANTE QUE LA POPULATION URBAINE VA EXERCER SUR LES CAMPAGNES RISQUE DE PROVOQUER DES EFFONDREMENTS ÉCOLOGIQUES ET POLITIQUES

63 Voir [www.rtfb.be/info/societe/detail\\_d-ici-2050-68-de-la-population-mondiale-vivra-dans-des-villes?id=9919811](http://www.rtfb.be/info/societe/detail_d-ici-2050-68-de-la-population-mondiale-vivra-dans-des-villes?id=9919811)

64 Joseph Tainter, *L'Effondrement des sociétés complexes*, éd. Le Retour aux Sources, 2013

65 David Graeber, « Bullshit jobs », éd. Les liens qui libèrent, 2018.

66 Voir quelques exemples décrits dans l'article [ouest-france.fr/leditiondusoir/data/36325/reader/reader.html#!preferred/1/package/36325/pub/52687/page/8](http://ouest-france.fr/leditiondusoir/data/36325/reader/reader.html#!preferred/1/package/36325/pub/52687/page/8)

## CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

Les pays riches ont une responsabilité importante dans la situation des pays pauvres, tant au niveau historique, avec le poids de la colonisation et de l'esclavage, qu'au niveau de pratiques plus récentes depuis la décolonisation et la mondialisation. Les changements climatiques ont également été causés davantage par les pays riches alors qu'ils sont bien plus subis par les pays pauvres.

Depuis les années 1980, le néolibéralisme a aggravé les inégalités mondiales entre les très riches et les très pauvres, donnant naissance à une nouvelle élite « ploutocrate » ou « oligarque ». Une telle situation ne peut que générer de nouveaux conflits et des effondrements sociaux et écologiques. Le phénomène migratoire, brandi par les courants populistes comme un risque d'effondrement du monde occidental, touche en réalité bien davantage les pays pauvres que les pays riches. De même, la pres-

sion démographique touche davantage les pays pauvres mais n'est en soi pas un problème insurmontable. Le danger d'effondrement de notre civilisation thermo-industrielle réside bien plus dans la complexité et dans la répartition inégale des ressources que dans la démographie ou dans les migrations. L'augmentation des inégalités mondiales est une urgence tout aussi menaçante que la crise écologique.



# DEUXIÈME PARTIE : LE MOUVEMENT DE LA TRANSITION ET LE COMMERCE ÉQUITABLE, DEUX DÉMARCHES VOUÉES À SE RENCONTRER ET À SE RENFORCER MUTUELLEMENT

*Comme nous l'avons vu dans la première partie, le poids de l'histoire et de la domination des pays occidentaux a fortement contribué, et aggrave encore, les inégalités mondiales. Face à ce constat et face aux urgences climatiques et environnementales, les alternatives du commerce équitable et du Mouvement de la transition sont-elles des réponses efficaces ? Quelles en sont les limites ?*

Le mouvement de la transition est-il compatible avec la solidarité Nord/Sud et si oui, de quelle manière ? Ces interrogations nous ont poussés à entamer cette étude. En effet, en tant qu'organisation qui a fait de la lutte contre la pauvreté et contre les inégalités Nord/Sud son cheval de bataille, Oxfam-Magasins du monde cherche aussi à développer des synergies avec ceux et celles qui voient dans le retour au local la clé d'une économie et d'un modèle de société plus résilient. Mais la solidarité avec le Sud reste selon nous une urgence encore plus accentuée par les changements climatiques.

**EN FRANCE, LA LOI DU 31 JUILLET 2014 REDÉFINIT LE COMMERCE ÉQUITABLE, JUSQU'ALORS CANTONNÉ AUX RELATIONS NORD-SUD, POUR Y INCLURE LE COMMERCE NORD-NORD**

L'idée que ce retour vers le local puisse être synonyme de repli sur soi ou d'abandon du Sud a de quoi inquiéter. D'où cette étude qui vise d'une part à comprendre quels liens le mouvement de la Transition, essentiellement implanté au Nord et porté par des personnes d'un milieu social plutôt aisé, entend tisser avec les pays du Sud, qui sont les principales victimes du changement climatique et du rapport de force international. D'autre part, cette étude veut explorer les synergies possibles, les liens à tisser entre le commerce équitable et le mouvement de la transition, afin de créer un monde plus résilient et plus solidaire, au Nord comme au Sud.

## 2.1 LE COMMERCE ÉQUITABLE, UNE ALTERNATIVE UTILE POUR LA PLANÈTE ?

### A) LE COMMERCE ÉQUITABLE DÉFEND AUSSI L'AGRICULTURE PAYSANNE AU NORD

Nous n'allons pas retracer ici l'historique du commerce équitable<sup>67</sup> mais surtout rappeler quelles en sont les évolutions récentes, notamment en lien avec la question environnementale et l'urgence climatique. Face à la prise de conscience de ces enjeux, à la vague des circuits courts et de la relocalisation de l'économie ainsi qu'à la crise qui touche de plus en plus l'agriculture européenne, notamment la crise touchant les producteurs de lait en 2009, le commerce équitable s'est élargi aux produits Nord. En France, la loi du 31 juillet 2014 redéfinit le commerce équitable, jusqu'alors cantonné aux relations Nord-Sud, pour y inclure le commerce Nord-Nord. Ce marché « local » du commerce équitable a connu un essor important en Belgique et en France. Plusieurs

67 Voir à ce sujet cet article d'Artisans du Monde, [www.artisansdumonde.org/comprendre/le-commerce-equitable/historique](http://www.artisansdumonde.org/comprendre/le-commerce-equitable/historique)

marques comme Ethiquable, CTM Altromercato, Alter-Eco ou Oxfam ont développé leur propre charte pour les produits Nord, avec des critères articulés essentiellement autour de l'agriculture paysanne, du prix et de la transparence de la filière<sup>68</sup>. En Allemagne aussi, l'Association Eco-Fair a développé de nouveaux produits équitables locaux, sous le label « Naturland Fair ». Hans Hohenester justifie cette démarche par les immenses coûts

sociaux et environnementaux résultant de « *l'exploitation des travailleurs et des fournisseurs, de la dépendance envers l'agro-industrie et d'une politique d'achat globale voulant acquérir des matières premières à bas prix* »<sup>69</sup>.

Cette évolution du commerce équitable vers le marché local ne devrait toutefois pas gommer l'importance du soutien aux producteurs et productrices du Sud. Comme le confirme Christophe Eberhart d'Ethiquable, l'urgence n'est pas la même : « *Pour les producteurs du Sud, l'enjeu est la survie directe. Ici, en France, ce qu'on défend, c'est la survie d'un modèle de production* »<sup>70</sup>.

Au niveau international, l'organisation mondiale du commerce équitable WFTO et le label Fairtrade International ont lancé en septembre 2018 une

nouvelle charte insistant sur le rôle que le commerce équitable peut jouer en faveur des Objectifs du Développement Durable (ODD)<sup>71</sup>.

Cette nouvelle charte internationale souligne également le rôle que joue le commerce équitable pour lutter contre les inégalités, défendre les droits des femmes et relever le défi du changement climatique. Elle promeut la collaboration avec les mouvements d'économie solidaire, d'agriculture biologique et toute autre initiative qui œuvre pour atteindre des objectifs similaires à ceux du commerce équitable.

## B) LE COMMERCE ÉQUITABLE, LEVIER POUR UNE ÉCONOMIE PLUS RÉSILIENTE ET POUR SOUTENIR LES PRODUCTEURS-TRICES DU SUD CONFRONTÉS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La charte insiste également sur le

respect des ressources naturelles et de la biodiversité, sur les bonnes pratiques en matière environnementale et sur le nécessaire soutien aux producteurs du Sud dans l'adaptation aux effets du changement climatique :

- La protection de l'environnement et la viabilité à long terme des ressources naturelles et de la biodiversité font partie des piliers fondamentaux du commerce équitable.
- Les bonnes pratiques en matière d'environnement, notamment la protection des sols et des ressources hydriques et la réduction de la consommation d'énergie, des émissions de gaz à effet de serre et des déchets, relèvent de la responsabilité de tous les acteurs impliqués dans la chaîne de production, de distribution et de consommation. L'ensemble de la chaîne de valeur devrait être gérée de façon à garantir que le coût réel des bonnes pratiques en matière d'environnement se reflète dans les prix et les termes de l'échange.

### "POUR LES PRODUCTEURS DU SUD, L'ENJEU EST LA SURVIE DIRECTE. ICI, EN FRANCE, CE QUE L'ON DÉFEND, C'EST LA SURVIE D'UN MODÈLE DE PRODUCTION"



68 Voir [www.ethiquable.coop/page-rubrique-qui-sommes-nous/charte-paysans-dici](http://www.ethiquable.coop/page-rubrique-qui-sommes-nous/charte-paysans-dici) et [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2013/09/16/les-apports-de-la-demarche-paysans-du-nord-au-commerce-equitable-doxfam-magasins-du-monde/#.XSVzjP7go10](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2013/09/16/les-apports-de-la-demarche-paysans-du-nord-au-commerce-equitable-doxfam-magasins-du-monde/#.XSVzjP7go10)

69 Citation extraite de l'article « Un commerce équitable Nord-Nord » publié sur le site du Trade for Development Center (TDC, organe dépendant d'Enabel, c'est-à-dire l'Agence en charge de la coopération au développement belge) : [www.befair.be/fr/content/un-commerce-%C3%A9quitable-nord-nord](http://www.befair.be/fr/content/un-commerce-%C3%A9quitable-nord-nord)

70 Citation extraite du site TDC, op. cit.

71 Voir le texte intégral de la charte sur [docs.wixstatic.com/ugd/291e20\\_458dfd84462e4541900013054275d8db.pdf](http://docs.wixstatic.com/ugd/291e20_458dfd84462e4541900013054275d8db.pdf)



Infographie extraite de la nouvelle charte du Commerce équitable, docs.wixstatic.com/ugd/291e20\_458dfd84462e4541900013054275d8db.pdf

• Les petits agriculteurs et artisans sont parmi les plus vulnérables aux effets du changement climatique et il est important qu'ils soient soutenus dans le développement et l'investissement en matière de stratégies d'adaptation et d'atténuation.

Cette nouvelle orientation du commerce équitable sur le plan climatique est primordiale.

En 2018, lors de la COP24 en Pologne, le mouvement mondial du commerce

équitable a justifié cette évolution du commerce équitable :  
« Les petit-es producteur-trices, en

particulier ceux qui possèdent moins de deux hectares de terres, contribuent à une part essentielle de nos systèmes alimentaires et agricoles mondiaux. 500 millions de petites exploitations agricoles produisent plus de 80% de la nourriture consommée dans les pays du Sud contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté et

à la sécurité alimentaire mondiale. Pourtant les petit-es producteur-trices sont davantage menacés par la pauvreté et la faim, et font partie des populations les plus vulnérables face aux

impacts des dérèglements climatiques. (...) Dans ce contexte, les impacts environnementaux, écono-

miques et sociaux du dérèglement climatique menacent l'avenir des chaînes d'approvisionnement agricoles et artisanales et affectent encore plus particulièrement celles et ceux qui ont le moins contribué aux changements climatiques au cours de l'histoire : les populations rurales des pays du Sud. Déjà très fragilisées par l'extrême volatilité des prix et des pratiques commerciales déloyales, ces populations doivent relever un défi de taille : adapter leurs modes de production à des conditions climatiques toujours plus extrêmes et imprévisibles. La justice économique est donc un moyen essentiel pour parvenir à la justice climatique en priorisant les besoins des petits producteur-trices et en tenant compte de leur vulnérabilité accrue.<sup>72</sup> »

La Déclaration, signée par plus de 400 organisations dont Oxfam, énumère les avantages du commerce équitable face à ces enjeux :

- Le commerce équitable permet aux petits producteur-trices d'avoir accès à une répartition plus juste au sein des chaînes de valeur mondiales, augmentant leurs ressources disponibles et leurs connaissances pour s'adapter et développer des modes de production plus résilients.
- Le commerce équitable encourage des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement grâce à la prime de conversion vers l'agriculture biologique et en promouvant la gestion de l'environnement ;
- Le commerce équitable renforce le pouvoir de négociation des pro-

72 Voir [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/11/29/justice-economique-comment-renforcer-la-resilience-des-agriculteurs-et-des-agricultrices-face-aux-dereglements-climatiques/#.XSWBu\\_7gol0](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/11/29/justice-economique-comment-renforcer-la-resilience-des-agriculteurs-et-des-agricultrices-face-aux-dereglements-climatiques/#.XSWBu_7gol0)

ducteurs et travailleurs en améliorant leur autonomie individuelle et collective afin de rééquilibrer le pouvoir au sein des chaînes d'approvisionnement ;

- En intégrant des principes sociaux, économiques et écologiques, le commerce équitable participe à l'amélioration de la résilience climatique dans les chaînes d'approvisionnement. Cependant, le commerce équitable ne peut à lui seul faire face aux défis soulevés par le dérèglement climatique et les inégalités dans les chaînes de valeur : il est urgent de transformer le système économique mondial actuel<sup>73</sup>.

**Malgré ces bonnes intentions, le commerce équitable Nord/Sud n'est-il pas, par nature, plus polluant que le commerce local ?** La réponse à cette question doit être nuancée. Car d'une part, le transport ne représente qu'une petite part des émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'ensemble de la chaîne de production et de distribution. Autrement dit, l'impact environnemental est directement proportionnel non aux nombres de kilomètres parcourus mais à la dépendance plus ou moins grande de cette filière au pétrole et à l'énergie à toutes ses étapes. Certes le transport longue distance est une source d'impact mais le poste le plus important reste proportionnellement celui des emballages et des transports locaux (le fret maritime impacte moins ramené à l'unité). De même, selon la

méthode de production (utilisation ou non d'engrais, de machines, etc.) l'impact environnemental peut être très différent<sup>74</sup>. Cela dit, il faut évidemment améliorer autant que possible le bilan environnemental des filières équitables, qu'elles soient Nord/Sud, Nord/Nord ou Sud/Sud. Et veiller à ce que les importations de produits du Sud ne placent pas les producteur-trice-s dans une dépendance par rapport aux marchés extérieurs, les privant de ressources dont ils ou elles auraient besoin.

Il faut également veiller à ce que le coût du label ne soit pas un obstacle pour les petits producteurs, comme l'ont rappelé différents intervenants lors de l'Examen global de l'Aide pour le commerce organisé par la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce

et le Développement) en juillet 2019<sup>75</sup>. Lors de cette conférence, Bertrand Jolas, de la Commission européenne, a indiqué qu'il abordait ce problème par le biais d'une série d'instruments politiques, notamment un accès préférentiel aux marchés, afin de réduire les coûts pour les petits producteurs. Selon Sergi Corbalán, directeur exécutif du Bureau du plaidoyer pour le commerce équitable<sup>76</sup>, de tels instruments sont en effet nécessaires pour garantir que les nouveaux « marchés verts » soient également des marchés « équitables ». Car la transition écologique ne pourra pas se faire sans tenir compte des besoins des pays du Sud.

D'autre part, il est essentiel de continuer à soutenir les petits producteur-trice-s du Sud face aux



Artisane d'Éma, partenaire d'Oxfam-Magasins du monde en Inde.  
© Fairtrade Connection

73 Op. cit.

74 Voir l'article « Le véritable impact environnemental du commerce équitable », [unesoleplanete.org/Le-commerce-equitable-nor-sud-est-il-forcement-plus-polluant-pour-la-planete](https://unesoleplanete.org/Le-commerce-equitable-nor-sud-est-il-forcement-plus-polluant-pour-la-planete)

75 Voir [unctad.org/en/pages/newsdetails.aspx?OriginalVersionID=2157](https://unctad.org/en/pages/newsdetails.aspx?OriginalVersionID=2157)

76 Voir l'interview d'Isabelle Durant par Sergi Corbalán sur [fairtrade-advocacy.org/aid-for-trade-green-market-fair-trade-interview-with-isabelle-durant/](https://fairtrade-advocacy.org/aid-for-trade-green-market-fair-trade-interview-with-isabelle-durant/)



enjeux climatiques et économiques. Soutenir par le commerce équitable des coopératives d'agriculture paysanne, au Nord comme au Sud, est aussi un geste politique qui donne plus de poids aux alternatives à un modèle agro-industriel dominant.

### C) LE COMMERCE ÉQUITABLE, LEVIER POUR CHANGER LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE PAR LE PLAIDOYER

Le mouvement du commerce équitable, en tant qu'émanation de la société civile et qu'organe représentatif des producteur-trice-s marginalisé-e-s, est aussi un instrument de pression à l'égard des décideurs politiques et économiques. C'est ainsi que la Déclaration faite lors de la COP24 rappelle l'urgence de changer le système économique :

« (...) le commerce équitable ne peut à lui seul faire face aux défis soulevés par le dérèglement climatique et les inégalités dans les chaînes de valeur : il est urgent de transformer le système économique mondial actuel. Le mouvement international du commerce équitable appelle les Parties de la CCNUCC à la COP 24 à :

1. Introduire des mécanismes incitatifs et contraignants, de transparence et de vigilance pour que les acteurs privés mettent en place des chaînes d'approvisionnement justes et résilientes au changement climatique. Par exemple : un prix équitable dans les chaînes de valeur permet aux petit-es producteur-trices de percevoir un revenu décent et de couvrir les coûts d'une production durable ;

2. Fournir un soutien financier, des formations et un appui technique agricole aux petits producteurs et aux populations vulnérables, afin de faire face aux impacts inévitables du dérèglement climatique, de se remettre des chocs climatiques, de rétablir leurs moyens de subsistance et de mettre en place des stratégies d'atténuation et d'adaptation efficaces ;
3. Promouvoir des mécanismes qui répondent à l'internalisation des coûts des activités économiques inéquitables et non respectueuses de l'environnement et encourager les incitations fiscales pour les produits agricoles sans CO2. Par exemple : par l'introduction d'une taxe sur le CO2 ;

4. Veiller à ce que le secteur privé dans les pays du Sud paye des taxes justes et adaptées, et que les États investissent dans le développement de modèles résilients face au dérèglement climatique bénéficiant aux petit-es producteur-trices et aux communautés vulnérables ;
5. Investir dans la recherche agronomique dans les zones les plus touchées et promouvoir des pratiques agricoles centrées sur les petit-es producteur-trices. Par exemple : la préservation de la biodiversité et des modèles agroforestiers respectant les connaissances traditionnelles et la souveraineté alimentaire.<sup>77</sup>»



77 Op. cit.

Un slogan résume cette vision politique engagée du commerce équitable, bien loin de sa récupération marchande et de façade par certaines multinationales : « *il faut replacer l'humain et la planète avant le profit* ». La Déclaration faite à la COP24 rappelle en conclusion à quel point les dimensions sociales et climatiques sont liées et qu'on ne peut oublier les pays du Sud dans la nécessaire transition écologique :

« *De solides alliances et partenariats sont nécessaires pour transformer le système économique actuel qui perpétue les inégalités et repose sur une croissante exploitation des ressources naturelles. Une réponse mondiale à la menace du dérèglement climatique doit également viser l'éradication de la pauvreté ainsi que le développement durable. Cela implique de donner la priorité à des chaînes d'approvisionnement plus équitables et de veiller à ce que les petit-es producteur-trices et tous les acteurs de la filière aient accès à des moyens financiers et techniques pour mettre en œuvre une production et un commerce résilients face aux dérèglements climatiques.* »

Il est clair que le mouvement du commerce équitable, s'il veut être crédible, devrait peser beaucoup plus dans l'économie mondiale. Sa position très marginale ne lui donne pas beaucoup de marge pour faire évoluer

les pratiques des acteurs conventionnels et des marchés publics. Mais il a malgré tout une valeur d'exemple qui prouve qu'une autre forme d'économie est possible...

#### **D) LES LIMITES ET LES ÉVOLUTIONS DU COMMERCE ÉQUITABLE**

Dans une analyse publiée en 2018<sup>78</sup>, nous avons déjà comparé le commerce équitable et le mouvement de la transition en relevant notamment une certaine ambiguïté du commerce équitable par rapport au système capitaliste :

« *Cette opposition du commerce équitable à un modèle économique dominant est sans doute moins perceptible aujourd'hui, à l'heure où le concept s'est professionnalisé et a été adopté tant par les multinationales de la grande distribution que par les grandes marques (Nestlé, Unilever,...). Cette position « entre deux » du commerce équitable, à la fois dans le système capitaliste dominant et en conflit avec celui-ci, est révélatrice d'une certaine ambiguïté. En devenant plus « mainstream », le commerce équitable a un peu perdu son côté militant et révolutionnaire.* »

Dans cette même analyse, nous avons proposé quelques pistes afin de redéployer le commerce équitable dans un monde en train de s'effondrer. Nous concluons cette analyse en pointant l'indis-

pensable mue à opérer pour que le commerce équitable garde son potentiel de mobilisation citoyenne et d'alternative au système capitaliste dominant :

« *L'expérience du commerce équitable, qui combine à la fois une alternative de consommation à un travail de plaidoyer visant à changer les règles du système dominant, peut servir d'inspiration à d'autres mouvements qui luttent en faveur de la nécessaire révolution agro-écologique. (...) Certaines menaces peuvent aussi devenir des opportunités. Ainsi, l'intérêt croissant pour le « do it yourself », pour le « low tech », pour les nouveaux matériaux écologiques et pour l'upcycling sont des pistes intéressantes pour développer une filière « Nord/Nord ou Sud/Sud » dans l'artisanat équitable. De même, les supermarchés participatifs ou les plateformes en ligne telles que l'Open Food Network peuvent servir d'inspiration à de nouvelles formes de filière équitable « Nord/Nord » ou « Sud/Sud » dans l'alimentation. (...)»*

Ce lien entre économie circulaire et commerce équitable est déjà testé par de nombreux producteurs-trices du Sud partenaires d'Oxfam-Magasins du monde :

- En Inde, l'organisation CRC développe actuellement un projet intitulé ZWI (Zero Waste Initiative) visant à recycler tous les rebuts de cuir (et autres matériaux de rebut) en de beaux produits et à éliminer totalement les déchets de leurs

<sup>78</sup> Roland d'Hoop, Transition, collapsologie et commerce équitable. Urgent d'envisager « l'après », 2018, [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/07/28/transition-collapsologie-et-commerce-equitable-urgent-denisager-lapres/#.XTa2mkfgol0](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/07/28/transition-collapsologie-et-commerce-equitable-urgent-denisager-lapres/#.XTa2mkfgol0)



- processus de production ;
- au Cambodge, la coopérative Village Works fabrique des fontes de vélo à partir de sacs de ciments et des pailles en bambou ;
- au Vietnam, la coopérative Mai Handicrafts fabrique des paniers avec du papier recyclé ;
- en Inde, Noah's ark, fait des foulards avec des saris recyclés et des photophores en métal recyclé ;
- en Inde, Sasha crée des sorties de bain avec des saris recyclés ;
- au Chili, Pueblos del Sur fabrique des bijoux en papier recyclés ;
- au Sri Lanka, Selyn fabrique des bijoux en tissu recyclés ;
- au Bangladesh, Corr the jute works fabrique des paniers en jeans recyclé ainsi que des paniers en saris recyclés.

Voir aussi l'ensemble des projets mis en avant par l'organisation mondiale du commerce équitable, WFTO, lors de la journée internationale du commerce équitable en 2019, avec notamment des projets axés sur l'économie circulaire et l'upcycling au Ghana, au Bangladesh, à Zanzibar, au Kenya, en Egypte, au Cambodge et en Inde<sup>79</sup>.

Certains projets d'Oxfam rejoignent également le concept d'économie circulaire, comme ce partenariat Nord/Sud dans le domaine du plastique : Oxfam Afrique du Sud, Oxfam Italie et la société de plasturgie italienne Serioplast ainsi que d'autres organisations de la société civile créent ensemble une chaîne de valeur autonome, inclusive et équi-

table dans le secteur de la plasturgie, capable de valoriser le travail des ramasseurs de déchets, de les autonomiser pleinement et de les diffuser à travers le réseau Fair Plastic Alliance<sup>80</sup>.

Mais il reste encore un grand décalage entre cette nouvelle tendance du commerce équitable, plus orientée sur les questions environnementales, et la perception, au Nord, du public « engagé », attentif aux questions environnementales, qui perçoit généralement le commerce équitable comme trop polluant et peu en phase avec la transition.

## E) CONCLUSION

Le commerce équitable a un rôle pédagogique important, comme le rappelle José Bové : « *le commerce équitable fait de la pédagogie, par rapport au consommateur mais aussi par rapport au producteur. Cela peut être le premier moment de mobilisation des producteurs pour défendre la valeur réelle de leurs produits, qui tient compte des coûts de production et des besoins pour faire vivre leur famille. Le fait qu'on réinvestisse l'argent du commerce équitable dans des infrastructures de santé ou d'école permet aussi de montrer quelle peut être la finalité de l'économie, une autre finalité que la spé-*

*ciation et l'enrichissement personnel.*<sup>81</sup> »

Sur le plan environnemental, malgré les progrès et les bonnes intentions, le commerce équitable a encore beaucoup de chemin à parcourir. En effet, à l'heure d'écrire cette étude (été 2019), les membres de WFTO ne sont évalués que sur cinq critères environnementaux lors de chaque audit<sup>82</sup>. Bien que ces critères couvrent la plupart des enjeux environnementaux, un seul critère est contraignant et il requiert seulement d'être en adéquation avec les lois environnementales nationales et internationales. Les quatre autres sont des critères de « progrès continu », ce qui signifie qu'une amélioration des pratiques est demandée d'un audit à l'autre. Comme le regrette Adrien Plomteux dans son mémoire de fin d'étude sur le bilan environnemental de la filière de

**SUR LE PLAN ENVIRONNEMENTAL, MALGRÉ LES PROGRÈS ET LES BONNES INTENTIONS, LE COMMERCE ÉQUITABLE A ENCORE BEAUCOUP DE CHEMIN À PARCOURIR.**

l'artisanat équitable<sup>83</sup>, ce système ne permet pas de garantir l'absence d'utilisation de techniques ou matériaux à forts impacts environnementaux. Par ailleurs, le principal problème de la filière

du commerce équitable, du moins en artisanat, est qu'il n'y a pas de contrôle sur la manière dont les matières premières sont cultivées ou extraites.

79 Voir [wfto.com/fairtradeday2019/](http://wfto.com/fairtradeday2019/)

80 Voir [www.fairplasticalliance.org/](http://www.fairplasticalliance.org/)

81 Extrait de « regards croisés quinzaine du commerce équitable », vidéo réalisée en 2013 [www.youtube.com/watch?v=j6ZgIClnqd0](https://www.youtube.com/watch?v=j6ZgIClnqd0)

82 Voir WFTO Fair Trade Standard: Version 4.1, 2017, page 24, [wfto.com/sites/default/files/WFTO%20Standard%204.1%20-%20interactive.pdf](http://wfto.com/sites/default/files/WFTO%20Standard%204.1%20-%20interactive.pdf)

83 Voir l'analyse tirée du mémoire d'Adrien Plomteux « Commerce équitable, artisanat et environnement », 2018, sur [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/12/06/commerce-equitable-production-artisanale-et-environnement/#.XTXBukfg0l0](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/12/06/commerce-equitable-production-artisanale-et-environnement/#.XTXBukfg0l0)

Il faut toutefois noter la nouvelle ambition de WFTO qui, lors de sa dernière assemblée internationale au Pérou en 2019, a décidé de renommer le critère environnemental en « Crise climatique et protection de notre planète », avec l'intention de redoubler d'efforts pour réduire les émissions de CO2, promouvoir une production durable et éliminer les déchets et les plastiques<sup>84</sup>.



© WFTO

Comme le disait déjà en 2017 Giovanni Gerola, président d'EFTA, « les associations de commerce équitable doivent quitter leur zone de confort <sup>85</sup> ». On observe que, petit à petit, le commerce équitable essaie de rebondir sur des tendances lourdes de la consommation responsable en Europe comme le zéro déchet ou la mode durable, mais les défis restent importants. Il pourrait par exemple mieux s'adapter aux nouveaux modes de consommation en ligne ou à l'essor de l'économie du partage, ainsi que davantage miser sur les produits locaux et respectueux de l'environnement<sup>86</sup>.

Il n'en demeure pas moins que le commerce équitable est un des rares outils capable de relier des consommateur·trice·s et des producteur·trice·s à une échelle internationale. À cet égard, le commerce équitable représente une source d'inspiration intéressante pour les pouvoirs publics, comme l'a dit Olivier De Schutter lors de l'As-

semblée Générale d'Oxfam-Magasins du monde en 2018<sup>87</sup> : ce qui se fait pour le café, le chocolat ou une autre série de produits tropicaux devrait être étendu à l'ensemble des produits commercialisés et des filières qui s'y rapportent, avec des incitants positifs au niveau fiscal. En d'autres termes, c'est le commerce équitable qui devrait devenir la règle...

En conclusion de son mémoire, Adrien Plomteux suggère que le commerce équitable pourrait se redéployer en devenant un acteur majeur sur les questions environnementales. « Ainsi, tout en utilisant des matières premières et en fabriquant des produits artisanaux à hautes performances environnementales, les acteurs du commerce équitable pourraient s'engager activement au niveau national et international dans la lutte pour les grandes causes environnementales. Ce pourrait être une manière pour le mouvement de trouver un nouveau

souffle, que ce soit au niveau idéologique ou économique, et pourrait permettre au mouvement de s'épanouir dans un nouveau modèle que l'on pourrait appeler "éco-commerce équitable" <sup>88</sup> ».

Nous pensons également que cette piste de l'éco-commerce équitable est primordiale face aux enjeux climatiques. Le commerce équitable peut d'ailleurs devenir un levier efficace pour soutenir les producteurs et productrices dans leur lutte contre le réchauffement climatique et ses conséquences. À cet égard, il faut saluer le plan climat mis en place par Fairtrade International<sup>89</sup> qui prévoit des formations, des échanges de bonnes pratiques et des projets pilotes pour aider les producteur·trice·s à faire face aux bouleversements climatiques. De tels projets pourraient être étendus à d'autres filières (artisanat, textile) et bénéficier d'un partenariat plus poussé entre « communes du com-

84 Voir [wfto.com/article/press-release-fair-trade-calls-climate-emergency-revises-principles](http://wfto.com/article/press-release-fair-trade-calls-climate-emergency-revises-principles)

85 Estelle Vanwambeke, Giovanni Gerola : « Les associations de commerce équitable doivent quitter leur zone de confort », Disponible sur : [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2017/09/14/giovanni-gerola-les-associations-de-commerce-equitable-doivent-quitter-leur-zone-de-confort/](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2017/09/14/giovanni-gerola-les-associations-de-commerce-equitable-doivent-quitter-leur-zone-de-confort/)

86 Voir à ce sujet l'article paru sur le site du TDC, le Trade for Development Centre, en octobre 2019 : [www.befair.be/fr/content/le-commerce-quitte-progresse-nettement-se-diversifie-et-fait-face-plusieurs-d-fis](http://www.befair.be/fr/content/le-commerce-quitte-progresse-nettement-se-diversifie-et-fait-face-plusieurs-d-fis)

87 Voir [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/12/31/le-commerce-equitable-une-niche-d-innovation-appelée-a-devenir-la-norme/#.XTXliEfgoI0](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/12/31/le-commerce-equitable-une-niche-d-innovation-appelée-a-devenir-la-norme/#.XTXliEfgoI0)

88 Op.cit.

89 Voir [maxhavelaarfrance.org/le-commerce-equitable/nos-champs-d'actions/lutter-contre-le-changement-climatique/](http://maxhavelaarfrance.org/le-commerce-equitable/nos-champs-d'actions/lutter-contre-le-changement-climatique/) et [www.fairtrade.net/programmes/climate-change.html](http://www.fairtrade.net/programmes/climate-change.html)



Comme le souligne Patrick Vieillard dans son analyse « Fin du monde, fin du mois, même combat »<sup>93</sup>, « ces démarches sont intéressantes non seulement en termes de cohérence des messages, mais aussi de portée et d'efficacité. Elles permettent en effet au mouvement équitable de porter un message plus global (et donc rassembleur), d'offrir de nombreuses opportunités d'alliance et in fine d'atteindre une masse critique au sein d'un mouvement progressiste plus large. Cela pourrait lui permettre d'influencer de manière plus effective la conception et la mise en œuvre des politiques publiques, notamment au niveau européen. »

## 2.2 LE MOUVEMENT DE LA TRANSITION, UN NOUVEL HORIZON POUR PLUS D'ÉGALITÉ ET DE JUSTICE SOCIALE ?

merce équitable » du Nord et coopératives du Sud.

La stratégie « People and Planet Initiative »<sup>90</sup> de WFTO est un autre exemple de la volonté du mouvement du commerce équitable de bâtir des synergies pour une vision plus intégrée et globale de la transition écologique et sociale. Cette stratégie vise notamment le développement de l'offre en produits upcyclés par les membres WFTO d'ici 2022, et plus globalement, l'adoption de modèles de production circulaires par le mouvement du commerce équitable<sup>91</sup>. Une étude est par ailleurs en cours, en collaboration avec Traidcraft Exchange, sur les

« business models » alternatifs promoteurs de justice sociale et environnementale.

Autre exemple de cette ouverture du mouvement du commerce équitable à d'autres approches sociales et écologiques : à l'approche des élections européennes de mai 2019, le bureau Européen de plaidoyer pour le commerce équitable (FTAO) avait lancé la campagne « The Fair Times », qui réunissait divers mouvements du commerce équitable, de l'économie sociale, de l'agriculture biologique et du développement, le tout autour d'un « *agenda de production et consommation équitable et durable* »<sup>92</sup>.

### A) L'ORIGINE DU MOUVEMENT DE LA TRANSITION

Professeur en permaculture à Kinsale (Irlande) et conscient du pic du pétrole à venir, Rob Hopkins propose en 2004 à ses étudiants d'appliquer les principes de la permaculture<sup>94</sup> en vue de relever le défi d'une société sans pétrole. Le résultat de ce projet étudiant est le « Plan d'action pour la descente d'énergie de Kinsale » (PADE). Ce plan n'a jamais été mis en pratique pour deux raisons : d'abord en raison d'un manque de planification en amont qui aurait dû

90 Voir [wfto.com/news/putting-people-planet-first-common-sense-our-new-initiative](http://wfto.com/news/putting-people-planet-first-common-sense-our-new-initiative)

91 Sur base d'une enquête auprès des membres WFTO, 28 fournisseurs ont déclaré pouvoir offrir des produits s'inscrivant dans l'économie circulaire.

92 Voir [thefairtimes.eu](http://thefairtimes.eu)

93 Voir [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2019/08/05/fin-du-monde-fin-du-mois-meme-combat/#.XYCdJX\\_gol0](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2019/08/05/fin-du-monde-fin-du-mois-meme-combat/#.XYCdJX_gol0)

94 Voir définition au point suivant

servir à conscientiser les citoyen-ne-s et les responsables politiques de Kinsale au sujet du pic pétrolier et du changement climatique. Ensuite parce que ces responsables politiques n'ont pas été impliqués dans le projet du PADE. Malgré cela, c'est le succès de ce rapport qui a été l'étincelle du lancement du mouvement de la Transition. Rob Hopkins a alors compris que la construction de ce projet devait être enracinée dans la population locale et qu'il convenait de définir une série d'étapes.

En 2005, installé dans la ville de Totnes, en Angleterre, Rob Hopkins fonde avec Naresh Giangrande la première ville en transition. C'est là que commence l'idée de « villes en transition », avec de petits projets portés par des citoyen-ne-s qui visent à réduire leur dépendance au pétrole et à sensibiliser le public à cette question. La permaculture est un des outils proposés pour rendre la communauté plus résiliente et plus autonome.

En 2007 naît le réseau de la Transition (« Transition Network »), un organisme de bienfaisance conçu pour soutenir les nombreuses initiatives de transition émergeant dans le monde, inspirées par les processus commencés à Kinsale et Totnes.

Petit à petit, cette logique de transition autogérée rencontre un succès croissant et aujourd'hui, elle est devenue un réseau mondial qui s'étend dans plus de 50 pays et compte des milliers d'initiatives

dans des villages, des villes, des universités et des écoles.

## B) DÉFINITIONS – GRANDS PRINCIPES

Nous ne détaillons pas ici tous les principes de la transition, disponibles sur internet<sup>95</sup>, mais ceux qui nous paraissent les plus importants dans le cadre de cette étude.

### Transition

Sur le site de la branche belge du réseau de la Transition, on peut lire cette définition :

« *La Transition est un mouvement de citoyens qui se réunissent pour ré-imaginer et reconstruire notre monde. Le mouvement soutient ces citoyens pour les aider à relever les grands défis auxquels ils sont confrontés, en commençant au niveau local. En se rassemblant, les citoyens sont capables de proposer de nouvelles solutions innovantes, de les partager et de les améliorer collectivement. En pratique, ces citoyens se réapproprient l'économie, suscitent l'esprit d'entreprise, ré-imaginent le travail, développent de nouvelles compétences et tissent des réseaux de liens et de soutien. C'est une approche qui se propage principalement en racontant des histoires inspirantes...*<sup>96</sup> »

Comme on le voit dans cette définition, **l'idée est surtout de créer une**

**émulation positive entre citoyens, afin d'amorcer des changements venant de la base.** Selon le réseau belge de la Transition, ce concept est très pratique car « *il permet d'envisager une grande rupture dans l'organisation de nos sociétés sans pour autant invoquer la violence ou la révolution. Au contraire, il rassemble et motive* ».

Le mouvement insiste sur l'importance des liens sociaux. En effet, l'idée est bien d'avancer ensemble, à travers un réseau, de s'échanger les bonnes pratiques, en respectant les différences culturelles et les spécificités locales.

Rob Hopkins insiste très fort sur la créativité et sur l'imagination pour inventer de nouveaux possibles et recréer des liens sociaux. À l'inverse d'une société dominée par la peur et par l'individualisme, il incite les col-

## LA TRANSITION, POUR ÊTRE EFFICACE ET COHÉRENTE, PASSE DONC AUSSI PAR UN TRAVAIL SUR SOI

lectivités à mettre en place dès maintenant leurs alternatives locales et résilientes. Comme il le dit souvent dans ses conférences, on n'a

pas à demander la permission de quelqu'un pour commencer un projet au niveau local.

### Résilience

Pour Rob Hopkins, la résilience est un principe clé de la Transition :

« *Ce concept fait référence à l'aptitude d'un système, de l'échelle des individus à celle d'économies en-*

95 Voir [www.reseautransition.be/je-decouvre/la-transition/les-principes-de-base/](http://www.reseautransition.be/je-decouvre/la-transition/les-principes-de-base/)  
96 [www.reseautransition.be](http://www.reseautransition.be)



tières, à maintenir son intégrité et à continuer de fonctionner sous l'impact de changements et de chocs provenant de l'extérieur. (...) Il nous faut accorder autant d'importance à la constitution d'une résilience, ou plus exactement à sa reconstitution, qu'à nos autres efforts actuels (et qui n'ont que trop tardé) en vue de réduire radicalement nos émissions de gaz carbonique. Je soutiendrai même que réduire les émissions sans constituer de résilience ne peut qu'être futile à la longue.<sup>97</sup> »

La résilience est directement inspirée des écosystèmes naturels. En effet, ces derniers ont, contrairement à nos champs cultivés, la propriété d'être stables, diversifiés, de consommer un minimum d'énergie, d'être autonomes (cycles fermés) et de ne pas produire de pollution (grâce à la forte interconnexion de ses éléments : les déchets d'un système sont utilisés par d'autres systèmes). Selon Rob Hopkins, c'est un modèle parfait pour des systèmes humains devant drastiquement réduire leur consommation d'énergie et leur émissions de CO<sub>2</sub> (et d'autres polluants).

### Permaculture

À l'origine, la permaculture (permanent agriculture) était une méthode théorisée dans les années 1970 par Bill Mollison et David Holmgren en Australie sur les bases d'un modèle développé par l'agriculteur japonais Masanobu Fukuoka. Cette forme d'agriculture vise à s'inspirer de la

nature pour développer des systèmes agricoles en synergie, basés sur la diversité des cultures, leur résilience et leur productivité naturelle<sup>98</sup>.

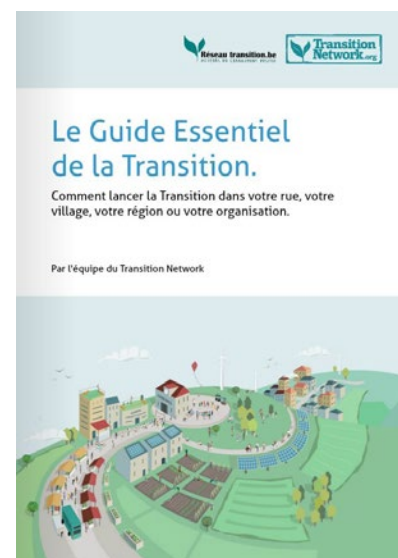
La notion de permaculture, au sens où Rob Hopkins l'entend, dépasse largement l'aspect de technique agricole durable. Il s'agit avant tout d'une science de conception visant la création de lieux de vie humains soutenables, basée sur l'observation des écosystèmes naturels et résilients.

Le site Wikipedia apporte plus de précisions sur la manière dont Rob Hopkins envisage cette technique pour fonder le mouvement de la Transition et sur les limites du concept : « L'apport de la permaculture est d'offrir une base philosophique ainsi que des principes généraux et des exemples concrets de mise en œuvre de systèmes basés sur les caractéristiques souhaitables des systèmes naturels. Cependant la permaculture souffre de deux inconvénients, qui ont participé à la création des villes en transition. Tout d'abord, la permaculture a vu le jour en Australie, dans un contexte géographique de terres abondantes et de climat difficile. Ces deux points ont amené la permaculture à se focaliser sur la production de nourriture, et l'aménagement de terrains individuels (ou de petites communautés). Le mot permaculture vient d'ailleurs à l'origine de la contraction de permanent agriculture (agriculture soutenable), avant d'être redéfinie comme permanent culture (culture durable),

sous le travail de David Holmgren. Deuxièmement, la permaculture est un concept difficile à expliquer facilement à la première personne venue (Rob Hopkins s'amuse à dire qu'il faut un tableau, des feutres, et quinze minutes pour dessiner des poules, des mares et des serres).

Ces deux points font dire à Rob Hopkins que les permaculteurs privilégient généralement une distanciation vis-à-vis de la majorité de la société (vivant dans des villes de moyenne et grande taille), en retournant à la campagne et aménageant leur terrain, plutôt que de choisir de transformer directement la société. Si la permaculture est cette première vision, les villes en transition seraient donc cette seconde facette complémentaire.<sup>99</sup> »

Pour plus de détails sur les différents champs de la permaculture à partir d'exemples concrets, voir le site belge du Réseau Transition<sup>100</sup>.



97 Manuel de transition, de la dépendance au pétrole à la résilience locale, Écosociété, 2010.

98 Extrait du site e-rse.net/definitions/permaculture-definition-technique-principe/#gs.o2tutc

99 Extrait du site fr.wikipedia.org/wiki/Ville\_en\_transition#Influence\_de\_la\_permaculture

100 Voir www.reseautransition.be/je-decouvre/la-transition/les-principes-de-base/



## Transition intérieure ou permaculture humaine

Il ne suffit pas d'adopter de nouveaux comportements pour réellement changer intérieurement. Comme le dit Pierre Rabhi, « *on peut manger bio, recycler son eau, se chauffer à l'énergie solaire, et exploiter son prochain. Moi j'ai envie de dire: Rentrez chez vous, réconciliez-vous avec les gens que vous aimez, dissipez tout ce qui est toxique, tout ce qui crée du mal être et de la souffrance mutuelle. C'est là que vous trouverez le fondement de l'humanisme que vous souhaitez.* »<sup>101</sup>

La transition, pour être efficace et cohérente, passe donc aussi par un travail sur soi. Dans Permaculture humaine<sup>102</sup>, Bernard Alonso et Cécile Guiochon racontent l'anecdote suivante : « *Les premiers permaculteurs avaient défini cinq zones et secteurs concentriques, depuis l'habitat (zone 0) jusqu'à la nature sauvage (zone 5) de façon à économiser les déplacements de la vie quotidienne. Au fil du temps, il est apparu qu'il était impossible de ne pas prendre en compte la singularité des habitants eux-mêmes : leur « niche », leur sensibilité, leurs besoins profonds. C'est ainsi qu'est apparue la zone 00 (prononcez « double zéro »), qui représente la réalité la plus intime de chacun. (...) C'est à partir de cette zone 00 que se forme le germe du*

*changement, celui qui permet de retrouver l'harmonie avec le mouvement du monde et de faire de soi un humain accompli* ».

Le site belge du réseau de la transition décrit les différentes thématiques que recouvre la transition intérieure et propose aux personnes intéressées de s'inscrire à une formation ou de rejoindre un groupe local afin d'approfondir et de travailler sur les notions de résilience personnelle, de changements de regards, des émotions liées à l'état du monde, des épuisements, de la place de chacun-e dans la transition, du plaisir dans la transition, du soutien, de la reliance au vivant<sup>103</sup>...

### La tête, le cœur, les mains

La Transition se construit autour de trois dimensions : « La tête, le cœur et les mains ». La tête pour analyser la situation actuelle, les crises, les dérives, les contraintes... Le cœur pour imaginer un avenir meilleur. Et les mains pour agir. Ces trois dimensions sont complémentaires et ne sont pas hiérarchisées, chacun ayant sa place en fonction du moment ou des circonstances.

### C) LE MOUVEMENT DE LA TRANSITION EN BELGIQUE ET DANS LE MONDE

Selon le site belge du réseau de la transition, on trouve plus de 4000

initiatives de transition à travers le monde, dans plus de 50 pays dont la Belgique. À l'expression « Villes en Transition », le réseau préfère celle d'« initiatives de Transition » car elles naissent aussi dans des quartiers ou à la campagne. Le site international présente des initiatives également dans des pays du Sud : Afrique du Sud, Argentine, Bangladesh, Brésil, Chili, Equateur, Ghana, île Maurice, Kenya, Malaisie, Ouganda, Philippines, Thaïlande<sup>104</sup>...

Ces initiatives se déclinent dans de multiples thématiques : l'énergie, l'habitat, l'alimentation, la culture, les déchets, la mobilité, la consommation... Il s'agit par exemple de « repair café », de marchés gratuits, de potagers collectifs, de coopératives rassemblant producteur-trice-s et consommateur-trice-s, de monnaies complémentaires « locales et solidaires », d'ateliers de couture ou de réparation de vélo, d'épicerie de village, de formations à la fabrication de produits ménagers, d'habitats groupés, de rencontres intergénérationnelles, d'écoles en transition, de réseaux d'échange de savoirs...

## 2.3 LES LIMITES DU CONCEPT / DU DISCOURS DE LA TRANSITION

### A) LA TRANSITION, UNE VISION OCCIDENTALO-CENTRÉE, AVEC LE RISQUE D'UN REPLI SUR SOI ?

Le mouvement de la Transition s'est essentiellement implanté dans les

101 Conférence de Pierre Rabhi « Vers la sobriété heureuse », 20/11/2012, [www.youtube.com/watch?v=t782WoZb03I](http://www.youtube.com/watch?v=t782WoZb03I)

102 Bernard Alonso et Cécile Guiochon, « Permaculture humaine, des clés pour vivre la Transition », éd. écosociété, Montreal, 2016.

103 Voir sur [www.reseautransition.be/je-decouvre/transition-interieure/](http://www.reseautransition.be/je-decouvre/transition-interieure/)

104 Voir sur [transitionnetwork.org.dedi2835.your-server.de/transition-near-me/initiatives/](http://transitionnetwork.org.dedi2835.your-server.de/transition-near-me/initiatives/)

pays occidentaux, et surtout en Europe. À l'inverse du mouvement altermondialiste qui prônait l'idée de construire ensemble, avec les mouvements sociaux et environnementaux du Nord et du Sud de la planète, un réseau global de lutte contre le système capitaliste dominant, le mouvement de la Transition s'est beaucoup moins implanté dans le Sud, sans doute car il a d'abord été initié en Occident.

Le mouvement de la Transition prône la relocalisation de l'économie. En effet, l'idée même de rendre les communautés locales plus résilientes et plus autonomes pour faire face à la raréfaction du pétrole et à ses conséquences, induit inévitablement moins d'échanges internationaux, entre le Nord et le Sud. Dans son manuel de la Transition, Rob Hopkins explique que la résilience, c'est plus que le développement durable (elle inclut la dimension locale des échanges, des circuits et des relations) mais c'est moins que l'autosuffisance (il faut rester ouvert au monde).

Pour Rob Hopkins, il ne faut pas créer une économie autarcique en circuit fermé mais boucler les boucles économiques là où c'est possible et produire localement ce que nous pouvons. Cela n'exclut donc pas le commerce équitable pour des produits qui ne seraient pas disponibles localement. Cette relocalisation de l'économie devrait d'abord commencer par l'alimentation, puis les matériaux de construction, les tex-

tiles, le bois d'œuvre, l'énergie et les monnaies suivent de près.

Comme le souligne l'ONG belge ITECO, le discours de la Transition peut être perçu comme un abandon, par les pays riches, d'une solidarité avec les pays du Sud :

*« C'est bien beau de promouvoir des circuits courts pour une alimentation durable et bio mais que fait-on des producteurs de tomates du sud du Maroc qui produisent pour le marché européen, ou alors des appareils productifs de tas de denrées qui ont été façonnés en fonction des besoins des pays du Nord ? Est-ce qu'il ne faudrait pas réfléchir à une co-transition dans ce sens-là ? Est-ce que les initiatives de transition au Nord ne devraient-elles pas réfléchir aussi à la manière d'intégrer ces groupes ?<sup>105</sup> » (...) « On utilise la complexité et on se donne du mal pour expliquer le parcours d'une fraise ou d'une pizza pour dire à quel point ça fait du mal (à la planète, aux sociétés, aux migrations) de consommer des fraises venant d'Espagne ou du Maroc. Et pour donner des solutions, on efface toute la complexité et on propose presque de cultiver soi-même ses fraises ou ses tomates. Bien sûr, en posant ces choix de façon tellement abrupte, on évacue les questions de transition chez l'autre, celui chez qui*

*mon alimentation était fabriquée pendant des décennies, celle qu'on a poussée à me faire des tomates ou des fraises et qui a construit une vie, une famille, basée sur ça. On compte sur ses capacités d'adaptation. Sans vraiment s'en préoccuper ou bien de plus en plus rarement.<sup>106</sup> »*

Dans une interview qu'elle avait accordée en 2017 à Oxfam-Magazines du monde, Isabelle Durant, actuelle secrétaire générale de la CNUCED, pointait déjà ce danger du « repli sur soi » au nom de l'écologie : « Aujourd'hui, que ce soit à l'extrême gauche ou à l'extrême droite, le leitmotiv est le repli sur soi : pas de globalisation, protectionnisme, circuits courts et chacun chez soi. Nous avons bien évidemment des raisons de ne pas être très heureux de certaines évolutions. Importer du jus de pomme de Chine, cela pose question même s'il est développé par

**"AUJOURD'HUI, QUE CE SOIT À L'EXTRÊME GAUCHE OU À L'EXTRÊME DROITE, LE LEITMOTIV EST LE REPLI SUR SOI : PAS DE GLOBALISATION, PROTECTIONNISME, CIRCUITS COURTS ET CHACUN CHEZ SOI"**

*une coopérative équitable et promotrice de valeurs fondamentales. Le danger, cependant, c'est de se retrouver complètement de l'autre côté du balancier. Et c'est un très grand danger, d'abord pour les pays les plus pauvres. C'est un paradoxe car les défenseurs de la globalisation deviennent, de plus en plus, les pays du Sud, ceux-là mêmes qui en*

105 Extraits d'une discussion entre collaborateurs d'ITECO, [www.iteco.be/revue-antipodes/co-transition/article/compter-sur-la-co-transition](http://www.iteco.be/revue-antipodes/co-transition/article/compter-sur-la-co-transition)

106 Extrait de l'article « Les responsables de la ruine de la Terre peuvent-ils en organiser le sauvetage ? », Chafik Allal, Iteco, [www.iteco.be/revue-antipodes/co-transition/article/la-co-transition-comme-devenir-politique](http://www.iteco.be/revue-antipodes/co-transition/article/la-co-transition-comme-devenir-politique)

ont été les victimes. Même s'ils ont souffert de la globalisation, aujourd'hui ils ont très peur d'en être exclus et ils deviennent des ambassadeurs d'un monde ouvert alors que dans les pays du Nord, on veut se protéger, on veut mettre des barrières douanières pour protéger l'environnement, le social etc. C'est un peu caricatural, mais c'est un paradoxe bien réel. »

Selon Isabelle Durant, le danger de ce repli sur soi est également de laisser toute la place aux partisans d'un libre échange pur et dur : « (...) Je sais que pour beaucoup une tension existe entre le circuit court, le CO2, l'aspect écologique, le climat, et l'équité économique. Je pense qu'écologiquement, socialement et pragmatiquement nous devons travailler sur les deux volets. Ce n'est pas l'un ou l'autre. On ne peut pas laisser tomber le commerce international. Il continuera avec ou sans nous. Il va se développer autrement sans nous. Si l'on n'exerce pas des pressions dans les accords commerciaux comme le CETA ou dans des approches de producteurs à consommateurs même lointains, le marché va se centrer sur le profit à court terme.<sup>107</sup> »

Pour le sociologue des sciences et philosophe français Bruno Latour,

auteur d'un essai sur les nouveaux contours politiques définis par la transition<sup>108</sup>, il faut repenser notre rapport au territoire de la Terre, revenir sur Terre, "atterrir". Ce qui implique selon lui de ne pas séparer les dimensions locales et globales mais de voir ces deux dimensions comme imbriquées :

« Atterrir n'est pas une régression. C'est un virage, une conversion. Il faut réussir à atterrir et à prospérer en même temps. Les passionnés de permaculture – une façon d'atterrir – prétendent pouvoir prospérer, mais avec de nouvelles

**"LE DANGER DE CE REPLI SUR SOI EST ÉGALEMENT DE LAISSER TOUTE LA PLACE AUX PARTISANS D'UN LIBRE ÉCHANGE PUR ET DUR"**

méthodes. Dans l'industrie automobile, les ingénieurs découvrent que faire un moteur électrique est plus simple qu'un moteur thermique : progrès ou régression ? Voilà deux exemples typiques de la situation dans laquelle nous sommes. L'enjeu n'est pas de régresser ou non, de se limiter ou non, mais d'atterrir, de "rétrogresser". Beaucoup de gens ont compris cette nécessité et tout le monde cherche dans toutes les directions. **Atterrir, c'est retrouver ce que la globalisation avait complètement laminé, à savoir qu'il y a une multiplicité de façon d'occuper la Terre. Pourquoi est-ce que l'élevage moderne se définirait uniquement par d'immenses porcherie industrielles?**

On cherche maintenant des alternatives, et c'est un signe qu'on a commencé à changer de monde. La forme moderniste du progrès a été remplacée par l'exploration, l'expérimentation, l'égalité. (...) Effectivement, atterrir, ce n'est pas s'enfermer dans le local d'un terroir ou de frontières nationales. La question écologique transgresse toutes les limites : les nuages de pollution, une épidémie, un fleuve malade, etc., ignorent les frontières. Prenez n'importe quelle situation, que ce soit la pollution des eaux ou la résistance aux antibiotiques, chaque fois la configuration local/global est différente. C'est pour ça que la tâche de description et d'analyse de chaque situation est colossale. Et si on ne le fait pas, on revient toujours à une métrique simple, soit locale soit globale, alors que ce n'est ni l'un ni l'autre mais les deux à la fois. L'État hérité d'après-guerre n'est lui-même pas équipé pour répondre à ces défis.<sup>109</sup> »

Certains auteurs comme Melanie DuPuis et David Goodman<sup>110</sup> ont critiqué une vision romantique du « retour au local » induit par le mouvement de la Transition et s'inquiètent de voir émerger une vision d'un « nous contre eux ». Rob Hopkins lui-même reconnaît un certain danger de repli sur soi dans le retour au local, du moins s'il s'agit d'un « localisme non réflexif » :

107 Extrait de l'analyse « Oxfam et la CNUCED, deux organisations au service du commerce comme outil de développement », 2017, [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2017/09/09/oxfam-et-la-cnuced-deux-organisations-au-service-du-commerce-comme-outil-de-developpement/#.XTgfc0fgol0](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2017/09/09/oxfam-et-la-cnuced-deux-organisations-au-service-du-commerce-comme-outil-de-developpement/#.XTgfc0fgol0)

108 Bruno Latour, *Où atterrir? Comment s'orienter en politique*, Ed. La Découverte., 2017

109 Interview publié dans l'Echo, 1er juin 2019, [www.lecho.be/opinions/carte-blanche/bruno-latour-l-enjeu-n-est-pas-de-regresser-ou-de-se-limiter-mais-de-retrogresser/10132122.html](http://www.lecho.be/opinions/carte-blanche/bruno-latour-l-enjeu-n-est-pas-de-regresser-ou-de-se-limiter-mais-de-retrogresser/10132122.html)

110 E. Melanie DuPuis et David Goodman, « Should we go 'home' to eat ? : towards a reflexive politics of localism », *Journal of Rural Studies*, vol. 21 (2005), pp. 359-371.

« En soi, la localisation, comme d'ailleurs la résilience, n'est ni bonne ni mauvaise. Historiquement, l'on a connu des sociétés à la fois « locales » et « résilientes » mais dans lesquelles aucun de nous aujourd'hui ne voudrait avoir à vivre. DuPuis et Goodman eux-mêmes opèrent une distinction entre le localisme « réflexif » et le localisme « non-réflexif ». Ce localisme « non-réflexif », disent ces auteurs, peut avoir deux conséquences négatives majeures. D'abord, il peut demeurer aveugle aux rapports de force au sein du local, avec des conséquences problématiques du point de vue de la justice sociale. Ensuite, il peut conduire à proposer des solutions, fondées sur des standards alternatifs de pureté et de perfection, qui courent le risque d'être cooptées par les entreprises. Je dirais que la Transition, qui s'ancre dans les valeurs de la justice sociale, de l'équité, de la résilience, de la démocratie, de la subsidiarité, de la diversité et de la coopération, est à l'inverse une forme de localisme « réflexif ». Depuis dix ans que le mouvement de la Transition a été lancé, je n'ai pas encore vu un seul projet ou une seule initiative de Transition qui ressemble à ce modèle « non-réflexif » que je viens d'esquisser. Je refuse aussi l'idée que la Transition a une vision « romantique » du local. À mes yeux, c'est un effet multiplicateur que nous devons rechercher, c'est l'inverse du repli. Permettre à l'argent de traverser les circuits de l'écono-

mie locale avant qu'il quitte celle-ci n'a rien de « romantique », c'est le simple bon sens. Faire cela à une échelle significative entraînerait plus de créativité, d'entrepreneuriat, de contrôle démocratique, et donnerait aux communautés le sentiment qu'elles ont le pouvoir de transformer leur destin.<sup>111</sup> »

En conclusion, même si la Transition ne prône pas réellement un repli sur soi et encourage au contraire les échanges d'expériences entre les communautés, la mode des « circuits courts » et de relocalisation de l'économie qu'elle porte dans son sillage comporte ce risque. D'où l'importance de créer davantage de synergies entre la Transition et le commerce équitable.

## **B) LA TRANSITION : UNIQUEMENT POUR LES RICHES ? COMMENT AMENER PLUS DE DIVERSITÉ SOCIALE ET CULTURELLE DANS LES MOUVEMENTS MILITANTS ET COMMENT CONCILIER « FIN DU MONDE ET FIN DU MOIS » ?**

La transition met en avant les thèmes écologiques bien au-dessus du combat contre la pauvreté et les inégalités. Les gilets jaunes sont venus rappeler à juste titre l'importance d'une transition écologique qui tienne compte des inégalités sociales.

La transition, telle qu'elle est pratiquée en Belgique francophone, rassemble essentiellement des personnes issues de la même classe sociale, blanche, plutôt aisée, sur-

tout féminine. Ce constat a poussé Vincent Boisclair, un étudiant québécois en stage au Réseau Transition, à publier un texte intitulé « L'enjeu de la diversité dans le mouvement de la transition », dans lequel il compare le mouvement de la transition en Belgique francophone à un désert vert :

« **Avez-vous déjà entendu parler des déserts verts ?** Ce terme définit un sol qui se développe sous une monoculture intensive. On y ajoute donc énormément d'engrais chimiques et de produits d'amendements sur la terre pour améliorer ses propriétés. Ainsi, aucune biodiversité ne peut évoluer. C'est un désert. Maintenant, imaginez ce monde, mais dans un groupe d'individus. Sans une pluralité ethnique, culturelle, socioéconomique ou d'âge, il nous faudra ajouter énormément d'éléments extérieurs pour maintenir le milieu vivant. Finalement, le groupe se ferme inconsciemment. Il devient un désert. (...) ». Sur base des différentes rencontres de groupes en transition, Vincent Boisclair estime que, malgré certains contrastes entre Bruxelles et la Wallonie, « une image se dessinait. Cette dernière prenait la forme d'une femme blanche, provenant d'une classe sociale plutôt privilégiée, assez bien éduquée et avec (ou en voie de former) une famille. »

Il poursuit la métaphore avec la permaculture, en insistant sur l'importance de la diversité : « La diversité est un aspect central au bon fonctionnement d'un potager, comme

111 Extrait de l'interview publiée le 24/04/2015 sur le site de la Revue Politique, [www.revuepolitique.be/rob-hopkins-mettre-l'accent-sur-le-positif-uniquelement-en-ligne/](http://www.revuepolitique.be/rob-hopkins-mettre-l'accent-sur-le-positif-uniquelement-en-ligne/)



d'un groupe. Lorsque vous plantez des tomates, si vous n'avez aucune autre plante à proximité avec le potentiel d'attirer les pollinisateurs, vous réduisez vos chances d'obtenir une bonne récolte.<sup>112</sup>»

Dans un nouveau manifeste, le réseau belge de la transition et plusieurs associations se défendent en tout cas d'une volonté de pratiquer l'exclusion d'un certain public et prône à l'inverse une « transition inclusive » : « Il est parfois reproché à la Transition d'être un mouvement de la classe moyenne éduquée, peu accessible aux personnes précarisées. Sans entrer ici dans ce débat, nous dirons que ce n'est ni complètement vrai ni complètement faux, selon le point de vue depuis lequel on se place. Il est important de préciser ici que par transition inclusive nous entendons une inclusivité au sens large. Une ouverture interculturelle, interprofessionnelle, intergénérationnelle... Femmes, hommes et enfants de bonne volonté, quelle que soit la (les) "catégorie(s)" de population dont ils font partie. C'est-à-dire autant les personnes qui vivent dans la précarité et les classes moyennes que les personnes qui ont "réussi" dans notre société et ont de l'argent. Toutes les per-

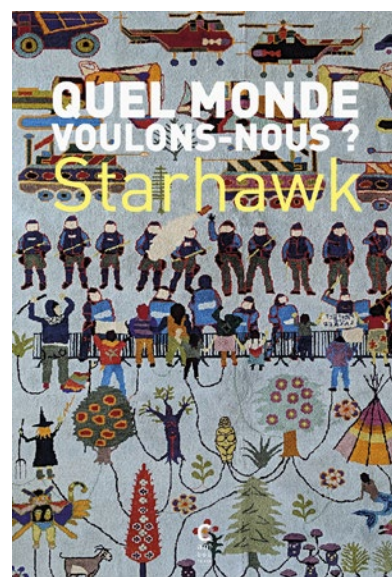
### CETTE CRITIQUE D'UN « ENTRE SOI » SOCIAL ET ETHNIQUE DÉPASSE LE MOUVEMENT DE LA TRANSITION ET PEUT S'APPLIQUER À LA TOUTE GRANDE MAJORITÉ DES LUTTES SOCIALES OU ENVIRONNEMENTALES

sonnes de bonne volonté ont quelque chose à apporter et un point de vue important à prendre en compte.(...) <sup>113</sup>».

Cette critique d'un « entre soi » social et ethnique dépasse le mouvement de la transition et peut s'appliquer à la toute grande majorité des luttes sociales ou environnementales, y compris le mouvement du commerce équitable dans le Nord. Ainsi, Starhawk, une militante américaine pionnière de l'action directe non-violente<sup>114</sup>, porte la même critique du manque de diversité à l'égard de différents mouvements sociaux : « dans de nombreux mouvements auxquels j'ai participé, depuis les groupes antiguerre des années 1960 et 1970 jusqu'aux mouvements féministes et antinucléaires, cette question était bien connue. (...) Je n'ai aucun doute qu'il soit dans l'intérêt de la majorité des personnes de couleur sur la planète de stopper l'OMC et de mettre en cause le FMI, sans se demander qui entre en lutte. Il reste qu'aux Etats-Unis, les Blanc-he-s ont été largement majoritaires dans le mouvement d'action directe. La question de savoir comment construire la diversité est un des défis majeurs auxquels nous sommes confronté-e-s. <sup>115</sup>». Parmi

les pistes pour surmonter ce manque de diversité, Starhawk cite la nécessaire remise en question de sa propre identité et de ses représentations : « En tant qu'activistes blanc-he-s, nous pouvons examiner notre propre racisme inconscient. Nous pouvons mettre en cause notre manque non pas seulement d'ouverture mais de tentative réelle de donner aux personnes de couleur une place centrale dans les processus d'organisation. »

Cette question de l'ouverture des mouvements sociaux à une réelle diversité culturelle et sociale se pose toujours aujourd'hui, comme en témoigne le débat qui agite le mouvement Extinction Rebellion face au risque d'arrestation de militants de couleur sans papiers lors des manifestations et compte tenu de la volonté du mouvement de porter aussi les voix du « Sud global »<sup>116</sup>.



112 Extrait de l'article « Le désert blanc de la transition », Vincent Boisclair, [www.iteco.be/revue-antipodes/co-transition/article/le-desert-blanc-de-la-transition](http://www.iteco.be/revue-antipodes/co-transition/article/le-desert-blanc-de-la-transition)

113 Voir [www.transitionnow.be/wp-content/uploads/2019/05/Manifeste-TNow-Mai-2019.pdf](http://www.transitionnow.be/wp-content/uploads/2019/05/Manifeste-TNow-Mai-2019.pdf), page 10.

114 Elle a participé aux mouvements antimilitaristes et antinucléaires des années 1970-1980 et au mouvement altermondialiste des années 1990-2000

115 Extrait du livre « Quel monde voulons-nous ? », Starhawk, traduit de l'anglais et présenté par Isabelle Stengers, éd. Cambourakis, 2019, pages 75 et 76.

116 Voir cet article publié le 30/04/2019 sur [gal-dem.com/this-is-what-extinction-rebellion-must-do-to-engage-with-people-of-colour-on-climate-justice/?fbclid=IwAR28\\_o0do\\_0QJWoGwB9uoAf381TRRbezz2jHhCxM0wo6NW\\_bq1kmlj8R0Hyw](http://gal-dem.com/this-is-what-extinction-rebellion-must-do-to-engage-with-people-of-colour-on-climate-justice/?fbclid=IwAR28_o0do_0QJWoGwB9uoAf381TRRbezz2jHhCxM0wo6NW_bq1kmlj8R0Hyw)

Starhawk explique ce qui peut freiner l'engagement de personnes déjà précarisées dans des mouvements d'action directe : « *Les succès les plus impressionnants de l'action directe non-violente reviennent aux luttes de libération des personnes de couleur, mais l'action*

**"L'ACTION DIRECTE EST PLUS RISQUÉE POUR CELLES ET CEUX QUI SONT DÉJÀ LA CIBLE DU SYSTÈME D'INJUSTICE CRIMINELLE"**

*directe est plus risquée pour celles et ceux qui sont déjà la cible du système d'injustice criminelle (...).* » Selon Starhawk, il faut prendre conscience de la difficulté pour beaucoup de personnes défavorisées de s'identifier aux luttes portées par les couches les plus aisées de la population :

« *Pour beaucoup de gens appartenant à des groupes qui ont été exclus pendant des siècles du pouvoir et des privilèges, la libération signifie plutôt l'inclusion qu'une marginalisation volontaire. Être diplômé-e universitaire, obtenir un bon travail, atteindre une position professionnelle prestigieuse au sein de la société a pu être envisagé comme des aspirations dissidentes et libératoires pour celles et ceux qui, historiquement, avaient été relégué-e-s à des statuts inférieurs. Pour des personnes de couleur, rejeter le système pouvait ramener au terrain connu de la pauvreté et de l'impuissance. D'autant plus que lorsque des personnes de couleur ont mené des luttes contre le système, la répression a été d'une extrême violence.* <sup>117</sup> »

On peut avancer la même explication pour expliquer le manque de diversité sociale au sein du mouvement de la Transition en Belgique. C'est ce que

dit Christine Mahy, coordinatrice du réseau wallon de lutte contre la pauvreté, dans un entretien accordé au magazine « Agir par la culture » : « La « transition » est

*plutôt portée par des acteurs et actrices qui ont des référentiels culturels communs, des manières particulières d'être, agir, communiquer (notamment dans les termes anglais qui se multiplient, les affiches branchées) ou de fêter ensemble, mais aussi d'exclure certains contenus de discussion, qui favorisent un entresoi. Dans des potagers communs, des GASAP, ou des GAC, certains types de conversation plus populaires sont ainsi assez malvenus. Notons qu'une partie des populations précaires possèdent ce référentiel-là. Culturellement, ils vont s'y retrouver même si, économiquement, ils ne vont peut-être pas pouvoir suivre le rythme. Et qu'à un moment*

*donné, il faudra peut-être choisir entre tenir son tour de permanence au GASAP ou bosser pour un boulot en intérim qui tombe justement ce jour-là. C'est d'ailleurs ce genre de confrontation qui va généralement empêcher certaines catégories de population d'avoir un investissement dans le cadre de projet de transition ou dans les luttes climatiques.* <sup>118</sup> »

Christine Mahy dénonce également le caractère individuel dans le discours de certains adeptes de la transition : « *En fait, dans la transition, il y a autant de progressisme que de conservatisme. Est conservateur notamment d'entendre dire, avec force et radicalité : « oui, mais moi, avant je vivais comme tout le monde et un jour j'ai choisi... que je me mettais à manger bien, que j'allais prendre mon temps pour tout, que ce n'était plus le travail qui était important, etc. » Comme si ce « j'ai choisi » était à la portée de tous, comme s'il tombait de nulle part et était le fruit d'une autodétermination ! Les choix qu'on fait dans la vie sont le résultat d'un cumul de circonstances, d'opportunités, de points d'appui et de sécurité, de ce que d'autres ont nourri dans ma réflexion, de confiance en soi et d'autres éléments qui font partie d'une société organisée autour de droits. Je ne crois pas aux choix individuels délibérés. Or, dans le mouvement de transition, on entend une partie*

**"EN FAIT, DANS LA TRANSITION, IL Y A AUTANT DE PROGRESSISME QUE DE CONSERVATISME"**

*des gens affirmer la primauté de ce choix individuel, sans prendre en compte les mécanismes sociaux. C'est quelque chose qui se répète fréquemment. Et c'est un élément excluant. Dans la transition, il faut donc faire attention à une pensée parfois très individualisante et libérale. « Transition » ne veut donc pas automatiquement dire égalité. »*

117 Op. cit. page 64

118 Extrait de l'article « La transition à l'épreuve de l'égalité », [www.agirparlaculture.be/la-transition-a-lepreuve-de-legalite/](http://www.agirparlaculture.be/la-transition-a-lepreuve-de-legalite/)

À l'instar de Starhawk, Christine Mahy dénonce le caractère excluant du mode d'organisation du mouvement de la Transition, même si cela n'est pas volontaire : « Dans tous les cas, cela pose de nouveau la question de l'organisation de ces mouvements : est-ce que les populations appauvries peuvent s'y retrouver ? Or, cette organisation est souvent basée sur de critères assez éloignés d'eux. Pour prendre un exemple courant, si dans un projet de transition, il est décidé que les réunions sont tournantes (chacun accueillant à tour de rôle le groupe chez lui), que va-t-il se passer si on est dans un type d'habitat qui ne permet pas d'accueillir, ou qu'on ne souhaite pas le montrer, ou qu'on n'a pas l'argent pour payer un spaghetti ou un verre à 10 personnes ? Les gens vont se désinvestir. Il faut bien reconnaître que le cadre des initiatives de transition est très codé, qu'il suit une vision de la société de ceux qui le portent. Par exemple, on rencontre souvent dans certains GAC (Groupes d'achats groupés) l'évidence que ça doit être agréable d'y aller et qu'on a tout son temps pour parler ensemble. Ce qui vire même fréquemment à l'obligation à la convivialité ! Or, ce n'est pas à cet endroit-là qu'on a forcément envie d'être contributif, ou le temps pour aider pendant une heure à mettre des trucs dans les sachets, ni d'avoir envie de sourire ou d'échanger des recettes...<sup>119</sup>»

**"TOUS LES INDICATEURS PROUVENT QUE LES MILIEUX POPULAIRES ONT UN BIEN MEILLEUR BUDGET CARBONE"**

Cité par Basta Mag, un gilet jaune de Normandie confirme le malaise entre « fin du monde et fin du mois » pour les personnes précarisées : « *quand vous crevez la dalle, vous pensez avant tout à votre estomac. L'écologie, c'est pour l'instant un combat de riches alors que cela devrait être un combat populaire !*<sup>120</sup>»

Mais cette opposition entre luttes sociales et luttes environnementales n'est pas insurmontable.

Rappelons d'abord, comme Paul Ariès le fait dans un article paru dans la revue « Agir par la culture », que les populations pauvres des pays riches ont une empreinte écologique beaucoup plus faible que celle des riches : « *tous les indicateurs prouvent que les milieux populaires ont un bien meilleur « budget carbone », une bien meilleure « empreinte écologique », un bien plus faible écart par rapport à la « bio-capacité disponible », un bien meilleur indice « planète vivante » (concernant l'impact des activités sur la biodiversité), un « jour de dépassement de la capacité régénératrice de la planète » plus tardif, une moindre emprise sur la « déplétion<sup>2</sup> des stocks non renouvelables », en raison déjà d'une moindre utilisation de la voiture et de l'avion, mais aussi parce qu'ils font durer plus longtemps leurs biens d'équipements.*<sup>121</sup>»

Enfin, dans beaucoup de pays du Sud, ce sont les couches les plus défavorisées de la population qui luttent pour avoir accès à la terre (comme le Mouvement des Sans Terre au Brésil) ou pour préserver l'environnement (voir les luttes des peuples autochtones contre les grands projets industriels ou de barrage). Voir la troisième partie où nous présentons justement des expériences menées au Sud dans une approche à la fois sociale et écologique, avec et pour des personnes marginalisées, notamment au sein des communautés autochtones.

Rob Hopkins cite d'autres exemples qui montrent que la transition peut se faire aussi avec les populations défavorisées : « *Je crois que beaucoup de choses extraordinaires sur cette planète émergent en fait dans des endroits pauvres. Dans le sud pauvre des Etats-Unis, comme à Jackson, dans le Mississippi où ils ont l'incroyable projet « coopération Jackson », ou à Cleveland dans l'Ohio. Dans ces villes très pauvres, majoritairement noires et où le tissu industriel a disparu, les gens se sont auto-organisés autour d'idées de coopératives. Ils se sont inspirés de mouvements de transition, avec une dimension de justice sociale exprimée plus explicitement. Ce qui peut se passer dans des communautés avec peu d'argent est très excitant.*<sup>122</sup> »

En Belgique aussi, certaines expériences prouvent que cette double

119 Op.cit.

120 [www.bastamag.net/Gilets-jaunes-L-ecologie-c-est-un-combat-de-riches-alors-que-cela-devrait-etre](http://www.bastamag.net/Gilets-jaunes-L-ecologie-c-est-un-combat-de-riches-alors-que-cela-devrait-etre)

121 Extrait de l'article « L'écologie des milieux populaires » paru dans « Agir par la culture », n°56, hiver 2018, [www.agirparlaculture.be/lecologie-des-milieux-populaires/](http://www.agirparlaculture.be/lecologie-des-milieux-populaires/)

122 Extrait de l'interview publié sur le site Usbek et Rica, 27/11/2018, [usbektrica.com/article/rob-hopkins-transition-capitalisme-alternative](http://usbektrica.com/article/rob-hopkins-transition-capitalisme-alternative)

approche écologique et sociale est possible. Ainsi, à la fin des années 1970, Josine et Gilbert Cardon créent à Mouscron les Fraternités ouvrières dans une région industrielle sinistrée<sup>123</sup>. C'était au départ une association d'éducation permanente qui parlait d'engagement, du travail, du syndicalisme. L'idée était de créer des liens sociaux par la pratique d'activités communes. Dix ans plus tard, l'environnement était devenu un sujet de débat, très présent lors des réunions de l'association. D'où cette idée des époux Cardon de proposer une activité jardinage avec un partage de leur connaissance et leur savoir-faire dans le respect de la nature et de l'environnement. Aujourd'hui, le lieu est devenu une référence dans le domaine de la permaculture et dans la sauvegarde des variétés de semences anciennes. L'association tient à rester accessible aux plus démunis. Pour la modique somme de 1,5 Euro par an, ils ont accès à un groupement d'achat de semences, à des cours de jardinage biologique et à une bibliothèque de plus de 2000 ouvrages sur le jardinage biologique et la permaculture.

Certains gilets jaunes ont d'ailleurs rejoint le combat écologique, comme en témoigne une action menée en novembre 2018 par des gilets jaunes de Carcassonne, soutenus par « les faucheurs volontaires » devant le siège de Monsanto à Trèbes (Aude)<sup>124</sup>. D'autres gilets jaunes se sont inscrits dans une démarche inspirée par le

municipalisme libertaire de l'écologiste américain Murray Bookchin<sup>125</sup>.

Face aux défis de ce monde qui court à sa propre destruction, il est urgent de forger un nouveau récit qui puisse rassembler les différentes couches sociales et culturelles, en respectant les histoires de chacun-e. Car, comme le dit Starhawk, « *le mouvement pour la justice globale doit être divers et varié, ne serait-ce que parce que notre créativité humaine est le seul grand atout que nous ayons dans la lutte contre le plus grand conglomérat de pouvoir politique, économique et militaire qui se soit jamais formé sur la planète. Nous ne pouvons pas nous permettre de gaspiller le talent et l'inspiration de qui que ce soit parmi nous, et en particulier des femmes, des gens de couleurs, des pauvres, des ouvrier-e-s qui forment la plus grande majorité des humain-e-s sur la planète*<sup>126</sup> ».

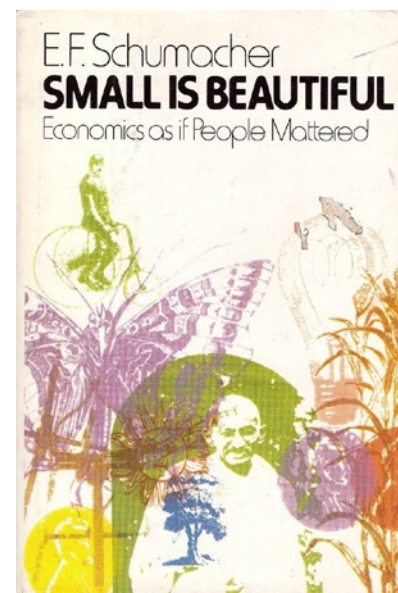
### C) À PROPOS DU RISQUE DE RÉCUPÉRATION DE LA TRANSITION PAR LE MONDE DE L'INDUSTRIE / À PROPOS DU RAPPORT DE LA TRANSITION AU CAPITALISME

Suffirait-il de remplacer le parc automobile actuel par des voitures électriques pour régler le problème des émissions de CO<sub>2</sub> ? De remplacer le plastique classique par du plastique biodégradable, fabriqué avec des matières végétales ? Certaines entreprises ont compris qu'elles avaient intérêt à mettre une touche de vert

sur leurs produits pour séduire les consommateur-trice-s responsables.

Quand Carrefour, avec son programme Act For Food<sup>127</sup>, se présente comme le nouveau champion de la transition alimentaire et pionnier du bio, capable de permettre à la majorité de la population de se nourrir sainement, faut-il se réjouir de la prise de responsabilité d'un géant de l'agro-industrie ou crier au greenwashing ? De même, que penser de la multinationale Danone qui affirme, dans son programme « One Planet One Health »<sup>128</sup>, s'engager d'ici à 2030 dans une révolution de l'alimentation, s'inscrivant dans les Objectifs du Développement Durable de l'ONU ?

Avec ces deux exemples, est-on purement dans la communication, dans la récupération d'un discours



123 [laterreestunjardin.com/fraternites-ouvrieres/](http://laterreestunjardin.com/fraternites-ouvrieres/)

124 Voir [www.infogm.org/gilets-jaunes-la-transition-ecologique-doit-etre-financee-par-les](http://www.infogm.org/gilets-jaunes-la-transition-ecologique-doit-etre-financee-par-les)

125 Voir [reporterre.net/Le-municipalisme-est-l-avenir-des-Gilets-jaunes](http://reporterre.net/Le-municipalisme-est-l-avenir-des-Gilets-jaunes) et [www.ecologiesociale.ch/2019/06/30/municipalisme-libertaire-et-gilets-jaunes/](http://www.ecologiesociale.ch/2019/06/30/municipalisme-libertaire-et-gilets-jaunes/)

126 Op. cit. page 96

127 Voir [actforfood.carrefour.eu/fr](http://actforfood.carrefour.eu/fr)

128 Voir [www.danone.com/fr/about-danone/sustainable-value-creation/our-company-goals.html](http://www.danone.com/fr/about-danone/sustainable-value-creation/our-company-goals.html)



responsable vis-à-vis de la planète, ou dans un réel changement stratégique visant à prendre davantage en compte les impacts sur l'environnement ? Cette étude n'a pas l'ambition de décortiquer dans le détail les engagements de ces deux multinationales<sup>129</sup>. Nous constatons seulement que tant Carrefour que Danone ne convainquent pas les ONG<sup>130</sup> et que certains engagements, comme celui de Carrefour de "retirer [des] rayons les fruits et légumes bio qui ne sont pas de saison", ne sont pas réellement appliqués sur le terrain<sup>131</sup>.

Enfin, il faut se méfier également de la grande distribution lorsqu'elle surfe sur la vague des circuits courts et du local, en allant jusqu'à

inventer de fausses variétés anciennes ou à se déguiser en marchés du terroir, alors que son impact réel sur l'agriculture paysanne locale reste pour le moins discuté, au Nord comme au Sud de la planète<sup>132</sup>.

### Small is beautiful

Sous le titre « Small is beautiful », l'économiste britannique Ernst Friedrich Schumacher dénonçait déjà en 1973 les travers de l'économie occidentale. Les principaux thèmes du livre portaient sur l'importance de l'échelle humaine, sur l'idée de capital naturel, sur l'importance de traiter la nature comme un capital et non comme un revenu, sur l'intro-

duction du souci des travailleurs et de l'intégrité environnementale dans les décisions commerciales, sur l'économie de la permanence, basée sur l'utilisation soutenable des ressources naturelles et sur le décentralisme et la foi dans l'auto-suffisance communautaire<sup>133</sup>.

À l'inverse du modèle prôné par Schumacher, celui des multinationales a comme objectif premier la croissance – de leur chiffre d'affaire mais également des dividendes de leurs actionnaires, de plus en plus

gourmands et pas nécessairement adeptes du discours pro-environnementaliste. Les principes de base du capitalisme mon-

dialisé – vendre toujours plus, réduire les coûts de production afin de rester concurrentiel dans un marché compétitif et de garantir une croissance continue du chiffre d'affaire – restent fondamentalement incompatibles avec le respect des écosystèmes et du cycle de régénération des ressources naturelles. Toutes ces initiatives de la part de multinationales représentent certes des progrès par rapport à une situation antérieure mais sont loin d'être à la hauteur des défis sociaux et environnementaux actuels. Comme le dit Daniel Tanuro, auteur en 2010 de « L'impossible capitalisme vert »<sup>134</sup>, « la vraie question est de

*savoir si le capitalisme dans son ensemble peut tourner au vert, autrement dit si l'action globale des capitaux nombreux et concurrents qui constituent le Capital peut respecter les cycles écologiques, leurs rythmes, et la vitesse de reconstitution des ressources naturelles. C'est dans ce sens que mon livre pose la question et il y répond par la négative. Mon argument principal est que la concurrence pousse chaque propriétaire de capitaux à remplacer des travailleurs par des machines plus productives, afin de toucher un surprofit en plus du profit moyen. Le productivisme est ainsi au cœur du capitalisme. Comme disait Schumpeter : "un capitalisme sans croissance est une contradiction dans les termes" ».*<sup>135</sup>

Face à la dégradation des écosystèmes, à l'accélération des changements climatiques, à la perte vertigineuse de la biodiversité, il ne suffit pas de mettre un peu de vert dans les rouages du « business as usual ». Il faut un changement systémique important, réduisant de manière drastique la production de biens polluants, mettre fin à la tendance générale de l'hyper consommation et au modèle productiviste.

Avec le film « Demain », Cyril Dion et Mélanie Laurent ont réussi à populariser la transition écologique en dehors des cercles de convaincus et ont suscité une vague d'ini-

129 Voir à ce sujet le classement des multinationales établi par Oxfam selon différents critères sociaux et environnementaux sur [www.behindthebrands.org/](http://www.behindthebrands.org/)

130 Voir [www.challenges.fr/politique/pourquoi-les-ong-epinglent-danone-le-champion-de-l-ethique\\_645536](http://www.challenges.fr/politique/pourquoi-les-ong-epinglent-danone-le-champion-de-l-ethique_645536) et [www.univers-sante.be/act-for-food-reelle-avancee-ou-simple-greenwashing/](http://www.univers-sante.be/act-for-food-reelle-avancee-ou-simple-greenwashing/)

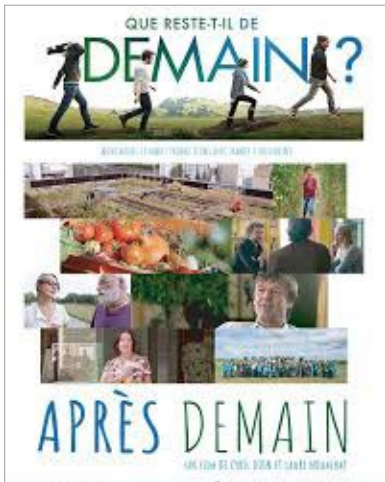
131 Voir [www.olivierdauvers.fr/2019/02/19/a-leurs-engagements-les-marques-sont-tenues/](http://www.olivierdauvers.fr/2019/02/19/a-leurs-engagements-les-marques-sont-tenues/)

132 Voir à ce sujet l'interview publiée sur le site d'Oxfam-Magasins du monde, « Regards croisés sur les supermarchés au Nord et au Sud », Dossier de campagne n°6, 2018, [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/article\\_dossier/regards-croises-sur-les-supermarches-au-nord-et-au-sud/#.XTquPUfgoI0](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/article_dossier/regards-croises-sur-les-supermarches-au-nord-et-au-sud/#.XTquPUfgoI0)

133 Voir [fr.wikipedia.org/wiki/Small\\_is\\_beautiful](http://fr.wikipedia.org/wiki/Small_is_beautiful)

134 Daniel Tanuro, L'impossible capitalisme vert, éd. La Découverte, 2010.

135 Extrait de l'interview de Daniel Tanuro, [www.legrandsoir.info/L-impossible-capitalisme-vert.html](http://www.legrandsoir.info/L-impossible-capitalisme-vert.html)



tatives citoyennes, surtout en France et en Belgique francophone, comme la ceinture alimentaire autour de Liège. Mais dans son dernier film, « *Après Demain*<sup>136</sup> », documentaire réalisé avec la journaliste Laure Noualhat, **Cyril Dion n'hésite pas à donner la parole au PDG de Danone**, au même titre qu'à des groupes de citoyen·ne·s ou à des personnalités telles que Nicolas Hulot ou l'écrivaine Nancy Huston. On peut se demander s'il ne légitime pas ainsi la récupération du discours de la transition par l'industrie agroalimentaire.

Dans une critique virulente du film, **Emmanuel Wathelet dénonce ce parti pris du réalisateur** : « *Après Demain essaie même de nous faire croire que les acteurs économiques capitalistes font partie de la solution et pas du problème ! Ils parlent de « changer les entreprises de l'intérieur» et donnent une véritable tribune à Emmanuel Faber, PDG de Danone. Dans un émouvant (sarcasme) extrait de discours, celui-ci*

*avance sans sourciller que leur objectif est de « servir la souveraineté alimentaire des populations ». Heu, en fait, non. Le but de Danone est de faire du profit. Pas de répondre exactement à une demande. Sinon, on ne jetterait pas autant de bouffe, on ne nous droguerait pas au sucre, etc. Selon le film pourtant, même les grosses multinationales comme Danone peuvent devenir « responsables », au sens écologique et social du terme. Danone sera (au futur, quand même) labellisé Bcorp en 2020 et sa filiale US l'est déjà. Alors, preuve que j'exagère ? Moi, c'est le genre d'info qui m'interpelle, et du coup je vais voir de plus près. B Corporation est un organisme privé de certification. Pour être certifié, il faut rencontrer une série de critères sociaux et environnementaux. D'accord, mais lesquels ? C'est là que ça se complique, parce que selon la taille de votre entreprise et votre secteur d'activité, les exigences seront différentes. Une espèce de certification à la carte, dont le processus est éminemment opaque et le résultat par conséquent impossible à juger. De plus, le label s'obtient sur base de ce que vous déclarez et personne a priori ne viendra vérifier. Enfin, on sait que la plupart des grandes multinationales ont d'innombrables filiales et travaillent avec des fournisseurs qui, eux, ne sont pas susceptibles d'être certifiés. Facile du coup de rejeter la responsabilité au cas où un scandale devait éclater. J'appelle ça de l'enfumage. »<sup>137</sup>*

Sans aller aussi loin qu'Emmanuel Wathelet dans sa critique, nous pensons que certaines personnes au sein de ces multinationales peuvent être de bonne foi et croire que leur action peut aboutir à de réels changements majeurs pour une économie plus durable. Comme Bruno Latour, nous pensons que, face aux changements climatiques, on a besoin de nouvelles alliances qui dépassent le clivage gauche-droite. En effet, selon le sociologue des sciences et philosophe français, « *c'est désormais ce qui nous divise tous [le fait d'être soi-disant conscient-e ou inconscient-e de la situation écologique et d'y réagir en conséquence], bien plus que de savoir si nous sommes de droite ou de gauche*<sup>138</sup> ». Il faut donc trouver de nouvelles alliances pour faire face aux urgences sociales et climatiques. Mais faut-il aller aussi loin que Bruno Latour, lorsqu'il se dit prêt à chercher « *des alliés chez des gens qui, selon l'ancienne gradation, étaient clairement des 'réactionnaires'* » et chez d'autres qui, « *toujours selon l'ancien repère, étaient clairement des 'progressistes', et même peut-être des libéraux, voire des néolibéraux*<sup>139</sup> » ?

Tout dépend évidemment du degré de sincérité et de remise en cause du système de ces « nouveaux alliés ». On voit à quel point le virage de la social-démocratie au néo-libéralisme, tendance Tony Blair ou Gerard Schröder, a commis d'énormes dégâts sociaux au Royaume-Uni et en Allemagne. Il ne faudrait pas que

136 [youtube.com/watch?v=M6uTwhd1Jcl](https://www.youtube.com/watch?v=M6uTwhd1Jcl)

137 Extrait de [www.investigaction.net/fr/ce-que-le-film-apres-demain-ne-vous-a-toujours-pas-dit/](http://www.investigaction.net/fr/ce-que-le-film-apres-demain-ne-vous-a-toujours-pas-dit/)

138 Bruno Latour, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, op. cit., p. 14.

139 Op.cit.

les nouveaux convertis à l'écologie nivellent par le bas les ambitions du mouvement de la Transition et diffèrent l'urgence à changer de modèle. Il ne faut pas non plus être naïfs face aux agendas cachés des multinationales qui pourraient jouer la reconversion écologique en façade tout en continuant, sans s'en vanter, à exploiter jusqu'au bout le marché juteux des énergies fossiles et de la surconsommation.

**Pavan Sukhdev, économiste et banquier à la Deutsche Bank, doute d'ailleurs de la capacité de ses clients à changer de vision** face aux bouleversements sociaux ou climatiques : « *Le modèle actuel est arrivé au bout de ce que nous pouvons imposer à la planète, mais mes clients n'investissent qu'avec des promesses de profit, et cela ne va pas changer.* <sup>140</sup> »

Quand on sait que 90 entreprises sont responsables à elles seules de plus de 63 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre depuis 1850<sup>141</sup>, que les multinationales de l'énergie (Exxon, BP, Total, etc.), c'est-à-dire les plus grands pollueurs de la planète, continuent à investir dans des projets destructeurs des éco-systèmes<sup>142</sup>... il est quand même difficile d'imaginer d'impliquer ces mêmes acteurs dans

la reconstruction d'un monde qu'ils ont eux-mêmes, par appât du gain et par cynisme, tant contribué à détruire. D'autant que ces multinationales sont responsables de nombreux crimes impunis, comme le dénoncent Eric David et Gabrielle Lefèvre dans leur livre « Juger les multinationales »<sup>143</sup>.

Ces nouvelles alliances prônées par Bruno Latour ne peuvent donc, selon nous, se passer d'une prise de conscience et d'une dénonciation des mécanismes qui permettent les taux de rendement inutiles et destructeurs des plus grands actionnaires. Ces nouvelles alliances ne peuvent non plus ignorer la responsabilité des multinationales dans le désastre social et écologique actuel. L'adoption de **nouvelles lois basées sur le principe du devoir de vigilance**, imposant aux multinationales un contrôle et une transparence de toute leur chaîne de production – tant au niveau des normes sociales qu'environnementales –, représenterait une réelle avancée. Mais à ce stade (été 2019), seule la France a adopté ce type de législation<sup>144</sup>. Par ailleurs, le « Binding Treaty », c'est-à-dire le Traité contraignant de l'ONU qui donnerait l'accès à une voie de recours juridique aux personnes victimes des

pratiques d'une multinationale, comme par exemple les écocides, le travail des enfants et l'esclavage moderne, etc., ne semble pas avancer, la Commission européenne étant pour le moins frileuse en la matière<sup>145</sup>.

Enfin, on ne peut pas non plus complètement ignorer le clivage « gauche-droite » et les inégalités sociales au nom de nouveaux repères écologiques. Le mouvement des gilets jaunes nous a démontré à quel point des mesures qui toucheraient de manière indiscriminée la population, qu'elle soit très riche ou très pauvre, mènent à une impasse.

Comme le souligne Jérémie Cravatte dans une analyse critique sur les limites de la collapsologie, « *si les propositions (prétendument) écologistes se font sur des bases injustes, il n'y a aucune raison que cette majorité sociale les accepte, et tant mieux. Ce n'est pas l'écologie en tant que telle qui est irrecevable, c'est le constat d'injustice. Parler aux gens de baisse de "confort" radicale dans un monde où ce "confort" n'a jamais été aussi inégalement réparti, c'est préparer le terrain pour le fascisme. Cette image d'écologiste hors sol nous colle à la peau et empêche les personnes lucides sur la situation et sur leurs conditions de vie de s'y identifier, à juste titre.* <sup>146</sup> »

### LE MOUVEMENT DE LA TRANSITION NE SE DÉFINIT PAS COMME UN MOUVEMENT ANTICAPITALISTE

140 Citation extraite de l'article [www.cadtm.org/Une-transition-ecologique-peut-elle-se-faire-avec-le-capitalisme](http://www.cadtm.org/Une-transition-ecologique-peut-elle-se-faire-avec-le-capitalisme)

141 Voir Christophe Bonneuil, « Tous responsables ? », *Le Monde diplomatique*, novembre 2015, [www.monde-diplomatique.fr/2015/11/BONNEUIL/54139](http://www.monde-diplomatique.fr/2015/11/BONNEUIL/54139)

142 Voir par exemple les récentes polémiques autour des projets de Total en RDC et en Ouganda, [www.lemonde.fr/afrique/article/2019/05/29/en-rdc-et-en-ouganda-le-groupe-total-dans-le-viseur-des-defenseurs-de-l-environnement\\_5469013\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/05/29/en-rdc-et-en-ouganda-le-groupe-total-dans-le-viseur-des-defenseurs-de-l-environnement_5469013_3212.html)

143 Eric David et Gabrielle Lefèvre, *Juger les multinationales*, éd. Mardaga/Grip, 2015

144 Voir [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2019/07/05/le-devoir-de-vigilance-des-entreprises-un-outil-au-service-des-droits-humains-et-de-lenvironnement](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2019/07/05/le-devoir-de-vigilance-des-entreprises-un-outil-au-service-des-droits-humains-et-de-lenvironnement)

145 Lire à ce sujet l'interview du député français Dominique Potier, *Libération*, 26/06/2019, [www.liberation.fr/planete/2019/06/26/devoir-de-vigilance-dominique-potier-la-france-n-est-pas-isolee-en-europe\\_1736398](http://www.liberation.fr/planete/2019/06/26/devoir-de-vigilance-dominique-potier-la-france-n-est-pas-isolee-en-europe_1736398)

146 Jérémie Cravatte, *L'effondrement, parlons-en. Les limites de la collapsologie*, Barricades, 2019, page 28.

À l'instar du commerce équitable, qui n'échappe pas à une certaine ambiguïté face au capitalisme, le mouvement de la transition hésite souvent entre la dénonciation radicale du système capitaliste et la tentation de transformer le capitalisme de l'intérieur pour en diminuer les excès. Selon Luc Semal et Mathilde Szuba, « *le mouvement de la Transition ne se définit pas comme un mouvement anticapitaliste : sa position serait plutôt de dire que la question ne se pose pas en ces termes, mais qu'en revanche il serait intéressant d'envisager que le capitalisme ne puisse pas survivre à la fin du pétrole abondant et bon marché... La Transition ne s'interdit pas d'être anticapitaliste, mais elle ne se l'impose pas non plus* »<sup>147</sup>.

#### D) À PROPOS DE LA RÉCUPÉRATION DU TERME « TRANSITION » PAR LES PARTIS POLITIQUES / À PROPOS DU RAPPORT DE LA TRANSITION AVEC LE MONDE POLITIQUE

##### La transition : le nouveau mot à la mode pour les partis politiques

Sous le titre accrocheur « La trahison de la transition »<sup>148</sup>, Alain Adriaens, journaliste pour le magazine belge « Pour » et fondateur du mouvement des objecteurs de croissance, dénonce la récupération, du moins en Belgique, du concept de la Transition par les partis politiques traditionnels depuis que la question du réchauffement climatique suscite l'inquiétude de la population. Comme les médias classiques s'emparent du sujet, les

partis politiques traditionnels se sentent obligés de surfer sur cette vague de la transition écologique en l'adaptant à leur propre vision. Ainsi, selon Alain Adriaens, « *beaucoup [de partis politiques] adoptent le terme de transition mais en restent souvent à une approche superficielle, n'imaginant que des mesures cosmétiques, loin des exigences de changement du mode de vie que porte le vrai mouvement de la transition. Le terme transition a donc pris pour beaucoup le sens, originel il est vrai, de changement. Le mot révolution apparaît comme trop rapide voire trop brutal, la réforme nous est vantée depuis longtemps mais elle peut aller aussi bien dans un sens positif que négatif (voir le mouvement réformateur). On essaie donc de vendre un changement sous l'étiquette de transition mais sans préciser vers quel projet de société ni par quel moyen on va y arriver (...). La récupération du mot transition prouve la pertinence du choix de Serge Latouche de privilégier le terme décroissance pour qualifier la rupture post-matérialiste qui a notamment vu l'émergence de l'écologie politique [qui, avec le temps, a aussi vu s'affaiblir son dynamisme original].* »

Nous pensons également qu'il faut éviter de mettre la transition à toutes les sauces et la noyer dans un discours consensuel qui puisse satisfaire au plus grand monde. Il en va de la crédibilité d'un concept qui remet en cause fondamentalement notre système économique actuel.



Comme le dit Rob Hopkins, on ne peut réinventer le système avec les mêmes ingrédients : « *le gouvernement dit tout le temps que c'est une question d'innovation. Mais pas du tout. L'innovation est une chose que l'on fait quand le modèle fondamental sur lequel cela repose fonctionne. Vous pouvez innover avec de nouveaux ingrédients sur votre pizza si vous avez une bonne pâte, parce que le modèle fondamental fonctionne. Mais la base aujourd'hui, le capitalisme, ne fonctionne pas, il détruit la vie sur la planète. Donc plutôt que de l'innovation, je préfère parler de besoin d'imagination*<sup>149</sup> ».

##### Agir au niveau citoyen ou au niveau politique ?

La transition écologique doit-elle aussi s'accompagner d'une transition politique ? Autrement dit, peut-on compter uniquement sur la mobilisation citoyenne pour changer le monde ou faut-il nécessairement impliquer le politique ?

147 Luc Semal & Mathilde Szuba, « Villes en transition : imaginer des relocalisations en urgence », Mouvements, 2010, [www.mouvements.info/Villes-en-transition-imaginer-des.html](http://www.mouvements.info/Villes-en-transition-imaginer-des.html)  
148 [pour.press/la-trahison-de-la-transition/](http://pour.press/la-trahison-de-la-transition/)

149 Extrait du site Usbek et Rica, op. cit.



À cette question, Rob Hopkins répond que l'implication politique est un plus même si elle n'est pas une condition nécessaire pour débiter un projet de transition au niveau local :

« Dans un monde idéal oui : la finance, la politique et la communauté qui se mobilisent ensemble permettent d'avancer. Mais même si vous n'avez pas tous les ingrédients, vous pouvez toujours cuisiner un plat délicieux en bricolant avec les ingrédients disponibles. Parfois, je rencontre des maires ou des élus locaux qui me disent : « Nous adorerions mener une transition mais nous n'avons pas de groupe dans la ville ». Dans d'autres endroits, ce sont les groupes en transition qui se plaignent que la municipalité ne les soutienne pas. Mais je voudrais conseiller aux gens motivés de se lancer quoi qu'il en soit. Dans ma ville, à Totnes, la plupart de ce que nous avons fait l'a été avec très peu de soutien du conseil municipal. En avançant en tant que communauté nous avons réussi à créer l'énergie nécessaire pour réaliser nos projets.<sup>150</sup> »

Rob Hopkins réfute également le fait que la transition ne s'inscrit pas assez dans la désobéissance civile : « Certaines personnes pensent effectivement que la transition n'est pas suffisamment activiste et bruyante et ne fait pas assez de

politique. Je réponds que la transition est très politique en tant que démonstration, expérimentation de choses qui marchent. Ce weekend à Londres, il y avait un grand jour d'action du mouvement Extinction Rebellion<sup>151</sup>. Ma femme y était et elle a fait partie des personnes qui ont été arrêtées. Beaucoup de personnes impliquées dans la transition sont aussi impliquées dans ce mouvement. Mais si la transition devient vindicative et protestataire, on perd beaucoup de gens. La transition n'est qu'un outil, conçu pour fonctionner dans une communauté et pour fonctionner sous les radars de la politique, pour attirer le plus de gens possible. Certains y voient quelque chose de vert, d'autres une

### "MAIS SI LA TRANSITION DEVIENT VINDICATIVE ET PROTESTATAIRE, ON PERD BEAUCOUP DE GENS"

chose protestataire ou de gauche, nous avons des gens de tout le spectre politique qui sont impliqués pour faire changer des choses qui comptent vraiment pour eux. Donc quand les gens critiquent la transition pour son manque de radicalité ou de politique, c'est comme reprocher à une cuillère de mal couper le pain. Nous avons des outils différents pour chaque chose... ».

Il faut souligner que, face à ces critiques du manque de politisation de la transition, le mouvement belge a rédigé un « manifeste pour une transition écologique et solidaire », manifeste issu d'un cycle d'ateliers et de rencontres intitulé

« Transition Now<sup>152</sup> ». Ce manifeste montre à travers toute une série de thèmes et d'exemples concrets, que des changements en profondeur sont à présent nécessaires : climat, cohésion sociale, santé, biodiversité, prospérité et partage des richesses, alimentation, mobilité, éducation, recherche, sans oublier la cohérence des politiques et la démocratie...

Comme le commerce équitable, le mouvement de la transition hésite aussi dans ses modes d'action : comment dénoncer un système tout en restant constructif, comment être radical tout en rassemblant des personnes moins engagées, comment agir au niveau local sans nécessairement impliquer le politique ? Ces postures « entre deux » font à la fois la richesse mais aussi la fragilité des deux mouvements.

### E) À PROPOS DE L'URGENCE ET DES PETITS PAS

On reproche souvent à la transition de ne pas être à la hauteur des défis actuels. Autrement dit, de se contenter de petits pas alors que, face à l'urgence, il faudrait un rapide renversement d'échelle de notre système productiviste.

Cette approche des « petits pas » est souvent comparée à la fameuse légende du colibri, popularisée par Pierre Rabhi. Dans une analyse publiée par la fédération d'économie sociale SAW-B<sup>153</sup>, Barbara Garbarc-

150 Interview publié par le site Usbek et Rica, op. cit.

151 À l'appel d'Extinction Rebellion, le samedi 17 novembre 2018, des milliers de manifestants ont bloqué 5 ponts londoniens pour appeler le gouvernement à agir en urgence pour le climat.

152 Voir sur [www.reseautransition.be/articles/le-manifeste-transition-now-accelerer-la-transition/](http://www.reseautransition.be/articles/le-manifeste-transition-now-accelerer-la-transition/)

153 Voir [www.saw-b.be/spip/IMG/pdf/a1810\\_colibri.pdf](http://www.saw-b.be/spip/IMG/pdf/a1810_colibri.pdf)

zyk dénonce la vision du changement social qui se cache derrière la pensée colibri, très présente dans le mouvement de la transition :

« Dans la pensée colibri, on admet certes que quelque chose ne tourne pas rond, mais on ne s'encombre pas d'une analyse systématique des mécanismes qui nous conduisent aux dégâts sociaux et environnementaux. La déconstruction n'est pas une étape indispensable pour agir. Ainsi, le colibrisme nous invite à « construire » plutôt

que « déconstruire », « proposer » plutôt que « dénoncer ». Cette approche se traduit ainsi par un refus de désigner des coupables, des responsables, des adversaires. Il s'agit de « démoder » le système en construisant autre chose, plutôt que de l'attaquer et le combattre. En filigrane de cette pensée se dessine l'espoir d'une transformation du monde sans violence. La transition pourrait se réaliser sans conflit, en douceur, grâce aux petites « parts » de chacune et de chacun ».

Selon l'auteur de l'analyse, cette pensée basée sur l'action individuelle risque de faire le jeu de la politique néolibérale, en prônant la consommation responsable comme acte politique : « si elle ne s'accompagne pas d'un autre discours plus politique, la pensée colibri risque de n'être que le produit de la pensée

néolibérale dominante. (...) N'est-ce pas une formidable victoire de la pensée capitaliste que de parvenir à nous faire croire que nos aspirations politiques peuvent se manifester à travers des choix de consommation individuels? De plus, cette approche individualiste culpabilise chacune et chacun. Et c'est dans l'air du temps.

**"SI ELLE NE S'ACCOMPAGNE PAS D'UN AUTRE DISCOURS PLUS POLITIQUE, LA PENSÉE COLIBRI RISQUE DE N'ÊTRE QUE LE PRODUIT DE LA PENSÉE NÉOLIBÉRALE DOMINANTE"**

Par exemple, l'État social actif fait porter la responsabilité de leur situation aux personnes au chômage (et non au système économique créateur d'inégalités). De même, la pensée colibri donne l'illusion que nous sommes toutes et tous responsables de la situation sociale et environnementale. Ce faisant, cette dynamique gomme totalement les inégalités sociales et les rapports de domination structurant notre société (de classe, de race, de genre).

Au final, selon Barbara Garbarczyk, le risque de ce discours est « de culpabiliser les personnes déjà les plus fragilisées de notre société. (...) Sans des réponses plus structurelles, et donc politiques, le risque n'est-il pas que tous ces petits gestes « pour sauver la planète » ne soient que des gesticulations pour donner bonne conscience à celles et ceux qui y croient encore? ».

Il existe évidemment différents courants au sein du mouvement de la Transition et tout le monde ne se reconnaît pas dans cette politique



des petits pas ou du « colibrisme ». Pour Rob Hopkins, l'urgence de la situation ne doit pas décourager les citoyen·ne·s de se lancer dans un projet de transition et devenir un prétexte pour ne rien faire : « Il faut identifier les bons exemples et apprendre d'eux pour passer à l'échelle supérieure. Nous avons une fenêtre d'action très étroite décrite par le Giec il y a quelques semaines. Le gros défi pour moi consiste à comprendre pourquoi nous ne réagissons pas collectivement en nous disant : « Fantastique ! Nous avons une occasion excitante de tout réinventer ». L'imagination joue un rôle primordial pour guider nos réactions. Nous avons des exemples sous les yeux, comme Jackson aux Etats-Unis, Barcelone... Bristol et Manchester ont déclaré l'urgence climatique et vont réexaminer l'ensemble de leurs politiques municipales sous le prisme de cette urgence. Si on met toutes les pièces du puzzle ensemble, on a un bon aperçu de ce que devrait être la bonne réponse. <sup>154</sup> »

154 Interview publié par le site Usbek et Rica, op. cit.

Dans son livre « Un million de révolutions tranquilles—Comment les citoyens changent le monde »<sup>155</sup>, Bénédicte Manier présente toutes ces initiatives citoyennes qui, des États-Unis à l'Inde, du Canada à la France, de l'Argentine au Japon, font émerger des solutions innovantes à la plupart des maux de la planète. Peu à peu, selon elle, se dessinent ainsi les contours d'une société plus participative, plus solidaire, plus humaine. Il s'agit là d'un mouvement inédit, mené par une société civile lucide, ayant décidé de reprendre en main les enjeux qui la concernent. Elle dresse le portrait de ces nouvelles héroïnes ou héros du quotidien qui sortent de la faim et de la pauvreté des centaines de milliers de personnes, qui sauvent des entreprises, qui construisent des habitats coopératifs, écologiques et solidaires, qui ouvrent des cliniques gratuites, des microbanques, des épiceries sans but lucratif ou des



ateliers de réparation citoyens, qui reverdissent le désert et régénèrent les écosystèmes, qui financent des emplois ou des fermes bio, qui redynamisent l'économie locale ou rendent leur village autonome grâce aux énergies renouvelables.

Ces initiatives citoyennes, si positives soient-elles, ne peuvent, selon nous, se passer d'une action politique si on veut qu'elles puissent perdurer et avoir un impact plus global. Elles doivent aussi impliquer les populations les plus faibles, les plus marginalisées afin d'impliquer tout le monde dans ce « nouveau monde ».

#### F) À PROPOS DE L'EFFONDREMENT ET DU BESOIN D'UN NOUVEAU RÉCIT

Pour Rob Hopkins, il est important de ne pas céder au découragement. Il voit dans le discours de la collapsologie et de l'effondrement un grand risque de démobilisation :

*« Il faut être très prudent avec ça. Les mots que nous posons « au milieu de la pièce », au centre de la conversation, ont un impact important. Si on y pose le désespoir, l'effondrement, et disons qu'il est trop tard, ça paralyse complètement la conversation et il devient très difficile d'être créatif et imaginaire. Il y a beaucoup de désespoir aujourd'hui, et il est justifié. C'est difficile de ne pas désespérer en*

*lisant les informations sur le climat... Mais s'il est trop tard, ça veut dire qu'il ne nous reste plus qu'à gérer le lent délitement de tout. Et la meilleure façon de gérer ça,*

*c'est d'être imaginaire. Il y a toujours une opportunité d'éviter le pire. Le Giec nous dit qu'il faut tout réinventer : cela nécessite un effort collectif d'imagination. »*

#### L'APPEL DES COLLAPSOLOGUES AU DEUIL NÉCESSAIRE D'UN CERTAIN CONFORT DE VIE PEUT AVOIR DES EFFETS CONTRE PRODUCTIFS

Un avis partagé par Jérémie Cravatte dans son analyse critique sur la collapsologie<sup>156</sup>. En effet, selon lui, l'appel des collapsologues au deuil nécessaire d'un certain confort de vie peut avoir des effets contre productifs. Cravatte dénonce une approche « fourre-tout » de la collapsologie qui dépolitise la question écologique appelant, dans un élan de prétendue "lucidité", à faire le deuil de choses inévitables et de choses évitables :

*« Accepter, par exemple, l'idée que la sécurité sociale soit détruite (par sa diminution, disparition, privatisation et financiarisation) revient à renforcer le pouvoir des fonds de pension – qui pratiquent les pires « investissements » destructeurs des écosystèmes et de leurs êtres humain-e-s – ainsi qu'à diminuer radicalement la résilience et la capacité d'agir de la majorité de la population dès à présent. Accepter qu'un changement radical de circonstances soit en cours ne devrait*

155 Bénédicte Manier, « Un million de révolutions tranquilles—Comment les citoyens changent le monde », éd. Les liens qui libèrent, 2016.  
156 Op. cit. page 19.

*pas signifier accepter aveuglément plus d'injustices. Déjà aujourd'hui, qui est évacué prioritairement en prévision de tempêtes ou de catastrophes « naturelles » ? Qui est relogé et qui ne l'est pas ? Dans quelles conditions ? Quels quartiers sont prioritairement assistés ou délaissés ? Pour qui les assurances (privées, parfois publiques) fonctionnent-elles ou non ? ... Il est particulièrement violent de parler de deuil de manière indifférenciée dans une société où la majorité des personnes qui meurent jeunes sont les personnes précarisées (des deux côtés de l'hémisphère). »*

Pour ne pas céder au fatalisme, voire à la dépression, il faut, selon Rob Hopkins, remettre la créativité et l'imagination au cœur de nos actions et de notre système éducatif :

*« Les gens sont fatigués, effrayés, las et en manque d'inspiration. Mon analyse est que nous vivons une crise de l'imagination. Notre système éducatif ne produit pas des gens qui soient imaginatifs. Il l'a peut-être fait mais plus maintenant. L'économie mondiale est en guerre contre l'imagination, elle crée de la solitude, de l'anxiété et du stress chez les gens, qui ne pensent plus qu'en tant que consommateurs. Nous passons de moins en moins de temps dans la nature. L'impact des smartphones et des réseaux sociaux est aussi très fort sur l'imagination. Trop souvent, les gens qui se battent contre ça mettent la dystopie au centre de la pièce. Mais qui*

*veut entendre ça ? Aidez-moi plutôt à imaginer à quoi pourrait ressembler un autre monde. Quand les politiciens disent : il faut réduire nos émissions de carbone de 80 % d'ici 2040, comment voulez-vous que j' imagine à quoi cela pourrait ressembler ? Racontez-moi ce monde, chantez des chansons dessus, écrivez des poésies dessus, dessinez-le, faites-en des films, rendez tout ça vivant ! »*

### **G) À PROPOS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE**

La **transition écologique** recouvre autant la **transition énergétique** (sobriété énergétique, préférence pour les énergies renouvelables...) que la transition industrielle (production locale de biens durables, réparables et recyclables dans une perspective d'économie circulaire et d'utilité sociale du travail) et la **transition agro-alimentaire** (remplacement de l'agriculture industrielle énergivore par une agriculture biologique).

La transition devra aussi passer par une réduction de notre addiction aux outils électroniques et à internet.

En effet, l'impasse environnementale est en grande partie due à la généralisation de technologies industrielles qui épuisent les ressources naturelles et génèrent des pollutions

devenues ingérables. Plusieurs scientifiques, parmi lesquels Philippe Bihouix<sup>157</sup> ou Guillaume Pitron<sup>158</sup>, ont publié des livres très argumentés qui montrent que la généralisation des technologies du numérique se heurteront vite au manque de certains métaux ou de terres rares et que leur extraction génère beaucoup de gaz à effet de serre.

Enfin, le stockage des données digitales a un énorme coût environnemental. Une récente étude du think tank français « The Shift Project » révèle que les activités numériques seraient responsables de 4% du total des émissions de CO<sub>2</sub> chaque année dans le monde<sup>159</sup>.

Pour limiter au maximum la production de déchets, la transition prône une économie circulaire. Mais est-ce suffisant pour changer de modèle ? Une analyse de Gaëlle Warnant publiée par Inter Environnement Wallonie<sup>160</sup> apporte un regard un peu critique sur ce nouveau « graal » de l'économie qui pourrait nous permettre de continuer à consommer

**LES ACTIVITÉS NUMÉRIQUES SERAIENT RESPONSABLES DE 4% DU TOTAL DES ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub> CHAQUE ANNÉE DANS LE MONDE**

la conscience tranquille : « Si l'économie circulaire est si séduisante, c'est qu'elle fait figure de nouveau graal qui va réconcilier écologie et économie. Un peu comme le développement durable ou encore la croissance verte qui ont pu bercer (et bercent encore) les illusions

157 Philippe Bihouix, L'âge des low tech, Vers une civilisation techniquement soutenable, éd. du Seuil, coll. Anthropocène, 2014.

158 Guillaume Pitron, LA GUERRE DES MÉTAUX RARES. La face cachée de la transition énergétique et numérique, éd. Les Liens qui Libèrent, 2018.

159 Voir theshiftproject.org/article/pour-une-sobriete-numerique-rapport-shift/

160 Gaëlle Warnant, Qu'est-ce qui ne tourne pas rond avec l'économie circulaire ?, décembre 2016, www.iew.be/qu-est-ce-qui-ne-tourne-pas-rond-avec-l-economie-circulaire/



*d'acteurs de tous bords. Des termes rassurants parce qu'ils ne remettent pas fondamentalement en cause le modèle de notre système actuel. Des concepts qui renferment la promesse d'un monde durable et viable mais qui en vérité se heurtent aux politiques court-termistes, aux intérêts économiques particuliers ou encore au coût psychologique du changement pour l'individu. Il y a réellement un risque avec l'économie circulaire d'é luder à nouveau la question de notre société de consommation et des limites de la croissance puisque, même dans un système circulaire qui optimiserait les flux de matières et d'énergie, il y a toujours des pertes. Le danger réside par ailleurs dans une foi aveugle dans des solutions technologiques qui ignoreraient les lois de la thermodynamique d'un monde fini. Ne nous leurons pas, si l'économie circulaire peut apporter des réponses en termes de préservation des ressources et qu'elle contribue à la réflexion sur nos modes de production et de consommation, elle ne doit pas nous dédouaner d'une remise en cause de notre modèle économique actuel. Et ça, pas certain que ce soit tendance dans tous les cénacles. »*

Une mise en garde qui rappelle le fameux principe de l'effet rebond

ou de « paradoxe de Jevons » (Schipper, 2000 ; Huesemann, 2003), selon lequel toutes les nouvelles technologies entraînent une augmentation de la consommation globale. Ainsi, les gains potentiels dus aux perfectionnements techniques seraient plus que compensés par l'accroissement des quantités consommées<sup>161</sup>.

Si l'on applique ce principe à l'économie circulaire, on peut craindre que cette nouvelle niche nous incite à maintenir notre niveau de consommation, voire même à l'augmenter, sans tenir compte des effets inattendus que cela risque d'engendrer. Comme le dit Fabien Ginisty dans un article intitulé « Le mythe de l'économie circulaire », « toute production a besoin d'énergie, même si elle recycle à 100 % ses déchets ». Or, « si le recyclage réduit la consommation de ressources, il ne la supprime pas. Réjouissons-nous donc du recyclage, mais n'oublions pas que le seul déchet qui n'a aucun impact environnemental, c'est celui qu'on ne produit pas.<sup>162</sup> » Toutefois, selon une étude<sup>163</sup> publiée par l'École des Métiers de l'Environnement (EME, à Rennes), il est très difficile de mesurer l'impact des effets rebonds sur l'économie circulaire. D'où l'importance de mettre

**"IL Y A RÉELLEMENT UN RISQUE AVEC L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE D'ÉLUDER À NOUVEAU LA QUESTION DE NOTRE SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION ET DES LIMITES DE LA CROISSANCE"**

en place une forme de prévention afin de réduire le risque de ces effets rebonds, notamment en insistant sur l'importance de la réduction de notre consommation, même lorsque les produits sont issus de l'économie circulaire.

**2.4 POUR UNE TRANSITION ÉQUITABLE OU UNE CO-TRANSITION**

Le commerce équitable est né dans un contexte lié à la décolonisation, à une époque où il fallait avant tout soutenir, via le commerce, les pays du Sud voulant s'affranchir de leurs anciennes colonies. Le commerce équitable est donc avant tout un outil au service du développement, visant d'abord à améliorer les conditions sociales et à lutter contre la pauvreté dans le Sud. La dimension environnementale est venue par la suite compléter cette approche essentiellement économique et sociale.

Le mouvement de la transition s'inscrit quant à lui d'abord dans une approche locale, basée sur des initiatives citoyennes qui retissent des liens sociaux et essaient de construire une économie la plus résiliente possible, en se préparant à l'ère de l'après pétrole.

Alors que le commerce équitable s'est d'abord construit sur un axe Nord/Sud, qui évolue avec de nouvelles filières « Nord/Nord » et « Sud/

161 Voir l'article d'Arnaud Diemer, La technologie au cœur du développement durable : mythe ou réalité ? publié sur [www.cairn.info/revue-innovations-2012-1-page-73.htm](http://www.cairn.info/revue-innovations-2012-1-page-73.htm)

162 Voir Fabien Ginisty, Le mythe de l'économie circulaire, publié le 27/09/2018 sur [www.facebook.com/notes/journal-%C3%A2ge-de-faire/le-mythe-de-%C3%A9conomie-circulaire/1572478302853258/](https://www.facebook.com/notes/journal-%C3%A2ge-de-faire/le-mythe-de-%C3%A9conomie-circulaire/1572478302853258/)

163 Voir le Rapport d'étude sur les enjeux de "l'effet rebond" dans la mise en œuvre de l'économie circulaire, 2016, [www.economiecirculaire.org/library/h/rapport-de-projet-les-effets-rebond-en-economie-circulaire.html](http://www.economiecirculaire.org/library/h/rapport-de-projet-les-effets-rebond-en-economie-circulaire.html)

Sud », le mouvement de la Transition privilégie quant à lui la relocalisation de l'économie face à la raréfaction des énergies fossiles et à l'urgence climatique.

Commerce équitable et mouvement de la transition se rejoignent toutefois sur l'urgence à défendre un modèle d'agriculture paysanne, plus durable et moins dépendante des multinationales et des règles du commerce mondial.

Les deux mouvements peuvent également s'allier dans des campagnes menées au niveau local. Ainsi, la campagne « communes du commerce équitable » en Belgique a introduit un critère portant sur les circuits courts et l'agriculture durable. Cela permet de reconnecter plus facilement les luttes sociales et écologiques du Nord et du Sud. D'autres campagnes réunissent les deux mouvements, par exemple lorsqu'il s'agit de dénoncer les effets dangereux des accords de commerce multilatéraux (comme le TTIP ou le CETA), le rôle des multinationales, la lutte pour des règles plus strictes sur la transparence des chaînes d'approvisionnement, le respect de l'environnement et des droits sociaux...

Enfin, nous pensons que les deux mouvements pourraient se renforcer au niveau des réseaux de distribution, en construisant par exemple des lieux communs de commerce respon-

sable Nord/Sud, que cela soit des magasins<sup>164</sup> ou une plateforme en ligne telle qu'Open Food Network<sup>165</sup>, dont la branche belge a été lancée par Oxfam-Magasins du monde.

Sans oublier les nouvelles pistes du commerce équitable « Nord/Nord » qui pourraient rejoindre des préoccupations du mouvement de la transition, en soutenant par exemple des artisans locaux engagés dans l'upcycling et dans des projets sociaux<sup>166</sup>.

Les deux mouvements peuvent aussi se retrouver dans leurs plans d'action en faveur des Objectifs du Développement Durable (ODD) fixés par l'ONU. Pour cela, on pourrait imaginer un colloque organisé de manière conjointe invitant l'ensemble du monde politique, économique et associatif à s'engager de manière plus forte dans la lutte contre les inégalités et pour le climat.

### DÉFENDRE UNE TRANSITION ÉQUITABLE

Imaginons un instant que la transition devienne plus équitable, c'est-à-dire plus imprégnée de justice sociale et davantage portée par le Sud. Et que, dans le même temps, le mouvement du commerce équitable soutienne davantage l'écono-

mie circulaire locale, les échanges de savoir-faire Nord/Sud et les exigences environnementales.

Ce nouveau mouvement pourrait s'appeler « la transition équitable ». Il s'agirait de construire ensemble, avec les différents mouvements citoyens du Sud, des initiatives s'inscrivant dans un grand plan commun pour la planète et contre les inégalités. Il y a urgence, car

**IL S'AGIRAIT, POUR UNE TRANSITION ÉQUITABLE, DE CONSTRUIRE ENSEMBLE, AVEC LES DIFFÉRENTS MOUVEMENTS CITOYENS DU SUD, DES INITIATIVES S'INSCRIVANT DANS UN GRAND PLAN COMMUN POUR LA PLANÈTE**

comme le dit le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, : « Nous sommes confrontés à une menace existentielle directe. Le changement climatique est la question déterminante de notre époque—et nous sommes à un

moment décisif. (...) Si nous ne changeons pas de cap d'ici 2020, nous risquons de manquer le moment où nous pouvons éviter un changement climatique incontrôlé, avec des conséquences désastreuses pour les humains et tous les systèmes naturels qui nous soutiennent.<sup>167</sup> ».

Pour l'association ITECO, la transition ne peut se faire sans une ouverture vers le monde et vers le champ politique, dans toutes ses dimensions. D'où l'idée de réfléchir plutôt en termes de « co-transition » : il s'agit de « réintroduire du politique

164 Voir par exemple TransiStore à Etterbeek, un magasin porté par Oxfam-Magasins du monde, Agricovert et un collectif citoyen.

165 [www.openfoodnetwork.be/](http://www.openfoodnetwork.be/)

166 Voir l'étude d'Estelle Vanwambeke « Artisanats en transition, expérimenter de nouvelles formes de partenariats », [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/10/12/artisanats-en-transition-experimenter-de-nouvelles-formes-de-partenariats/#.XSx-bkfgol0](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/10/12/artisanats-en-transition-experimenter-de-nouvelles-formes-de-partenariats/#.XSx-bkfgol0)

167 Extrait d'un discours prononcé le 10 septembre 2018, [www.lci.fr/international/plus-que-deux-ans-avant-une-menace-existentielle-l-appel-catastrophe-de-l-onu-pour-le-climat-et-les-humains-antonio-guterres-rechauffement-climatique-2098116.html](http://www.lci.fr/international/plus-que-deux-ans-avant-une-menace-existentielle-l-appel-catastrophe-de-l-onu-pour-le-climat-et-les-humains-antonio-guterres-rechauffement-climatique-2098116.html)

dans la transition : du Nord-Sud, du « ici et ailleurs », du décolonial, du féminin et du féminisme, de la lutte contre la domination. Parler de la transition sans parler de tout ça c'est risquer de retomber dans l'éco-fascisme que nous essayons de prévenir. Ne pas permettre que seuls les affairistes du Nord puissent faire leurs affaires dans le Sud ou vice versa, mais dire et clamer fort et défendre l'idée que oui nous avons beaucoup à gagner à travailler ensemble ici et ailleurs : hommes et femmes, du Nord et du Sud, des descendants de colonisés et des descendants de colonisateurs, devons construire un devenir pour ouvrir des possibles qui puissent nous concerner toutes et nous intéresser, de là où nous sommes, en travaillant avec d'autres de là où elles sont. Penser co-transition c'est développer notre côté « sans gêne » pour nous préoccuper du devenir d'autres et les inviter à faire de même avec nous, si elles ne le font pas directement par elles-mêmes. Nous mêler des affaires des autres n'est pas une si mauvaise chose finalement, si elles aussi peuvent se mêler de nos affaires, pour un monde plus égalitaire en termes de richesse et de pouvoir et respectant l'environnement.<sup>168</sup> »

Cette repolitisation de la transition passe aussi, selon Chafik Allal, chargé d'éducation chez Iteco, par la construction de nouveaux liens entre Nord et Sud, débarrassés du poids de l'héritage colonial et des différents mécanismes de domination :

*« Il s'agit de repenser nos luttes en général c'est-à-dire non pas juste traduire et comprendre des pensées venues d'ailleurs, comme le voudrait une approche anthropologique classique, mais aussi **lutter contre la séparation entre un ici et un ailleurs, construction de la modernité coloniale prise dans des logiques extractivistes et de domination.** Par exemple, aussi, écrire plus de textes, faire plus de films avec pour objectifs de créer du lien, de l'interrelation, entre des luttes du Sud et des luttes situées au Nord. (...) On pourrait parler de co-transition écologique, mais aussi économique et monétaire. Ou comment passer du capitalisme à un autre système plus égalitaire. Il y a aussi la question de pardon historique dans ce contexte. L'idée de ne pas trop s'attarder sur le passé et les écarts mais se focaliser sur un futur ensemble, plus égalitaire, sans compensation des écarts provoqués par le passé. (...) Dans un monde où l'on se sent isolé, où l'individualisme est prôné, la notion de co-transition permet de réfléchir en termes d'interactions et de flux, tant pour les matières que l'on consomme qu'en termes de personnes, et sur ce plan la question des migrations, des territoires, des frontières intervient fort à propos.<sup>169</sup>*

*Malgré (ou à cause du fait) que la transition se présente de façon très douce et positiviste, nous voulons l'aborder à partir de certains mécanismes qu'on feint de croire implicites ou hérités. Nous refusons le*

*pouvoir des mêmes dominants, refusons la définition des concepts (et donc celui de transition aussi) faite en Occident par les dominants et rêvons de faire tout ensemble, femmes et hommes, enrichis et appauvris, du Nord et du Sud.<sup>170</sup>»*

Nous ne pouvons que souscrire à ce concept de co-transition, qui rejoint et complète l'idée d'une transition équitable. C'est ensemble, pays riches et pays pauvres confondus, que nous devons faire face aux défis climatiques mais également aux défis sociaux, au patriarcat et aux inégalités de genre, à la montée des nationalismes et des replis identitaires, à tous les effondrements en cours et à venir.

La transition équitable pourrait être notamment un outil au service de la récolte de fonds et/ou des échanges de savoir pour soutenir les producteur·trice·s du Sud dans leurs efforts d'adaptation aux changements climatiques et dans des projets conciliant une approche environnementale et sociale.

168 Extrait de l'article « Les responsables de la ruine de la Terre peuvent-ils en organiser le sauvetage ? », op. cit.

169 Extraits d'une discussion entre collaborateurs d'ITECO, [www.iteco.be/revue-antipodes/co-transition/article/compter-sur-la-co-transition](http://www.iteco.be/revue-antipodes/co-transition/article/compter-sur-la-co-transition)

170 Chafik Allal, ITECO, [www.iteco.be/revue-antipodes/co-transition/article/la-co-transition-comme-devenir-politique](http://www.iteco.be/revue-antipodes/co-transition/article/la-co-transition-comme-devenir-politique)

## CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

Comme nous l'avons vu, tant le commerce équitable que le mouvement de la transition sont assez ambigus par rapport au capitalisme. Ainsi, les solutions proposées par la Transition ne s'attaquent pas fondamentalement aux mécanismes qui ont produit et amplifié les inégalités Nord/Sud. Sur le plan politique, le risque est d'aboutir à une « transition light », centrée sur les intérêts du monde occidental et pouvant très

bien s'accommoder d'un certain « capitalisme vert »<sup>171</sup>...

Le commerce équitable doit de son côté améliorer ses critères sur le plan environnemental et faire de cet enjeu une priorité. Les deux mouvements doivent éviter les risques de récupération par les multinationales ou les partis politiques et constituer des forces de contestation et de proposition qui tiennent compte des besoins exprimés par les populations du Sud. Face aux enjeux des inégalités et aux enjeux environne-

mentaux, les mouvements du commerce équitable et de la Transition peuvent s'allier pour construire une transition équitable, avec les forces vives des pays du Sud et du Nord, avec la société civile internationale, afin d'inventer un nouveau modèle mondial, plus résilient et plus égalitaire. Dans la troisième partie de cette étude, nous analyserons les pistes déjà à l'œuvre dans le Sud pour nourrir un nouveau récit, celui de la transition équitable.

---

171 Voir le livre de Daniel Tanuro « L'impossible capitalisme vert », éd. La Découverte, 2010.



# TROISIÈME PARTIE : CONSTRUIRE ENSEMBLE, AVEC LE SUD, LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

*Dans les deux premières parties de cette étude, nous avons vu à quel point les inégalités mondiales et les changements climatiques ne peuvent être séparés et à quel point il est crucial d'associer les pays du Sud à la manière d'y faire face. Nous avons également vu comment le mouvement du commerce équitable et celui de la Transition pourraient s'allier afin de porter cet objectif, à travers ce que l'on pourrait appeler « la transition équitable » et la « co-transition ». **Dans cette troisième partie, nous voulons mettre en avant la façon dont le Sud peut nourrir ce nouveau récit de la transition équitable, à travers quelques expériences concrètes mais aussi à travers des courants de pensée. Le Sud n'a pas attendu la vague de la Transition écologique venue du Nord pour agir et réfléchir. En effet, certains mouvements sociaux et certains intellectuels du Sud ont été précurseurs dans la remise en question de la vision occidentale dominante du développement. L'Occident doit aussi écouter les peuples autochtones qui ont préservé un savoir-faire et une résilience bien utiles pour l'ensemble de la planète face aux effondrements en cours et à venir.***

Les exemples repris dans cette troisième partie sont loin d'être exhaustifs et ne représentent qu'une petite facette de la richesse et de la diversité des mouvements et expériences écologiques et sociales du Sud. Nous les avons choisis car ces mouvements s'inscrivent en rupture avec la vision dominante en Occident du développement basé sur une croissance infinie et sur l'exploitation de la nature comme un corps étranger à l'être humain.

## 3.1 L'ÉCONOMIE ÉCOLOGIQUE ET L'ENVIRONNEMENTALISME DES PAUVRES

Même s'ils ne sont pas nés dans le Sud mais en Espagne, l'économie écologique et l'Environnementalisme des pauvres<sup>172</sup>, développés par Juan Martinez Alier et son équipe de l'Université autonome de Barcelone, se basent sur l'étude de conflits principalement situés au Sud. Dans un Atlas de la justice

environnementale, ils cartographient, tout autour du monde, les conflits autour de la distribution écologique et de la défense du milieu de vie : mobilisations contre des exploitations pétrolières, ou des explorations de gaz de schiste, action contre la privatisation de l'eau, rassemblement pour la préservation de la forêt et le maintien de l'agriculture paysanne... Dans l'Environnementalisme des pauvres, Juan Martinez Alier étudie les conflits liés aux mines de cuivre au Japon au début du XXe siècle, à la défense de la mangrove contre les fermes de crevettes un peu partout dans le monde (Équateur, Sri Lanka, Indonésie, Malaisie, etc.), à l'industrie de l'extraction du pétrole dans le delta du Niger, au gazoduc de Yadana en mer d'Andaman, à l'exploitation de plantations au Costa Rica ou au Brésil, à la défense des rivières contre l'édification de barrages sur le fleuve Amazone, jusqu'aux oppositions à la biopiraterie en Inde, etc.

Juan Martinez Alier invite à dépasser le regard strictement scientifique « constructiviste » occidental et à s'ouvrir à de nouvelles dimensions qui prennent en compte « l'écologie des pauvres ». À l'inverse de la croyance selon laquelle l'écologie

172 Joan Martinez Alier [2011], trad. fr., L'Environnementalisme des pauvres, Une étude des conflits environnementaux dans le monde, Paris, Les petits matins, 2014.



est un luxe réservé aux pays riches, l'auteur montre qu'il s'agit souvent d'une question de vie ou de mort pour les plus démunis. Ainsi, tout comme il existe un écologisme de l'abondance (le tri sélectif ne peut s'inventer que dans des endroits où les poubelles débordent !), il existe également un écologisme des pauvres. Car non seulement les pauvres dépendent étroitement de leur environnement pour survivre, mais c'est aussi vers eux que sont transférées les activités les plus polluantes.

L'auteur insiste sur deux notions : la dette écologique des pays du Nord envers le Sud et la notion de justice environnementale.

La dette écologique renvoie au problème d'échanges écologiques inégaux, lorsque le contenu des échanges économiques n'inclut pas la même charge écologique. Ainsi, les importations de matières premières en provenance des pays

relativement plus pauvres se fondent sur un prix qui ne tient pas compte des effets environnementaux négatifs de l'exploitation de ces matières premières. En ce sens l'échange est écologiquement inégal puisque grâce à ces importations les pays relativement plus riches peuvent produire des biens qu'ils revendront plus chers. Or, ces derniers produits reposent sur la constitution d'une dette écologique vis-à-vis des pays exportateurs de matières premières, dette qui ne leur est jamais payée et ne fait que s'alourdir. L'exploitation de la nature est aussi une forme d'exploitation de ces pays à travers leurs ressources.

La justice environnementale, quant à elle, renvoie initialement aux effets des pollutions subies par les populations du fait de l'implantation de sites industriels. Elle est issue de mouvements de protestation contre ces sites industriels, soulignant que les bénéfices et les charges sont inégalement répartis. Aux pauvres : les sites polluants, aux riches : les zones d'agrément. Elle s'est néanmoins élargie ces dernières années à de nombreuses revendications impliquant des pollutions importées à travers le monde via les déchets toxiques par exemple, ou le pillage des ressources génétiques, etc. Mais elle ressort toujours du même fond : des revendications des populations pour que leur environnement

soit traité avec respect et de manière équitable, parce qu'à travers ce respect à l'environnement c'est aussi le respect envers les populations qui est en jeu<sup>173</sup>.

Joan Martínez Alier s'interroge sur les calculs possibles pour déterminer un prix « écologiquement correct » intégrant les dégâts environnementaux et sociaux. Mais, bien au-delà, il insiste sur le caractère non mesurable des valeurs : quel prix donner à une vie humaine ? Quel prix pour une terre « sacrée » détruite par une mine de cuivre, ou pour une communauté entière exposée à des déchets toxiques ?

Cette vision de l'économie écologique permet de dépasser celle de la transition, trop souvent perçue comme occidentale-centrée, cherchant à se concentrer sur son niveau de vie et la consommation responsable locale, oubliant du coup les enjeux liés au Sud et la responsabilité des pays du

Nord face à ceux-ci (voir la première partie de l'étude).

### CETTE VISION DE L'ÉCONOMIE ÉCOLOGIQUE PERMET DE DÉPASSER CELLE DE LA TRANSITION, TROP SOUVENT PERÇUE COMME OCCIDENTALO-CENTRÉE

## 3.2 LE MOUVEMENT POSTCOLONIALISTE

Le mouvement du postcolonialisme est apparu à la fin des années 1970, avec des intellectuels arabes et indiens surtout, qui remettent en cause la centralité de l'Occident. En

173 Ce résumé est largement inspiré du compte rendu fait par Jérôme Ballet sur le site [journals.openedition.org/developpementdurable/11254](https://journals.openedition.org/developpementdurable/11254)

effet, malgré la décolonisation, ces intellectuels du Sud estiment que nous vivons dans un monde où la pensée, les savoirs et les outils théoriques restent façonnés par l'Occident, par ses révolutions scientifiques et politiques. Ils cherchent donc à accomplir une « décolonisation scientifique », à bâtir de nouveaux paradigmes extra-occidentaux. Selon Thomas Brisson<sup>174</sup>, maître de conférences en sciences politiques à l'Université Paris 8, la pensée de ce mouvement n'est pas foncièrement anti-occidentale mais provient de penseurs eux-mêmes « entre deux mondes », la plupart ayant quitté leur pays d'origine et étudié dans des pays occidentaux : « *les études postcoloniales sont nées de la ren-* contre, au sein des universités et des maisons d'édition américaines, de penseurs indiens, comme Gayatri Spivak ou Ranajit Guha, et de l'auteur palestinien Edward Saïd, figure tutélaire des postcolonial studies. Au même moment, des intellectuels d'origine chinoise revivifient la pensée de Confucius, qu'ils tentent d'adapter à la modernité. Ces derniers ne font pas partie

**" LES PEUPLES PREMIERS DONT LES STYLES DE VIE ONT PRÉSERVÉ LES DEUX POUMONS DE LA PLANÈTE À SAVOIR LA FORÊT AMAZONIENNE ET LA FORÊT DU GOLFE DE GUINÉE, ONT DES CONNAISSANCES AUTOCHTONES QUI NE FIGURENT JAMAIS DANS LES RAPPORTS TECHNOLOGIQUES "**

*des "études postcoloniales" au sens strict, comme leurs collègues indiens et arabes ; mais comme eux, ils cherchent à élaborer un contre-projet à la modernité occidentale. [...]*<sup>175</sup> »

D'autres auteurs insistent sur l'importance pour le Sud de trouver sa propre voie, de se démarquer de la vision occidentale du développement et de la croissance. Ainsi, dans son livre « Afrotopie », Felwine Sarr propose de penser l'Afrique à partir d'un projet de civilisation équilibrant les ordres économique, culturel et spirituel, rejetant la vision occidentale du développement<sup>176</sup>. Professeur de philosophie à l'Université Columbia de New York, Souleymane Bachir Diane s'inscrit également dans la lignée des penseurs postcoloniaux et décoloniaux. Dans son ouvrage « En quête d'Afrique(s)<sup>177</sup> » coécrit avec Jean-Loup Amselle, il invite à déconstruire le concept d'universalisme et à voir le pluriel du monde, un monde où il n'y a plus de centre ni de périphérie, où nous partageons la même condition humaine et où les cultures peuvent dialoguer entre elles sur cette base.

Cette vision postcoloniale remet également en cause la vision occidentalocentrée de la lutte contre le réchauffement climatique. Dans une tribune intitulée « Pourquoi la jeunesse africaine ne se mobilise pas pour le climat »<sup>178</sup>, Thierry Amougou, économiste camerounais et professeur à l'UCL, partage cette critique d'un récit climatique occidentalocentré qui oublie le savoir-faire des populations du Sud : « *les peuples premiers dont les styles de vie ont préservé les deux poumons de la planète à savoir la forêt amazonienne et la forêt du golfe de Guinée, ont des connaissances autochtones qui ne figurent jamais dans les rapports technoscientifiques* », dénonce Thierry Amougou.

Dans la suite de cette tribune, sous le titre « Nous sommes tous dans le même bateau mais tout le monde n'a pas accès aux canots de sauvetage »<sup>179</sup>, il replace le discours climatique dans une vision historique héritée du colonialisme : « *Les problèmes actuels liés au climat global sont une conséquence environnementale des rapports, à long terme entre Blancs-Noirs, Blancs-Rouges et Blancs-Jaunes où, non seulement les seconds de ces dyades ont fait l'objet d'exploitation, de mépris et de dominations, mais aussi où leur culture et le rapport spécifique à l'environnement qu'elles projetaient, ont été réprimés et évincés par le rapport ins-*

174 Thomas Brisson, Décentrer l'Occident. Les intellectuels postcoloniaux, chinois, indiens et arabes, et la critique de la modernité, éd. La Découverte, 2018  
 175 Extrait d'une interview publiée dans Libération, 31/08/2018, [www.liberation.fr/debats/2018/08/31/thomas-brisson-la-critique-postcoloniale-de-l-occident-se-fait-depuis-le-coeur-de-l-occident\\_1675851](http://www.liberation.fr/debats/2018/08/31/thomas-brisson-la-critique-postcoloniale-de-l-occident-se-fait-depuis-le-coeur-de-l-occident_1675851)  
 176 Voir Felwine Sarr, Afrotopie, éd. P. Rey, 2016. [www.mollat.com/livres/6851/felwine-sarr-afrotopia](http://www.mollat.com/livres/6851/felwine-sarr-afrotopia)  
 177 Souleymane Bachir Diane et Jean-Loup Amselle, En quête d'Afrique(s) : universalisme et pensée décoloniale, éd. Albin Michel, 2018  
 178 Le Monde, 24 mars 2019 [www.lemonde.fr/afrique/article/2019/03/24/pourquoi-la-jeunesse-africaine-ne-se-mobilise-pas-pour-le-climat\\_5440625\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/03/24/pourquoi-la-jeunesse-africaine-ne-se-mobilise-pas-pour-le-climat_5440625_3212.html)  
 179 Le Monde, 31 mars 2019 [www.lemonde.fr/afrique/article/2019/03/31/climat-nous-sommes-tous-dans-le-meme-bateau-mais-tous-n-ont-pas-acces-aux-canots-de-sauvetage\\_5443920\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/03/31/climat-nous-sommes-tous-dans-le-meme-bateau-mais-tous-n-ont-pas-acces-aux-canots-de-sauvetage_5443920_3212.html)

trumental à la nature du capitalisme occidental. ».

Pour Thierry Amougou, cette vision d'un monde global confronté à la même menace climatique devrait susciter une réponse commune de l'ensemble de la planète. Or, c'est tout l'inverse qui se produit selon l'économiste camerounais : « *Les migrants affluent en Europe en pensant non seulement que la sécurité sociale, politique et économique y est mieux assurée, mais aussi que ledit continent n'est pas sur la même nation-Terre que leurs pays d'origine. En retour, si l'Europe fortresse se consolide, c'est que de nombreux Européens veulent protéger tant leur culture que leur Etat-providence quand il existe. En conséquence, la protection du climat qui exige la transformation du monde en une seule nation, existe surtout dans les intentions et les discours et moins dans les pratiques politiques réelles. L'examen de ces dernières, notamment dans le domaine migratoire, montre que le climat a plusieurs nationalités. (...) Le discours énonce que nous sommes tous sur le même bateau, mais que tous n'ont pas accès aux canots de sauvetage. La pratique prouve que nous évoluons sur des ponts différents, en première ou seconde classe.* »

Comme le souligne Estelle Vanwambeke dans une analyse pour Oxfam-Magasins du monde<sup>180</sup>, la langue révèle aussi les désirs de domination

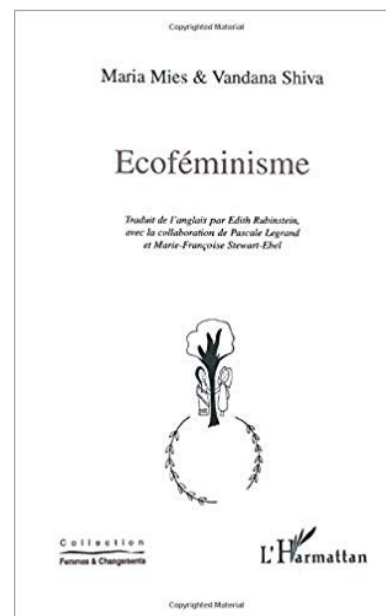
et les dominations réelles d'une personne sur une autre, ou d'un groupe sur un autre. À titre d'exemple, dans son ouvrage de 2007 intitulé *L'invention du Tiers-Monde*<sup>181</sup>, l'anthropologue colombien Arturo Escobar démontre, en plus de 400 pages, combien l'expression « Tiers-Monde » est une combinaison conceptuelle et linguistique construite pour servir les intérêts économiques des pays industrialisés du « Nord », envers des pays « sous-développés » ou « en voie de développement » du « Sud ».

### 3.3 L'ÉCOFÉMINISME ET L'ÉCOLOGIE VUE DU SUD

#### A) L'ÉCOFÉMINISME : UNE AUTRE FAÇON D'ENVISAGER L'ÉCONOMIE ET NOTRE RAPPORT À LA NATURE

L'écoféminisme n'est pas spécifique au Sud. Selon le site Wikipédia, « *le terme "écoféminisme" semble avoir été pour la première fois publié en 1974 par une féministe française, Françoise d'Eaubonne dans un ouvrage intitulé « Le féminisme ou la mort » mais ses principes auraient déjà été énoncés en 62 par Rachel Carson, dans son livre *Silent spring* (« Printemps silencieux ») qui par son retentissement, contribua à l'interdiction du DDT aux États-Unis, et c'est d'abord et surtout dans le monde anglophone que ce concept s'est développé*<sup>182</sup> ».

Aujourd'hui, de nombreux courants écoféministes<sup>183</sup> se sont développés



et cette étude n'a pas comme ambition d'approfondir chacun d'entre eux. On peut d'ailleurs constater que tous ces courants se rejoignent globalement dans la critique du patriarcat et du capitalisme, de la pensée unique soi-disant rationnelle qui a permis la marchandisation du vivant, la révolution verte et l'imposition du modèle de l'agro-industrie à travers le monde.

Afin de dégager des pistes utiles dans l'émergence de ce que nous avons appelé, dans la seconde partie, la « transition équitable », nous voulons ici mettre en avant l'écoféminisme socio-économique de Vandana Shiva et de Maria Mies qui ont publié en 1990 un essai intitulé sobrement « Écoféminisme »<sup>184</sup>. Cette analyse conjointe d'une femme du Sud et d'une femme du Nord, d'une physicienne et activiste

180 Estelle Vanwambeke, *Éducation permanente, langage et égalité de genre*, 2017, [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2017/07/29/education-permanente-langage-et-egalite-de-genre/#fn-43075-1](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2017/07/29/education-permanente-langage-et-egalite-de-genre/#fn-43075-1)

181 Arturo Escobar, *La invención del Tercer Mundo Construcción y deconstrucción del desarrollo* (2007). Fundación Editorial El perro y la Rana, Caracas.

182 Voir [fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89cof%C3%A9minisme](http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89cof%C3%A9minisme)

183 Pour en savoir plus, voir l'analyse de Jeanne Burgart Goutal, « Un nouveau printemps pour l'écoféminisme ? » publiée sur [www.cairn.info/revue-multitudes-2017-2-page-17.htm](http://www.cairn.info/revue-multitudes-2017-2-page-17.htm)

184 Vandana Shiva et Maria Mies, *Ecoféminisme*, éd. L'Harmattan, 1999.



environnementale indienne et d'une sociologue allemande, a le mérite d'offrir de nouveaux horizons communs, de concevoir une action commune au Nord et au Sud pour résister ensemble à la violence de la mondialisation de l'économie, sous la bannière du féminisme et de l'écologie.

La particularité des deux autrices est de considérer le capitalisme et le patriarcat comme deux systèmes ayant fusionné, donnant naissance à un patriarcat capitaliste. Selon elles, la société moderne, caractérisée par le capitalisme financier et la mondialisation, exerce sur les femmes et la nature son despotisme patriarcal socioéconomique et technologique.

Dans une analyse publiée en 2018<sup>185</sup>, Estelle Vanwambeke explique ce lien entre patriarcat et capitalisme que dénoncent les écoféministes du Sud : « Les écoféministes du Sud travaillent à démontrer combien cette histoire coloniale a dégradé les conditions de vie des communautés et de leur environnement, abîmé les savoirs liés à leur milieu, et comment l'industrialisation et la marchandisation du travail agricole, ainsi que les politiques néolibérales, ont radicalement transformé leurs pratiques productives. Dans de nombreux cas des femmes ont été reléguées à l'espace domestique et aux soins de la famille (donc au travail invisible, lié à la reproduction) là où avant elles occupaient un rôle de productrices

visible. L'anthropologue colombien Arturo Escobar a démontré combien les politiques de développement déployées après la guerre froide ont joué un rôle important dans cette rupture, sous prétexte d'étendre le progrès aux pays « sous-développés ». La révolution verte est un exemple emblématique de programme de développement à grande échelle qui a nié la possibilité même de l'existence d'un travail productif des femmes dans les pays du Sud, centrant les budgets et les activités de coopération sur la productivité des hommes, et reléguant par ricochet les femmes à l'espace domestique. Sans forcément se revendiquer écoféministes, des femmes – pour beaucoup paysannes – se sont organisées ici et là, avec une démarche profondément écoféministe, pour s'opposer à des projets industriels qui menaçaient leur territoire et ses ressources, ainsi que leur qualité de vie dans celui-ci. »

C'est dans cette logique que Shiva et Mies appellent toutes les femmes à prendre conscience de cette situation : elles sont l'élément permettant de contrer cette destruction. Selon l'écoféminisme socioéconomique, seule une révolution sociale pourra détruire les systèmes qui nourrissent et justifient les oppressions.

## "LA SOCIÉTÉ MODERNE, CARACTÉRISÉE PAR LE CAPITALISME FINANCIER ET LA MONDIALISATION, EXERCE SUR LES FEMMES ET LA NATURE SON DESPOTISME PATRIARCAL SOCIOÉCONOMIQUE ET TECHNOLOGIQUE"

Comme le rappelle Estelle Vanwambeke dans son analyse sur l'écoféminisme<sup>186</sup>, citant les travaux de Joël Martine, ce courant de pensée est aussi une manière de repenser notre modèle économique, en élargissant « l'éthique du care » à l'ensemble des activités économiques et non plus

aux seules activités réputées féminines comme les travaux domestiques et l'aide aux personnes. « Quand on travaille sur du vivant, dans le jardinage ou l'agriculture par exemple, une attitude de care est nécessaire, c'est évident. Seulement,

elle est moins mise en relief dans l'opinion que quand il s'agit de travaux réputés féminins, la cuisine par exemple », illustre Joël Martine<sup>187</sup>. « Le commerce équitable, les entreprises de l'économie solidaire, les coopératives de gestion des biens communs, les services publics (y compris ceux d'aide aux personnes !), etc., peuvent être considérés comme des bancs d'essai », selon l'auteur, pour mettre sur pied une économie plus solidaire et plus écologique.

### B) L'ÉCOLOGIE VUE DU SUD

Il s'agit du titre d'un essai du philosophe algérien Mohammed Taleb, paru en 2017.<sup>188</sup>

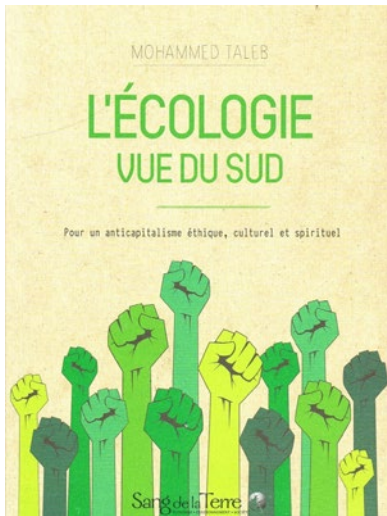
Pour l'auteur, écouter le Sud, c'est faire dialoguer les cultures et les

185 Estelle Vanwambeke, « Ce que l'écoféminisme nous dit sur la crise écologique », publié sur [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/12/31/ce-que-leco-feminisme-nous-dit-sur-la-crise-ecologique/#.XS2lQUfgol0](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/12/31/ce-que-leco-feminisme-nous-dit-sur-la-crise-ecologique/#.XS2lQUfgol0)

186 Op. cit.

187 Joël Martine, « Le débat sur le care dans le féminisme nord-américain et sa convergence avec l'écoféminisme », Les Possibles — No. 14 Été 2017, 19 septembre 2017 : [france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-14-ete-2017/debats/article/l-ecofeminisme-et-les-mobilisations-pour-l-environnement-dans-les-pays-du-sud](http://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-14-ete-2017/debats/article/l-ecofeminisme-et-les-mobilisations-pour-l-environnement-dans-les-pays-du-sud)

188 L'écologie vue du Sud: pour un anticapitalisme éthique, culturel et spirituel, Mohammed Taleb, éd. Sang De La Terre-Medial, 2014



civilisations, c'est faire aussi avancer le Nord. L'écologie, à l'instar de bien d'autres domaines, est traversée par un clivage central : à l'écologie dominante s'oppose l'écologie du Sud, comprise comme un ensemble réfractaire à l'hégémonie occidentale capitaliste. À la fois théorique et pratique, cette écologie est avant tout une démarche d'alternatives et de résistance qui a une portée universelle.

Du Burkina Faso aux luttes paysannes indiennes en passant par le Mouvement des « sans terre » au Brésil et la résistance écopaysanne palestinienne, Mohammed Taleb retrace une aventure écologique faite de spiritualité, de justice sociale et de pluralisme culturel. Et cette aventure n'est pas celle des « pauvres victimes » de la crise écologique mais celle de producteurs de sens, de créateurs d'analyse, d'inventeurs de solutions alternatives. On ne peut pas parler de l'écologie sans montrer la source de

cette écologie dans les pays du Sud. Selon Mohammed Taleb, celle-ci est profondément enracinée dans les classes populaires<sup>189</sup> alors qu'au Nord, l'écologie est plutôt l'apanage des populations aisées et est contrôlée par les experts ! L'écologie du Sud prend racine dans le sacré, dans l'héritage des anciennes civilisations, à l'inverse de la vision occidentale plus ancrée dans les sciences et dans les pratiques agricoles.

Pour Mohammed Taleb, qui se réclame également du courant écoféministe, il faut resacraliser notre lien avec la nature. Pour lui, il est fondamental d'étudier les causes de la crise écologique actuelle. Si on ne s'intéresse pas aux causes, on ne pourra pas repenser le système à l'origine de cette crise. Et pour bien comprendre, il faut revenir 500 ans en arrière. Car la cause principale se trouve, selon lui, dans l'évolution de la représentation culturelle de l'environnement en Occident. Jusqu'au 17<sup>e</sup> siècle, en Occident, la nature était autant matérielle que symbolique, immatérielle. Cette représentation a été perdue avec l'émergence du capitalisme. « *On a désymbolisé la nature* », explique Mohammed Taleb. Et comme la nature est devenue profane, on a pu la profaner. Cette tendance continue de plus belle aujourd'hui avec la biopiraterie (le pillage par les sociétés pharmaceutiques de remèdes naturels ancestraux détenus par les peuples autochtones) ou la privatisation du vivant.

L'un des enjeux actuels, pour Mohammed Taleb, est donc de **réhabiliter ces savoir-faire ancestraux et de les considérer comme un bien commun de l'humanité**. Pour éviter le désenchantement du monde causé par le capitalisme, il faut donc « réenchâter » notre relation au monde !

Cette démarche implique selon Mohammed Taleb le respect de trois conditions, ce qu'il appelle la réconciliation entre les 3J : la Justice écologique (justice climatique, biodiversité, équilibre ville-campagne), la Justice sociale et la Justesse intérieure (réconciliation avec soi, équilibre entre l'individuel et le collectif).

### 3.4 LE « BUEN VIVIR » ET L'ÉCOLOGIE DÉCOLONIALE D'ARTURO ESCOBAR

Apparu en Amérique latine, plus particulièrement en Equateur et en Bolivie, le concept de « *buen vivir* » s'appuie sur le principe d'une relation harmonieuse entre l'être humain et la nature, d'une vie communautaire faite d'entraide, de responsabilités partagées, de production collective et de distribution des richesses selon les nécessités des membres de la communauté. Il s'inscrit dans un courant plus large contestant la vision occidentale du développement<sup>190</sup>.

Né de diverses luttes sociales (paysans indigènes, Afrodescendants, environmentalistes, étudiants,

189 Voir le mouvement des paysans sans terre en Amérique latine, des intouchables, du mouvement Ekta Parishad en Inde...

190 Voir l'analyse « De la critique du développement à l'essor du *buen vivir*, ou comment changer le modèle », [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/09/24/de-la-critique-du-developpement-a-lessor-du-buen-vivir-ou-comment-changer-le-modele/#.XS2sgEfgol0](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/09/24/de-la-critique-du-developpement-a-lessor-du-buen-vivir-ou-comment-changer-le-modele/#.XS2sgEfgol0)

femmes, jeunes...), le *buen vivir* subordonne les objectifs économiques aux critères écologiques, à la dignité humaine et à la justice sociale.

À l'origine du *buen vivir*, il y a l'idée centrale de la cosmogonie indienne selon laquelle la nature est une personne en soi, animée, généreuse et fragile, à l'image de l'homme. Tous deux sont égaux, complémentaires et interdépendants. Ils veillent respectivement l'un sur l'autre et aspirent à une vie harmonieuse. La nature fournit aux êtres humains des ressources que ceux-ci prélèvent avec parcimonie à mesure de leur renouvellement. **Ces ressources appartiennent à la collectivité et la notion de propriété privée n'existe pas.**

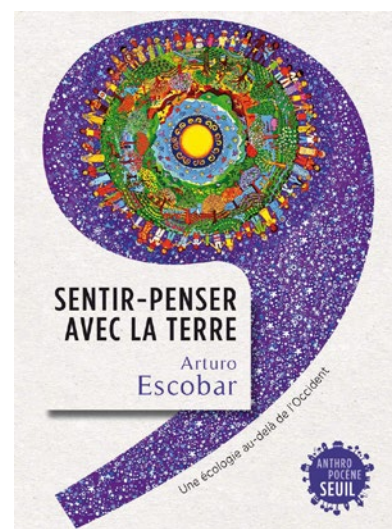
Ce concept entre également en résonance avec les mouvements de la décroissance au Nord et avec les questionnements sur les rapports Nord-Sud. « *Les revendications des indigènes sont porteuses d'un changement radical, avec une autre perception de l'homme, du temps et de la nature* », analyse Carlos Mendoza, chercheur au Centre tri-continental à Louvain-la-Neuve. « *C'est une pensée révolutionnaire qui critique les visions classiques du développement en refusant l'idée que nous supprimerons la pauvreté par une croissance économique infinie. Il n'est pas surprenant que la gauche latino se soit montrée sensible à ce discours.* »<sup>191</sup>

L'anthropologue colombien Arturo Escobar dénonce également la vision occidentale du développement que les pays riches veulent imposer aux pays pauvres, au nom de la lutte contre la pauvreté et du retard qu'ils auraient à rattraper. Loin d'être neutre ou bénéfique, cette notion de développement, tout comme celle de « progrès », impose aux pays « sous-développés » ou « émergents » une entrée forcée dans le marché néolibéral, creuse les écarts de richesse et déstabilise des tissus sociaux et écologiques. On trouve chez Michel Foucault la même approche critique de ce qu'il appelle la « rationalité politique néolibérale »<sup>192</sup>.

**Escobar dévoile la face cachée de ce processus qui aboutit à une forme de confiscation de la notion de développement par des « spécialistes » occidentaux :** « *Derrière le paravent des préoccupations humanitaires et des perspectives encourageantes annoncées par cette nouvelle stratégie, dénonce Arturo Escobar, de nouvelles formes de pouvoir et de contrôle, plus subtiles et élaborées, sont entrées en action. La capacité des pauvres à décider de leur vie et à la prendre en*

*main s'en est trouvée amoindrie comme sans doute jamais auparavant. Les pauvres sont devenus la cible de pratiques plus complexes, de divers programmes qui semblaient incontournables. C'était le type de développement que soutenaient activement les nouveaux organes du pouvoir aux États-Unis et en Europe, les services de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et des Nations unies, les universités, centres de recherche et fondations états-uniennes et européennes et les nouveaux services de planification des grandes capitales du monde sous-développé. Et il allait s'étendre*

**"C'EST UNE PENSÉE RÉVOLUTIONNAIRE QUI CRITIQUE LES VISIONS CLASSIQUES DU DÉVELOPPEMENT EN REFUSANT L'IDÉE QUE NOUS SUPPRIMERONS LA PAUVRETÉ PAR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE INFINIE. IL N'EST PAS SURPRENANT QUE LA GAUCHE LATINO SE SOIT MONTRÉE SENSIBLE À CE DISCOURS"**



191 Carlos Mendoza, Jean-François Pollet, « Le *buen vivir*, un petit laboratoire social importé du Sud », [www.cetri.be/Le-buen-vivir-un-petit-laboratoire](http://www.cetri.be/Le-buen-vivir-un-petit-laboratoire)

192 Ce concept désigne un cadre discursif où se déploient les valeurs inhérentes au néolibéralisme. Ces valeurs sont incorporées par les individus grâce à une série de discours et de pratiques politiques, institutionnels, bureaucratiques, médiatiques, etc. Voir à ce sujet l'ouvrage collectif « Rationalités néolibérales à l'œuvre : approche ethnographique », éd. Institut d'analyse du changement dans l'histoire et les sociétés contemporaines, UCLouvain, 2018, [www.gresea.be/Rationalite-neoliberalere-a-l-oeuvre-Approches-ethnographiques](http://www.gresea.be/Rationalite-neoliberalere-a-l-oeuvre-Approches-ethnographiques)

en quelques années à tous les aspects de la société.<sup>193</sup>»

Escobar insiste sur le caractère idéologique du concept de développement imposé par l'Occident : « *L'établissement d'un marché du développement en expansion constante est un corollaire de ce processus. La pauvreté, l'analphabétisme et même la faim sont devenus la base d'une activité lucrative pour les planificateurs, experts et fonctionnaires. Il ne s'agit pas de nier que le travail de ces institutions ait parfois des effets bénéfiques sur les populations. Mais il faut voir que le travail des organismes de développement n'a rien d'une action désintéressée au service des pauvres. En fait, le développement a été un succès dans la mesure où il a su intégrer, gérer et contrôler des pays et des populations de plus en plus en profondeur et à grande échelle. S'il a échoué à régler les problèmes fondamentaux du sous-développement, on peut dire – peut-être avec plus de pertinence – qu'il a réussi à créer un type de sous-développement que, dans l'ensemble, il a été possible de gérer sur le plan politique et technique.* »

### 3.5 CE QUE LES PEUPLES AUTOCHTONES PEUVENT NOUS APPRENDRE

À l'inverse de cette vision occidentalocentrée et du régime de domination et d'exploitation du monde qu'elle implique (colonisation, ex-

tractivisme, monoculture), Escobar invite à une écologie décoloniale et propose de repenser le sujet à partir de ses interactions avec le vivant. Comme les penseurs décoloniaux, il invite à déconstruire le mythe de l'universel moderne et de prendre acte de l'existence du « pluriversel ». Les études « pluriverselles » entendent rendre visibles les autres manières de connaître et de ré-exister au sens où les communautés ne font pas que lutter contre les spoliations mais élaborent d'autres modèles de vie, où l'humain n'est pas forcément déconnecté de la nature.

Ainsi, il s'inspire de l'idée de communs, des expériences communales étudiées par Félix Patzi en Bolivie, de la notion de « maillage » communal (Raquel Gutiérrez), des travaux de Pablo Mamani, au sujet notamment du caractère désinstitutionnalisant des luttes, de Gustavo Esteva et ses recherches sur les mouvements autonomes au Chiapas et à Oaxaca. La question du commun permet également d'aborder les questions de « féminisme communautaire », « dépatricialisation », et « relationalité », cette dernière fondée sur l'idée fondamentale selon laquelle il n'existe pas d'entité préexistante à la relation, l'entité se constituant dans la relation et donc demeurant en situation d'ouverture.<sup>194</sup>

Depuis des milliers d'années, les peuples autochtones, ou peuples racines, ont perpétué une approche du vivant et de l'harmonie sociale qui peut inspirer les sociétés modernes qui ont longtemps méprisé ces savoir-faire ancestraux et considéré l'être humain comme supérieur et déconnecté de la nature et des autres organismes vivants.

En 2007, l'Assemblée Générale de l'ONU adopte une « Déclaration des droits des peuples autochtones » reconnaissant leur droit à l'autodétermination interne. En vertu de

**"LA PAUVRETÉ, L'ANALPHABÉTISME ET MÊME LA FAIM SONT DEVENUS LA BASE D'UNE ACTIVITÉ LUCRATIVE POUR LES PLANIFICATEURS, EXPERTS ET FONCTIONNAIRES"**

ce droit, ces peuples peuvent définir librement leur statut politique et rechercher librement leur développement économique, social et culturel. La Déclaration précise que les peuples au-

tochtones ne peuvent être expulsés de leur terre et qu'ils ont le droit d'exploiter les ressources naturelles situées sur leur terre (mais pas celles du sous-sol). Cette Déclaration n'est malheureusement pas contraignante, même pour les Etats qui l'ont signée<sup>195</sup>.

Sans vouloir idéaliser les peuples racines, nous rejoignons Pierre Rabhi lorsqu'il souligne la richesse de leur culture et sa portée universelle : « **ce rapport sensible à la nature ferait énormément de bien**

193 Extrait de l'article « L'invention du développement », 2011, [www.alterinfos.org/spip.php?article4942](http://www.alterinfos.org/spip.php?article4942)

194 Voir Arturo Escobar, *Sentir-penser avec la Terre. L'écologie au-delà de l'Occident*, éd. Le Seuil, 2018. Voir la présentation de ce livre par Claire Gallien sur [lavedesidees.fr/Pour-une-ecologie-decoloniale.html](http://lavedesidees.fr/Pour-une-ecologie-decoloniale.html)

195 À noter que 4 Etats ont voté contre cette Déclaration : les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande.



*à nos sociétés dites modernes qui, non seulement se sont éloignées de la nature, mais la détruisent efficacement avec des innovations techniques produisant des super-machines impossibles à abolir sans un effondrement d'une ampleur jamais connue. (...) Ces observations sont pour mettre en évidence l'urgente nécessité des civilisés à retrouver et prendre soin de la matrice nature. L'eau que nous polluons n'est rien d'autre que nous-mêmes. Et il en va de même pour tout ce qui constitue notre physiologie issue des mêmes ingrédients naturels*<sup>196</sup>».

Il y a une réelle sagesse dans les discours de certains leaders autochtones, dont nous reproduisons des extraits ici, à méditer :

« Vous voulez nous acheter notre terre ? Mais vous oubliez que la terre ne nous appartient pas car c'est nous qui lui appartenons ».

**Chef indien Seattle** dans son discours « La fin de la vie et le début de la survivance »<sup>197</sup>.



Au premier Forum social à Porto Allegre en 2001, un intervenant autochtone a défini ce que signifie être autochtone : « Ce n'est pas une question de couleur de peau, a-t-il dit, ni même d'avoir reçu une éducation traditionnelle. C'est le fait d'être gardien-nn-e du trésor commun qu'est la terre<sup>198</sup> ».

« Les Blancs regardent la Terre à travers les yeux de la science occidentale comme un objet fini avec des limites, tout en utilisant les ressources de manière illimitée. Alors que c'est notre savoir qui est infini. Si nous pouvions voir le monde de cette manière, nous n'aurions pas les problèmes que nous connaissons aujourd'hui. (...) Comment expliquer qu'il y ait aujourd'hui autant de personnes dans le monde qui ne soient pas en harmonie avec la nature ? Que dit la Bible ? Dans la Genèse, il est écrit que les humains sont supérieurs à l'ordre naturel ; ce qui sous-entend qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent de la nature. Or c'est le contraire de ce que nous croyons dans notre culture. Si bien que lorsqu'ils sont venus dans notre pays, les Blancs ont commencé non seulement à terroriser nos peuples mais aussi l'ordre naturel. Sans avoir conscience qu'ils détruisaient leur futur. Le futur de leurs petits-enfants, pour au moins sept générations. <sup>199</sup>»

**Déné Choazé dit François Paulette**, peuple Déné, Canada

« Que signifie mapuche ? "Mapun" signifie "terre" et "che" signifie

"gens ". Nous sommes les gens de la terre. Dans le monde mapuche, l'essentiel est d'apprendre à être Terre et à être Soi. Un être connecté à la terre. C'est un long processus. Apprendre à semer, cultiver, protéger, prendre soin de la terre et des animaux, ou d'un animal qui dépend de la nature. Quand on comprend ce processus, on comprend ce qu'est « être terre ». Nous devons passer par ce chemin pour ensuite être une Personne. Cette deuxième étape est aussi une longue évolution, exigeante : elle consiste à devenir une personne honorable, respectable, qui ne ment pas, ne vole pas, ne trompe pas... Toutes les personnes ne sont pas une Personne, ni ne se comportent comme telle. Par Personne, nous entendons un véritable être humain, mentalement transformé, révolutionné. Ces concepts font partie de notre philosophie, de notre cosmo-philosophie. Parce que notre savoir et notre sagesse sont en lien avec l'équilibre naturel et l'harmonie de l'être humain.<sup>200</sup> »

**Jorge Quilaqueo**, peuple mapuche, Chili

« Le message que nous aimerions faire passer est que l'union est fondamentale : il faut s'organiser avec une conscience et une responsabilité universelles. Ce qui se passe chez les peuples autochtones affecte le monde entier, tout comme la fonte des glaciers affecte tous les êtres humains. Nous devons réagir face au changement climatique qui provoque inondations,

196 Préface de Pierre Rhabi du livre de Sabah Rahmani, « Paroles des peuples racines, plaidoyer pour la terre », éd. Actes Sud, 2019.

197 Voir [www.imagesetmots.fr/pages/litterature/texte\\_seattle.htm](http://www.imagesetmots.fr/pages/litterature/texte_seattle.htm)

198 Citation extraite de Starhawk, « Quel monde voulons-nous ? », op. cit. page 57.

199 Cité dans « Paroles des peuples racines », op. cit. pages 33-34.

200 Op. cit., page 113.

sécheresses, cyclones, et sans doute augmente les tremblements de terre et les tsunamis. À travers cette conscience, il est temps que tous les êtres humains ouvrent leurs cœurs, dans tous les domaines, comme l'économie et la politique, afin de chercher des solutions pour l'humanité et les nouvelles générations, aussi bien des communautés rurales qu'urbaines.<sup>201</sup> »

**Otomi Tolteca,**  
peuple Otomi, Mexique

### 3.6 L'EXPÉRIENCE ZAPATISTE AU CHIAPAS (MEXIQUE)

Le 1<sup>er</sup> janvier 1994, le soulèvement de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) avait lieu au Chiapas. L'objectif était de dénoncer les effets de l'accord de libre-échange nord-américain (Aléna), entré en vigueur en 1994, sur les peuples indigènes, contraints de cesser de cultiver leurs terres pour acheter les produits à moindre coût au Nord du continent. Ce mouvement a suscité, et suscite encore, un grand enthousiasme chez beaucoup d'intellectuel-le-s de gauche.

« Des penseurs comme Noam Chomsky, Immanuel Wallerstein ou Pablo Gonzalez Casanova continuent de soutenir que le zapatisme

est l'initiative politique la plus radicale du monde, et probablement la plus importante. Des millions de personnes trouvent auprès des zapatistes inspiration et espérance au milieu d'une crise profonde », déclarait Gustavo Esteva à l'occasion du vingtième anniversaire de la rébellion<sup>202</sup>.

Avant d'être une rébellion armée, le mouvement zapatiste est avant tout une expérience de transformation sociale et politique radicale. Il englobe la construction de l'autonomie dans les territoires du Chiapas où est implantée l'EZLN, avec des expériences originales dans les domaines de la gouvernance et de la prise de décision, de la gestion des ressources, de la justice, de l'éducation... Il s'agit d'une révolution basée sur l'autonomie et sur une forme de démocratie radicale (ou tout simplement, d'une démocratie au sens plein du terme, dans laquelle le peuple exerce lui-même les tâches de gouvernement). Il ne s'agit donc en aucun cas d'une autonomie entendue au sens d'une simple décentralisation des pouvoirs d'État, comme c'est souvent le cas dans les pays européens. Il s'agit de la construction d'une autre réalité sociale et politique, dans une pers-

pective antisystémique. Comme dit l'un des membres d'un Conseil de bon gouvernement, « l'autonomie est la construction d'une nouvelle vie »<sup>203</sup>.

Aujourd'hui, 25 ans plus tard, les Zapatistes n'ont pas disparu. Ils vivent dans les municipalités autonomes du Chiapas qu'ils avaient créées à partir de 1994. Dans ces territoires qu'ils gouvernent, les rebelles maintiennent leur propre organisation sociale et communautaire, sans aucune intervention de l'Etat. Vingt-cinq ans après l'insurrection zapatiste, rien n'a changé ou presque pour les indigènes mexicains. Et les causes du soulèvement armé de 1994 sont toujours présentes : les indigènes continuent à être des citoyens de seconde zone plongés dans la pauvreté, victimes du racisme et de l'exclusion sociale<sup>204</sup>.

### AUJOURD'HUI, LES REBELLES ZAPATISTES MAINTIENNENT LEUR PROPRE ORGANISATION SOCIALE ET COMMUNAUTAIRE, SANS AUCUNE INTERVENTION DE L'ÉTAT

Dans une chronique publiée sur le site « Reporterre.net », Jérôme Baschet revient sur la genèse du mouvement zapatiste au Chiapas et sur l'assassinat, en février 2019, d'un militant contre la construction de centrales thermo-électriques :

« Il y a cent ans, le 10 avril 1919, était assassiné Emiliano Zapata, le héros de la révolution mexicaine qui avait lutté pour que les communautés paysannes récupèrent leurs terres, ac-

201 Op. cit. page 92

202 Cité par Wikipédia dans la rubrique « zapatisme ». Gustavo Esteva, numéro spécial de l'hebdomadaire mexicain Proceso, édition spéciale n°43 (20 años después. El alzamiento zapatista), décembre 2013, p. 38. [fr.wikipedia.org/wiki/Zapatisme](http://fr.wikipedia.org/wiki/Zapatisme)

203 Op. cit., Extrait de [fr.wikipedia.org/wiki/Zapatisme#C3%89education\\_autonome](http://fr.wikipedia.org/wiki/Zapatisme#C3%89education_autonome)

204 Extrait de l'article de Patrick John Buffe publié le 04/04/2019 sur le site de RFI, [www.rfi.fr/ameriques/20190104-mexique-zapatisme-vingt-cinq-apres-le-soulevement-ezln-sous-commandant-marcos](http://www.rfi.fr/ameriques/20190104-mexique-zapatisme-vingt-cinq-apres-le-soulevement-ezln-sous-commandant-marcos)



Jérôme Baschet, spécialiste du Chiapas.

caparées par les grandes haciendas ; il avait également impulsé une forme de pouvoir populaire parfois qualifiée de « Commune de Morelos », du nom de l'État qui, non loin de Mexico, en constituait le bastion. Depuis, il est demeuré une référence pour toutes les luttes populaires, notamment paysannes et indiennes. Un peu partout, dans le Mexique d'en bas, on raconte que Zapata n'est pas mort. Depuis leur soulèvement, le 1er janvier 1994, les zapatistes du Chiapas le considèrent comme leur général en chef et disent qu'on l'aperçoit parfois chevauchant dans les montagnes. Depuis un siècle, des centaines de Zapatos sont morts en défendant leurs territoires contre la spoliation et la destruction. Le 20 février dernier, dans le Morelos, à quelques kilomètres du village natal de Zapata, l'un d'eux a été assassiné de deux balles dans la tête par des tueurs qui sont venus le chercher chez lui. Il s'appelait Samir Flores. Avec les autres habitants de son vil-

lage, Amilcingo, il luttait contre le « Projet Intégral Morelos » incluant la construction de deux centrales thermo-électriques alimentées par un gazoduc qui doit passer au pied du volcan Popocatepetl, dans une zone à haut risque sismique.<sup>205</sup> »

D'autres projets industriels et productivistes sont en cours et menacent l'équilibre des éco-systèmes et/ou des expériences d'auto-gestion des communautés installées dans cette région. « C'est à tous ces grands projets nuisibles que les zapatistes du Chiapas ont clairement dit non, le 31 décembre dernier, au moment de célébrer les 25 ans de leur soulèvement. Ils ont ainsi fait savoir qu'ils s'opposeraient avec la plus grande fermeté à ce qui impliquerait de détruire des territoires dans les-

quels s'expérimentent des formes d'auto-gouvernement populaire et des manières de vivre en partie soustraites à la tyrannie marchande. C'est bien d'une guerre entre les mondes – entre le productivisme mortifère et la volonté de préserver des formes de vie étroitement imbriquées à leur environnement – qu'il s'agit », conclut Jérôme Baschet.

### 3.7 SOLIDARITÉ AVEC LES DÉFENSEUR-EUSE-S DE L'ENVIRONNEMENT

Le mouvement zapatiste du Chiapas nous rappelle à quel point il est nécessaire de renforcer la solidarité avec les communautés défendant leurs droits humains et leur environnement. C'est le même combat que poursuivent, souvent au risque de leur vie, des défenseur-euse-s de l'environnement. En moyenne, rappelle Elisabeth Schneider, quatre défenseur-euse-s de l'environnement

**GLOBAL WITNESS DÉNONCE LE LIEN ENTRE LES ASSASSINATS DE DÉFENSEURS DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE MONDE ET LA CONSOMMATION DES PAYS RICHES**

sont tué-e-s chaque semaine dans le monde<sup>206</sup>. En 2017, ils-elles étaient au moins 207 à avoir été assassiné pour le combat en faveur de l'environnement dans 22 pays, dont

60% se trouvent en Amérique latine, selon l'ONG Global Witness<sup>207</sup>. Une autre ONG, Frontline, estime quant à elle ce nombre à 312 pour la même année 2017<sup>208</sup>. Selon le rapport de

205 Extrait de l'article de Jérôme Baschet « Au Mexique, les zapatistes du Chiapas s'opposent aux grands projets nuisibles », reporterre.net/Au-Mexique-les-zapatistes-du-Chiapas-s-opposent-aux-grands-projets-nuisibles

206 Elisabeth Schneider, Les Héros de l'environnement, éd. Le Seuil-Reporterre, 2018

207 Voir [www.nouvelobs.com/topnews/20180724.AFP4127/au-moins-207-defenseurs-de-l-environnement-tues-en-2017-annee-noire.html](http://www.nouvelobs.com/topnews/20180724.AFP4127/au-moins-207-defenseurs-de-l-environnement-tues-en-2017-annee-noire.html)

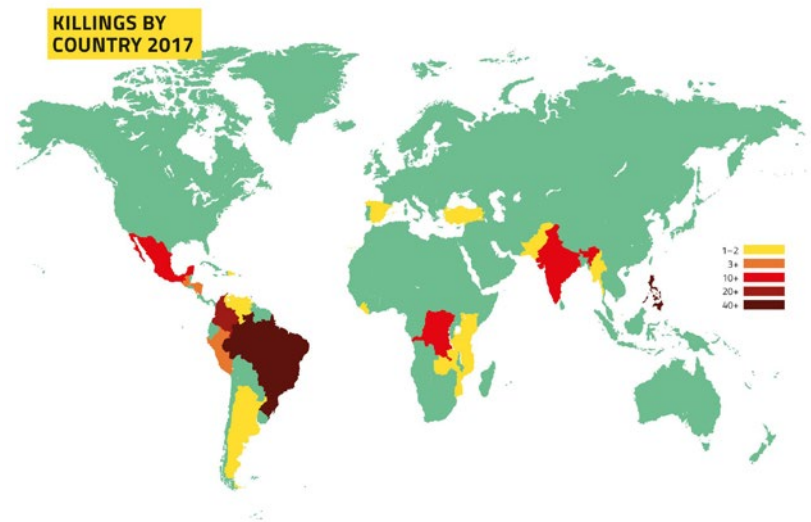
208 Voir [reporterre.net/312-defenseurs-de-l-environnement-et-des-droits-humains-ont-ete-assassines-en](http://reporterre.net/312-defenseurs-de-l-environnement-et-des-droits-humains-ont-ete-assassines-en)

Frontline, 80 % des meurtres ont eu lieu dans quatre pays seulement : le Brésil, la Colombie, le Mexique et les Philippines.

Global Witness dénonce le lien entre ces assassinats et la consommation des pays riches : au total, un quart des homicides (au moins 46, deux fois plus qu'en 2016) sont liés à l'"agrobusiness". Quarante ont eu lieu sur fond de disputes minières (33 en 2016), 26 en lien avec l'abat-tage de forêts, et un nombre record de 23 personnes, surtout des rangers africains, ont été tuées en tentant de protéger les animaux des braconniers.

En Inde, dans l'Etat de Tamil Nadu, 20.000 manifestants ont manifesté en mai 2018 contre la menace toxique de la fonderie Sterlite Copper, une filiale de Vedanta. Des policiers ont tiré à balles réelles sur les manifestants et ont tué 13 personnes. Fatima Babu, une ancienne professeure d'anglais qui anime depuis 23 ans la lutte contre l'entreprise polluante, pleure les morts : « *Quelque chose ne va pas dans le monde, les militants sont traités comme des terroristes, alors que nous sommes au contraire de vrais patriotes, qui refusons que notre pays soit vendu à des industriels qui en tirent profit !* ».

Pour Global Witness, le lien est clair entre cette violence et nos produits de consommation courante: « *agriculture de masse, mines, braconnage, abattage forestier... alimentent en composants et ingrédients pour*



Carte recensant les assassinats de défenseurs de l'environnement en 2017 par Global Witness, juillet 2018. Voir [bit.ly/2008R2S](http://bit.ly/2008R2S)

*les rayons de nos supermarchés, qu'il s'agisse d'huile de palme pour les shampooings, de soja pour le bœuf ou de bois pour nos meubles ».*

Le rapport de Frontline confirme cette vision : « *Les luttes commencent presque toujours dans le contexte de mégaprojets de l'industrie extractive, de l'agriculture industrielle ou touristique (écotourisme factice bien souvent) et d'autres projets de grandes entreprises. Il s'agit pour les militants de défendre des terres et les droits que les peuples autochtones ont sur elles. Dans le meilleur des cas, les gouvernements et les forces de sécurité se contentent de ne pas réagir aux menaces et aux attaques subies par les défenseurs des droits de l'homme. Dans les pires situations pour les défenseurs des droits, les forces de sécurité de l'État sont elles-mêmes responsables des massacres. La plupart des investisseurs internatio-*

*naux et leurs sociétés mères, dont le financement et le soutien ont permis de lancer ces projets, ne tiennent pas compte des droits des communautés locales et omettent de les consulter au stade de la planification des projets, même s'ils devraient légalement le faire, ce qui augmente le risque de confrontation.*<sup>209</sup> »

Une vision partagée par Amnesty International, qui dénonce particulièrement le rôle des industries du secteur minier : « *Comparé à d'autres secteurs, ces agissements sont particulièrement nombreux dans le secteur des industries extractives. Au regard de l'impact de ces industries sur les ressources terrestres et hydriques, un tel constat n'est pas étonnant. Il arrive que des villages entiers soient déplacés de force pour permettre les activités extractives. La pollution ou l'utilisation abusive des ressources en eau privent les*

209 Op. cit.



populations d'eau saine et de nourriture (agriculture, pêche). Les opérations sécuritaires musclées destinées à protéger les sites d'exploitation sont un problème récurrent surtout quand elles interviennent dans des pays marqués par des conflits. En outre, l'extraction des ressources naturelles entraîne rarement l'amélioration de la vie et des droits des populations concernées.<sup>210</sup> »

Pour Global Witness, il est urgent que les gouvernements et les entreprises prennent des mesures pour mettre fin à ce massacre : « Des activistes locaux sont assassinés tandis que des gouvernements et des entreprises privilégient les profits rapides par rapport à la vie humaine ». Mais, selon l'ONG, les citoyen-ne-s devraient aussi réagir face à cette situation : « Et nous, consommateurs, devons exiger que les firmes prennent leurs responsabilités ».

### 3.8 LE BHOUTAN, LE PAYS DU « BONHEUR NATIONAL BRUT »

Et si on mesurait le bonheur plutôt que la richesse ? C'est l'idée un peu farfelue qui a traversé l'esprit de Jigme Singye Wangchuck, alors roi du Bhoutan, en 1972. Le concept du Bonheur national brut (BNB) était né, calqué sur le Produit intérieur brut (PIB), outil de mesure traditionnel de la santé économique d'un pays.

Depuis, l'idée a fait son chemin, se transformant en véritable indicateur économique, repris sous diverses formes par l'ONU et l'OCDE entre autres. Aujourd'hui, les pays scandinaves font figure de modèles dans ces classements alors que la France cherche à s'emparer de la mesure du bonheur<sup>211</sup>.

L'environnement est capital dans le concept du bonheur national brut. La constitution exige au moins la préservation de 60% de forêt sur le territoire. Aujourd'hui, le Bhoutan est le seul pays "carbone négatif" au monde. Et il espère devenir aussi 100% bio d'ici 2020. Le bonheur est mesuré par les autorités au travers de sondages et chaque loi doit prouver qu'elle le renforce réellement. Mais le pays a aussi ses problèmes. Un Bhoutanais sur dix vit encore sous le seuil de pauvreté, l'alcoolisme est répandu et le chômage touche particulièrement la jeunesse.

### 3.9 L'IMPORTANCE DE CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ CIVILE INTERNATIONALE

Selon Juan Martinez Alier, la gouvernance environnementale ne peut plus se concevoir uniquement dans le cadre des États. Il faut y associer la société civile du monde entier et examiner les enjeux environnementaux

sous le prisme des rapports de pouvoir et des droits humains.

En effet, comme le disent les Nations Unies, les changements climatiques ont des conséquences directes sur l'ensemble des droits humains, en particulier les droits à la vie, à la santé, à l'hébergement, à un niveau de vie suffisant, à l'alimentation, à l'eau et à l'assainissement, ainsi qu'à l'autodétermination des peuples. Par ailleurs, ils touchent de manière disproportionnée les populations les plus pauvres ou victimes de discrimination, en particulier les femmes et les peuples autochtones<sup>212</sup>.

Le mouvement altermondialiste a influencé la vision que le Nord portait sur les acteurs de la société civile au Sud. Le premier Forum Social Mondial a vu le jour au Brésil, et s'est ensuite reproduit un peu partout dans des pays du Nord et du Sud, avec des succès variables. De ce mouvement sont nées quelques initiatives visant à plus de synergies Nord/Sud pour rendre le monde plus juste. Plus récemment, en 2018, a eu lieu un sommet intitulé « Bandung du Nord » réunissant des militants antiracistes, féministes et anticapitalistes avec comme objectif de décoloniser l'Occident<sup>213</sup>, ce qui permettrait de construire des relations Nord/Sud sur de nouvelles bases.

**AUJOURD'HUI, LE BHOUTAN EST LE SEUL PAYS "CARBONE NÉGATIF" AU MONDE. ET IL ESPÈRE DEVENIR AUSSI 100% BIO D'ICI 2020**

210 Extrait du site [www.amnesty.be/camp/droits-economiques-sociaux-et-culturels/les-thematiques/article/entreprises-l-obligation-de-rendre-des-comptes](http://www.amnesty.be/camp/droits-economiques-sociaux-et-culturels/les-thematiques/article/entreprises-l-obligation-de-rendre-des-comptes)

211 Voir [www.europe1.fr/economie/cest-quoi-le-bonheur-national-brut-3624008](http://www.europe1.fr/economie/cest-quoi-le-bonheur-national-brut-3624008)

212 Voir [www.amnesty.be/infos/actualites/climat-droits-humains](http://www.amnesty.be/infos/actualites/climat-droits-humains)

213 Voir [www.politis.fr/articles/2018/05/un-bandung-du-nord-antiraciste-feministe-et-anticapitaliste-38799/](http://www.politis.fr/articles/2018/05/un-bandung-du-nord-antiraciste-feministe-et-anticapitaliste-38799/)

L'association Via Campesina a joué un rôle important dans la participation des mouvements paysans du Sud dans des actions de pression politique et de sensibilisation sociale. Les forums alternatifs, organisés en parallèle aux conférences internationales des Nations Unies ou des institutions financières, ont également renforcé l'idée que les ONG du Nord et du Sud doivent agir de manière concertée à travers des réseaux nationaux, régionaux et internationaux. Il est évident que le rôle des pays émergents a aussi joué un rôle considérable dans ces synergies entre acteurs du Nord et du Sud. Les mouvements sociaux en Inde ou au Brésil sont très actifs et bien organisés. Ils parviennent à agir et à se faire entendre malgré un contexte sociopolitique marqué par l'injustice et les inégalités. Leurs membres ont en général un bon niveau d'éducation, et utilisent les nouvelles technologies pour mobiliser et faire connaître leurs combats<sup>214</sup>.

Dans une étude portant sur la lutte contre le terrorisme et les conflits internationaux, Mary Kaldor, professeur et directeur du Centre pour l'étude de la gouvernance globale à la London School of Economics and Political Science, conclut sur l'importance de

faire émerger une société civile mondiale : « *je ne vois pas d'autre issue à la dangereuse impasse actuelle que d'essayer d'établir un ensemble de règles mondiales basées sur le consentement. Nous devons trouver des moyens de minimiser la violence au niveau mondial, de la même manière que les premiers penseurs modernes envisageaient la société civile comme un moyen de minimiser la violence à l'intérieur des États. Il nous faut engager un débat sur ce qui peut être fait en ce sens.* »<sup>215</sup>.

Cette conclusion s'applique également à la lutte contre les inégalités et contre les effets des changements climatiques. Nous pouvons citer beaucoup d'exemples où la société civile peut amener un nouvel éclairage et inciter les États à agir. Ainsi, en France, sous le titre de l'Affaire du Siècle, trois associations (la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme, Greenpeace France et Oxfam France) ont décidé, au nom de l'intérêt général, d'attaquer l'État français en justice pour qu'il respecte ses engagements cli-

matiques et protège les vies, les territoires et les droits de la population<sup>216</sup>. Dans une démarche semblable bien que plus symbolique s'est tenu en 2016-2017 à La Haye le tribunal populaire contre Monsanto<sup>217</sup>. Constitué de juges et de membres de la société civile du Nord comme du Sud, ce tribunal provisoire et populaire a conclu que les activités de Monsanto ont un impact négatif sur les droits humains fondamentaux, qu'il faut imposer aux entreprises multinationales de meilleures réglementations pour protéger les victimes et que le droit international doit être amélioré pour mieux protéger l'environnement, et donc inclure le crime d'écocide.

Pour construire cette société civile internationale, il faut encourager les mouvements qui rassemblent des citoyen-nne-s du Nord et du Sud dans un objectif commun, tels que Via Campesina<sup>218</sup>, ILC (International Land Coalition<sup>219</sup>) ou des ONG plus connues comme Oxfam ou Amnesty International qui travaillent avec des associations de terrain partout dans le monde. Il faut également accepter de changer de cadre, de sortir du discours et des indicateurs « productivistes » pour envisager une économie plus résiliente et un autre rapport avec la nature. Pour cela, le Sud peut clairement apporter sa contribution !

**POUR CONSTRUIRE CETTE SOCIÉTÉ CIVILE INTERNATIONALE, IL FAUT ENCOURAGER LES MOUVEMENTS QUI RASSEMBLENT DES CITOYEN-NNE-S DU NORD ET DU SUD DANS UN OBJECTIF COMMUN**

**"NOUS DEVONS TROUVER DES MOYENS DE MINIMISER LA VIOLENCE AU NIVEAU MONDIAL, DE LA MÊME MANIÈRE QUE LES PREMIERS PENSEURS MODERNES ENVISAGEAIENT LA SOCIÉTÉ CIVILE COMME UN MOYEN DE MINIMISER LA VIOLENCE À L'INTÉRIEUR DES ÉTATS"**

214 Paragraphe extrait d'une analyse publiée en 2012 : Roland d'Hoop, Education au commerce équitable : l'évolution du concept de partenariat Nord/Sud, [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2012/01/26/education-au-commerce-equitable-levolution-du-concept-de-partenariat-nordsud-dans-leducation-au-developpement-menee-au-nord/#.XS7qDDfgo0](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2012/01/26/education-au-commerce-equitable-levolution-du-concept-de-partenariat-nordsud-dans-leducation-au-developpement-menee-au-nord/#.XS7qDDfgo0)  
 215 Voir l'étude de Mary Kaldor, « L'idée de société civile mondiale », [journals.openedition.org/rsa/517](http://journals.openedition.org/rsa/517)  
 216 Voir [laffaireduesiecle.net/](http://laffaireduesiecle.net/)  
 217 Voir [fr.monsantotribunal.org/](http://fr.monsantotribunal.org/)  
 218 [viacampesina.org/fr/](http://viacampesina.org/fr/)  
 219 [www.landcoalition.org/fr](http://www.landcoalition.org/fr)

### 3.10 EXPÉRIENCES DE TRANSITION DANS LE SUD

Le Sud n'a pas attendu la vague des villes en transition de Rob Hopkins pour mettre en place des projets favorisant une économie plus résiliente et une agriculture durable. Un peu partout, des citoyen·ne·s s'activent dans des projets porteurs à la fois sur le plan social et écologique qui sont riches d'inspiration pour les pays du Nord.

L'ouvrage réalisé en 1999 par le Réseau Réciprocité des Relations Nord-Sud présente des dizaines d'exemples de savoirs d'Afrique, d'Amérique latine ou d'Asie qui ont un intérêt pour les pays occidentaux : techniques agronomiques, pratiques médicales et psychiatriques, épargne et crédit, approches actives de la citoyenneté, pédagogie, théâtre populaire... Des exemples qui viennent d'ailleurs souvent de populations marginalisées qui ont inventé des solutions exigeant peu de moyens financiers et énergétiques... ce qui a d'autant plus d'intérêt dans notre monde en transition.

En France, d'autres expériences d'échanges de pratiques Sud/Nord ont montré leur intérêt : en Aquitaine, un institut de formation se réfère aux pratiques participatives mises en place par le Mouvement des sans-terre brésiliens pour animer une radio locale. Le microcrédit pour soutenir de petits entrepreneurs s'est développé en France

suite aux initiatives mises en place par la Grameen Bank au Bangladesh. Le principe dont s'inspire l'Agence d'urbanisme de Dunkerque dans son projet d'« Accession sociale par la construction en aide mutuelle » vient des mutirões brésiliennes : ces pratiques de construction d'habitat dans les quartiers populaires de Sao Paulo permettent à des habitants regroupés en coopérative de construire ensemble leur logement et d'y accéder à des coûts 20 à 30% moins élevés que ceux du marché<sup>220</sup>.

Citons encore d'autres exemples d'expériences inspirées du Sud : le principe du Budget participatif à Porto Alegre au Brésil a été repris par des municipalités un peu partout en Europe ; l'usage des insecticides biologiques pratiqué en Inde ou en Afrique (à base d'huile de Neem) a été utile pour développer l'agriculture biologique dans les pays du Nord ; en 1989, Kofi Yamgnane, maire de la commune bretonne de Saint-Coulitz, y a expérimenté une institution traditionnelle en Afrique, le conseil des anciens, une initiative reprise également par d'autres villes comme Mulhouse ou La Roche-sur-Yon<sup>221</sup>...

Les quelques exemples proposés ici sont évidemment loin d'être exhaustifs mais sont représentatifs de démarches citoyennes parfois mé-

connues au Nord, plus habitué à véhiculer une image misérabiliste des pays du Sud.

#### A) MAROC : DES COMMUNES FONT LE PARI DE LA GESTION PARTICIPATIVE

Dans le Sud du Maroc, la culture berbère, très présente, se traduit par de nombreux projets collectifs et citoyens. Anne-Françoise Nicolay, chargée au sein de la commune de Jette d'un programme de renforcement des compétences de communes au Sud du Maroc, témoigne du caractère inspirant, pour notre propre société, de cet esprit communautaire :

« Ce qui m'a le plus impressionnée, c'est cet investissement. C'est un peu culturel aussi car c'est la manière de fonctionner de cette société

amazighe qui fait beaucoup de travail communautaire. (...)

La commune de Belfaâ a fait 52 ateliers pour le budget participatif et donc ce sont les habitants qui pouvaient décider de ce qu'ils voulaient en priorité

pour leur village et ils choisissent ensemble. Il y a des groupes de réflexion chez les femmes, chez les jeunes, chez les petits de l'école primaire, chez les vieux, chez les hommes, et après on met tout en commun et ils décident ensemble des priorités de développement pour le village. Je pense que, à partir du moment où ils sont dans des proces-

**"NOUS, EN TANT QUE BELGES, ON EST TOUJOURS EN DEMANDE PAR RAPPORT AUX INSTITUTIONS, ALORS QU'ICI C'EST LA SOCIÉTÉ CIVILE QUI FAIT ÉVOLUER LES INSTITUTIONS"**

220 Extrait de la brochure publiée par AITEC, l'Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs, aitec.reseau-ipam.org/IMG/pdf/FICHES\_BAT.pdf  
221 Voir oicd.org.free.fr/SiteNov2011/Reciprocite.htm

*sus participatifs, cela a du sens et apporte de la transition politique et sociale.»<sup>222</sup>*

Anne-Françoise Nicolay estime que ce type de projet de transition mené au Sud peut inspirer nos propres projets : « *Quand on a des jeunes Bruxellois qui viennent ici, la réflexion qu'ils font en priorité c'est : "Waouw ! ces gens, qu'est-ce qu'ils travaillent !, qu'est-ce qu'ils s'investissent !" . Et ces jeunes réalisent que nous, en tant que Belges, on est toujours en demande par rapport aux institutions, alors qu'ici c'est la société civile qui fait évoluer les institutions, c'est une démarche tout à fait différente qui est plus proche de la transition.* » Selon Anne-Françoise Nicolay, ces interactions sont bénéfiques tant pour le Nord que pour le Sud : « *je pense que nous sommes complémentaires, moi en tant que fonctionnaire communale j'apprends énormément ici au Maroc, de même que la société civile d'ici. Les échanges sont intéressants des deux côtés, les discussions, les rencontres et c'est cela qui va permettre d'arriver vers un développement plus durable. Si on croise les points de vue cela peut être très riche.* »

## **B) LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, UNE ÎLE EN TRANSITION**

Cette île des Caraïbes souffre de plus en plus des effets des changements climatiques : les cyclones sont plus violents et plus fréquents, le rythme des pluies est de plus en

plus perturbé. À cela s'ajoutent les pratiques de l'agro-business, notamment les grandes exploitations de canne à sucre et les mines d'or qui menacent les forêts et polluent les sols et les rivières. Mais les organisations paysannes ne s'avouent pas vaincues. Des coopératives encouragent les femmes à se former à l'agroécologie et à la gestion. Petit à petit, dans ce pays très machiste, les femmes ont réussi à imposer à leurs maris le fait qu'elles puissent développer des projets et participer à la prise de décision.

La société civile s'est mobilisée contre un projet du Parlement qui voulait imposer l'utilisation de semences industrielles et transgéniques. « *Nous avons gagné la bataille mais devons rester vigilantes, continuer à former à l'agroécologie et pousser nos stagiaires à diffuser leurs savoirs au sein de leur communauté. Ces échanges préparent nos exploitations à vivre dans un monde au climat changeant tout en luttant contre le néolibéralisme qui veut réduire les peuples au servage* », témoigne Lidia Ferrer, une militante paysanne<sup>223</sup>.

## **C) TOGO : QUAND LA CRÉATIVITÉ ET LA DÉBROUILLARDISE PERMETTENT DE CONSTRUIRE SES PROPRES OUTILS**

Le mouvement do-it-yourself est très ancré en Afrique et existe depuis bien plus longtemps que celui des repair cafés en Europe. Au Togo, l'association Ecoteclab aide les personnes à construire leurs propres

outils avec des matériaux de récupération : par exemple une girouette, pour faire des relevés météo afin de prévoir avec plus de certitude le temps qu'il fera, un séchoir solaire, pour conserver les piments, légumes feuilles et mangues sans dégrader la couleur et la valeur nutritives des aliments. Le projet se veut participatif et créatif : « *On fabrique tous nos outils avec des matériaux de récupération* », précise Ousia Foli-Bebe, un des animateurs du projet. « *Nous choisissons une réalisation puis nous regardons les outils et les matériaux dont nous disposons et imaginons ensemble comment la fabriquer.* »

Ecoteclab repose sur un noyau de 6 animateurs autour desquels gravitent une centaine de personnes. Les réalisations sont très diverses : une imprimante 3D, un four solaire, un compteur à eau pour borne fontaine qui fournit dans les quartiers l'eau aux familles, un bio-digesteur.

Ecoteclab vise aussi à former les jeunes Togolais à entretenir leurs outils de travail : « *Lorsqu'une machine est importée, elle marche un moment, puis est abandonnée à la première panne, car personne ne sait comment la réparer. Ici nous fabriquons nous-même nos machines avec leurs futurs utilisateurs. Il est sûr qu'elles seront entretenues avec soin pendant longues années.*<sup>224</sup> »

222 Extrait de l'article « Une autre transition est possible au Sud du Maroc », [www.iteco.be/revue-antipodes/co-transition/article/une-autre-transition-est-possible-au-sud-du-maroc](http://www.iteco.be/revue-antipodes/co-transition/article/une-autre-transition-est-possible-au-sud-du-maroc)

223 Voir « La République Dominicaine, une île en transition » de Santiago Fischer, *Imagine* n°133, page 42.

224 Voir l'article paru dans *Imagine*, n°124, novembre 2017, [www.imagine-magazine.com/lire/spip.php?article2384](http://www.imagine-magazine.com/lire/spip.php?article2384)



## CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE

Les pays du Sud ont beaucoup de savoirs et savoir-faire à transmettre au monde afin de lutter plus efficacement contre les inégalités et pour le respect de l'environnement, mais aussi pour construire de nouvelles formes de démocratie.

Des expériences d'autogestion menées au Chiapas aux concepts de « *Buen vivir* » en Equateur, du « Bonheur National Brut » au Bhoutan à la sagesse des peuples autochtones en passant par l'écoféminisme de Vandana Shiva... ce ne sont pas les sources d'inspiration qui manquent.

Et pourtant, où se trouve le Sud dans le discours de la Transition tel qu'on le conçoit ici, au Nord ?

Cyril Dion n'en parle pas dans son petit manuel de résistance contemporaine, qui semble surtout s'adresser au monde occidental. Et Pierre Rabhi ? Et Rob Hopkins ? Difficile de trouver chez ces auteurs des solutions pour inclure les pays pauvres dans le grand récit de la Transition écologique, même si leur

pensée est aussi inspirée d'expériences menées au Sud.

C'est pourtant le Sud qui se trouve en première ligne face au réchauffement climatique et face aux projets destructeurs de l'industrie extractive ou de l'agro-business. Et les défenseur.euse.s de l'environnement y paient un lourd tribut pour leur engagement en faveur de la préservation de leur éco-système : assassinats, menaces, harcèlements, déplacements forcés de population...

### TROP SOUVENT, LES PAYS DU SUD SONT D'ABORD VUS COMME DES PAYS « DANS LE BESOIN »

Trop souvent, les pays du Sud sont d'abord vus comme des pays « dans le besoin ». Ils possèdent pourtant des savoirs et des savoir-faire qui pourraient profiter à l'ensemble de la planète et qui sont trop souvent ignorés voire dénigrés. Or, comme le souligne le Réseau Réciprocité des Relations Nord-Sud<sup>225</sup>, « *l'échange d'expériences – y compris de celles qui se sont révélées constituer des impasses – de connaissances et de savoir-faire permet à chacun de prendre du recul par rapport à son action et de l'améliorer. (...) Cette mise en relation peut avoir un autre but. En effet, ceux qui se rencontrent se situent au même niveau, sur un*

*pied d'égalité. Un vrai dialogue, réciproque et symétrique est donc possible. Car ces acteurs sont motivés par le fait d'affirmer et de pérenniser leurs expériences locales ».*

Ce travail d'échanges implique évidemment un changement de posture de la part de ceux qui ont été habitués à montrer l'exemple et souvent à imposer leur vision et leur manière de faire : « *Imbus de leur science et de leur supériorité, de nombreux habitants des pays du Nord ont longtemps pensé que leurs savoirs avaient une portée universelle et qu'il suffisait de les colporter aux quatre coins de la planète. Ceux du Sud, plus modestes, savent que leurs savoirs naissent et s'épanouissent dans un contexte particulier et que, comme tels, ils ne prétendent pas à l'universalité*<sup>226</sup> ».

Il nous faut bâtir de nouveaux ponts, réinventer l'avenir ensemble, Nord et Sud, construire une société civile internationale plus forte et s'ouvrir à de nouvelles formes de partenariats basés sur l'écoute et sur le respect mutuel. Cela ne peut se faire sans remise en cause du modèle capitaliste productiviste et sans tenir compte de la dette écologique qu'ont les pays du Nord vis-à-vis des pays du Sud.

225 « Savoirs du Sud – Connaissances scientifiques et pratiques sociales : ce que nous devons aux pays du Sud », éd. Charles Léopold Mayer, 1999.  
226 Op.cit. page 13

# CONCLUSION GÉNÉRALE

*Dans la première partie, nous avons vu que le poids de l'histoire et de la domination des pays occidentaux a fortement contribué aux inégalités mondiales et les aggrave encore.*

Dans la deuxième partie, nous avons montré à quel point les luttes contre les inégalités sont indissociables des luttes climatiques. Nous avons insisté sur l'importance d'associer les pays du Sud à la manière de faire face à ces enjeux. Nous avons également vu comment le mouvement du commerce équitable et celui de la Transition pourraient s'allier afin de porter un nouveau récit mobilisateur, à travers ce que l'on pourrait appeler « la transition équitable ».

Dans la troisième partie, nous avons montré que les pays Sud ont beaucoup de savoirs et de savoir-faire à partager pour nourrir la réflexion et les alternatives à mettre en place. Nous avons plaidé pour le renforcement d'une société civile internationale capable de porter ces alternatives et de lutter contre les effets destructeurs du capitalisme productiviste.

Tout au long de cette étude, nous avons fait état de graves crises qui

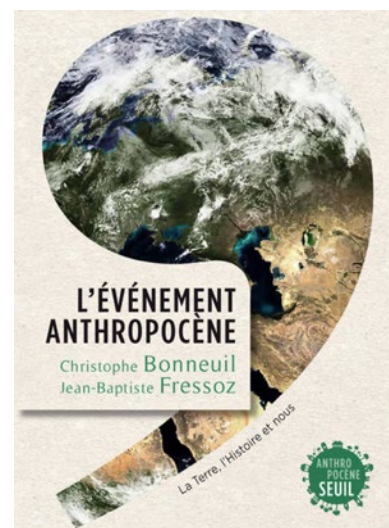
nous menacent, au Nord comme au Sud, partout sur la planète, tant sur le plan des inégalités que sur le plan environnemental. Il s'agit en fait d'une crise de civilisation, d'une crise de modèle, celui du capitalisme productiviste basé sur les énergies fossiles pas chères. Mais comme l'avertit Christophe Bonneuil<sup>227</sup>, la transition

risque de ne pas être un long fleuve tranquille et on ne pourra pas compter sur l'épuisement des réserves de pétrole pour voir le modèle capitaliste s'éteindre doucement : « Depuis les années 1970, le mouvement écologiste a mis l'accent sur ces limites [d'énergies fossiles]. Mais en matière de réserves en ressources fossiles, nous avons, selon une étude publiée en 2015<sup>228</sup>, largement de quoi augmenter la température globale de la planète de plus de 8°C, et le niveau des océans de 30 mètres au cours du 3e millénaire. Nous ne pouvons donc plus compter sur ces limites et sur une pénurie de ressources – le fameux "pic" pétrolier

– pour nous arrêter à temps. Seul le volontarisme politique, aiguillonné par une insurrection des sociétés civiles, peut permettre d'éviter le pire.<sup>229</sup> »

Il ne s'agit donc plus, comme le propose au départ le mouvement de la Transition, de préparer l'ère de l'après pétrole mais bien de se préparer à un monde en proie à de grands bouleversements. Écoutons encore Christophe Bonneuil sur l'urgence à imaginer, dès maintenant, un nouveau modèle : « Nous connaissons l'existence de réserves fossiles sous nos pieds, que pourtant nous devons absolument apprendre à ne pas extraire. C'est en cela qu'il nous faut sortir d'un modèle de développement qui date de 500 ans, quand les conquistadores tuaient des Amérindiens pour

**IL NE S'AGIT DONC PLUS, COMME LE PROPOSE AU DÉPART LE MOUVEMENT DE LA TRANSITION, DE PRÉPARER L'ÈRE DE L'APRÈS PÉTROLE MAIS BIEN DE SE PRÉPARER À UN MONDE EN PROIE À DE GRANDS BOULEVERSEMENTS**



227 Historien et directeur de recherche au CNRS, co-auteur de « L'événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous » (Seuil, « Points Histoire », 2016)

228 R. Winkelmann, A. Levermann, A. Ridgwell, K. Caldeira, « Combustion of available fossil-fuel resources sufficient to eliminate the Antarctic Ice Sheet », Science Advances, 1 (2015).

229 Extrait de « Seule une insurrection des sociétés civiles peut nous permettre d'éviter le pire », interview parue le 16/10/2018 sur [www.bastamag.net/Climat-et-effondrement-Seule-une-insurrection-des-societes-civiles-peut-nous?fbclid=IwAR1DUenirh5d68x000t-uj00Epa6BUTP5z9ndgAmVEoVyNGxpjcr0y8zkk#nb36-13](http://www.bastamag.net/Climat-et-effondrement-Seule-une-insurrection-des-societes-civiles-peut-nous?fbclid=IwAR1DUenirh5d68x000t-uj00Epa6BUTP5z9ndgAmVEoVyNGxpjcr0y8zkk#nb36-13)

quelques kg d'or ou d'argent. Ce modèle qu'il faut dépasser, c'est le capitalisme : il ne s'agit pas seulement de revenir à un capitalisme keynésien avec un peu plus d'écologie dedans. Notre conception de l'individu, "par lui-même un tout parfait et solitaire" selon Rousseau, notre conception des êtres autres qu'humains, de la vie bonne et de la propriété, doivent être repensés. Nous devons travailler la question des communs. Et, au-delà d'une modernité industrielle en faillite, nous devons nous inventer des devenir terrestres. En politique, il est temps que le sérieux change de camp. Des leaders politiques, des institutions ou des entreprises ne peuvent plus être considérés comme sérieux s'ils n'ont pas des propositions claires, pour réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre et l'empreinte écologique d'ici cinq ans. S'ils placent la compétitivité, la croissance et le business avant, ils devront laisser la place à des politiques plus à même de préserver nos vies, nos valeurs de solidarité, et un état habitable du monde.<sup>230</sup> »

On ne peut donc pas continuer le « business as usual » avec des multinationales qui imposent aux Etats leurs conditions, avec des puissances impérialistes qui dictent les règles du jeu aux plus faibles, avec un système capitaliste qui place le profit au-dessus de toutes les autres valeurs, quitte

à détruire la planète et les chances de survie de l'humanité. On ne peut pas non plus se contenter de la vague actuelle du « retour au local » et des « petits gestes individuels ». Il nous faut passer à l'échelle supérieure pour avoir un réel impact global, systémique.

Pour cela, le principe de la « tenaille » peut être mis en œuvre à une échelle internationale. Une tenaille du bas vers le haut, qui maintient la pression de la société civile sur les institutions et les pouvoirs en place. Et une tenaille du haut vers le bas, en amenant les institutions et les pouvoirs en place à jouer leur rôle de régulateur, pour que des règles contraignantes soient respectées tant au niveau social qu'environnemental.

#### A) PRESSIONS DU BAS VERS LE HAUT : POUR UN NOUVEAU RÉCIT FÉDÉRATEUR, PORTÉ PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE

Créer de nouveaux rapports de force capables de lutter contre le modèle capitaliste dominant passera par l'émergence d'un nouveau récit. Comme le dit Cyril Dion dans son « Petit manuel de résistance contemporaine » : « Nous savons qu'agir individuellement ne sera pas suffisant et que nous ne pouvons compter sur la bonne volonté des responsables politiques. Ils n'ont que peu de pouvoir sans nous et nous avons un impact limité sans eux. Notre seule issue est de

construire des espaces de coopération entre élus, entrepreneurs et citoyens. Pour cela, les récits, les histoires sont certainement le catalyseur le plus efficace.<sup>231</sup> »

**Mais ce nouveau récit devra se construire ensemble, avec les forces vives du Nord et du Sud, en puisant dans la richesse des différentes cultures, des différents modes d'organisation sociale et politique,** si l'on veut qu'il soit capable de mobiliser et de créer un rapport de force suffisant. Un récit qui se base sur de nouveaux mythes à travers des histoires, des portraits d'hommes et de femmes qui luttent pour plus de justice sociale, plus de respect des droits humains et de l'environnement. Un récit qui pourrait également puiser dans l'expérience et la sagesse des peuples autochtones, les plus résilients de la planète.

Comme nous l'avons vu tout au long de cette étude, **il faut décoloniser notre vision du monde et du développement tel qu'il a été imposé par l'Occident.** Cela pourra se faire avec une société civile internationale acceptée dans toute sa diversité. Comme le disait Jean Ziegler dans une interview qu'il nous avait accordée en 2018, « la société civile incarne l'espoir, face à un système mortellement dangereux pour la planète et les hommes, d'un monde plus humain, plus heureux, plus juste. Dans ce combat, l'engagement de chacun et chacune d'entre nous compte<sup>232</sup> ». Il rejoint en ce

230 Op. cit.

231 Petit manuel de résistance contemporaine, Cyril Dion, éd. Actes Sud/Colibris, 2018

232 Interview publiée dans le dossier de campagne d'Oxfam-Magasins du monde « Derrière le code barre », 2018, [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/article\\_dossier/pour-en-](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/article_dossier/pour-en-)

sens l'analyse de Christophe Bonneuil, pour qui « seule une insurrection des sociétés civiles peut nous permettre d'éviter le pire <sup>233</sup> ». C'est également la conviction de Naomi Klein qui, dans son livre « Tout peut changer <sup>234</sup> », garde l'espoir dans la contestation citoyenne et les mouvements sociaux, capables de faire bouger les lignes dans la lutte contre le changement climatique.

Au Nord comme au Sud s'inventent déjà de nouveaux possibles, de nouvelles alternatives en rupture avec le modèle dominant. Ces alternatives peuvent se rejoindre, se renforcer mutuellement à travers des luttes communes contre les inégalités et pour une nouvelle manière d'appréhender la nature. Comme le dit Christophe Bonneuil, « *les luttes indigènes et afro-descendantes du Sud, comme les alternatives et mouvements anti-productivistes et autonomes au Nord, inventent des formes avancées d'émancipation et d'autogestion démocratiques*<sup>235</sup> ».

Il faut aussi considérer **la culture et l'éducation comme des outils essentiels pour faire face aux défis actuels**. Former des citoyens actifs, critiques et ouverts sur le monde est crucial si l'on veut imaginer un nouveau cadre, bien loin de la conception classique et très « marchande » de l'éducation dont l'objectif principal serait de former des personnes compétitives sur le marché du travail, formées pour pouvoir répondre le mieux possible aux

besoins des entreprises. Au contraire, il nous faut une éducation basée sur l'apprentissage de la solidarité, de l'entraide, de la diversité culturelle, de l'alimentation saine et équilibrée, de la recherche du bonheur via les liens sociaux plutôt que via les biens matériels...

**Imaginons de nouvelles manières de résister ensemble au modèle consumériste en forgeant de nouvelles alliances citoyennes.** Favorisons l'imagination et la créativité pour inventer de nouvelles manières de coexister entre êtres humains et entre êtres vivants. Créons de nouveaux « communs » avec ce qui est essentiel à la vie : l'eau, la terre, l'air, la biodiversité, les forêts, les océans, les éco-systèmes... Voir par exemple cette initiative du « Tour de France vers une culture des communs » qui propose de réfléchir ensemble à de nouveaux "modèles", à un nouvel imaginaire, dans le but de fédérer « *des acteurs aujourd'hui atomisés dans ce mouvement des communs mais également d'offrir des alternatives aux pratiques culturelles institutionnelles* ». En animant ce « tour de France des alternatives », les organisateurs espèrent pouvoir proposer fin 2019 une cartographie, des scénarios, une méthode de changement, des éléments susceptibles d'alimenter un débat élargi et de nourrir leur propre projet<sup>236</sup>.

**Le mouvement de la transition et le commerce équitable devraient, selon nous, participer à l'émergence**

**de ce nouveau modèle, en rupture radicale avec le modèle capitaliste productiviste actuel. La transition équitable ou la co-transition** pourraient être des pistes intéressantes à approfondir et à structurer.

Les villes en transition et les villes du commerce équitable (Fairtrade Towns), implantées essentiellement au Nord, pourraient échanger avec des collectifs citoyens urbains et paysans du Sud afin d'imaginer ce nouveau modèle économique et social.

Créer de nouveaux liens culturels, économiques, sociaux entre pays pauvres et pays riches pour favoriser les réponses plus systémiques que nos petites alternatives locales... c'est plus facile à écrire qu'à faire, malgré la puissance d'internet, censé faciliter les contacts entre voisins du monde.

À cet égard, **les migrant-e-s peuvent être de précieux allié-e-s, des bâtisseur-euse-s de ponts entre les mondes**. En Belgique, certain-e-s migrant-e-s créent des associations pour soutenir dans leur pays d'origine de petits projets de santé, d'éducation ou d'économie sociale. C'est ce qu'on appelle les OSIM (Organisations de solidarité internationale issues de la migration), qui seraient environ 300 en Belgique. Le commerce équitable pourrait bâtir de nouveaux partenariats avec ces OSIM, afin de renforcer les liens sociaux et économiques entre Nord et Sud. Voir par exemple le projet « Fémimain », soutenu par

finir-avec-le-capitalisme-le-monde-selon-jean-ziegler/#.XThgl0fgoI0

233 Op.cit. danactu-resistance.over-blog.com/2018/11/climat-et-effondrement-entretien-avec-christophe-bonneuil.html

234 Naomi Klein, Tout peut changer, capitalisme et changement climatique, 2015, éd. Actes Sud.

235 Citation extraite d'Une autre fin du monde est possible, Pablo Servigne, Raphaël Stevens, Gauthier Chapelle, éd. du Seuil, 2018.

236 Voir la-maison-forte.com/le-tour-de-france-vers-une-culture-des-communs/



le centre culture flamand Pianofabriek<sup>237</sup>, qui développe une filière d'artisanat équitable entre femmes de l'immigration marocaine de Bruxelles et leur village d'origine. Voir aussi l'exemple de « la fabrique nomade », un projet visant à valoriser et favoriser l'insertion professionnelle des artisan·e·s migrant·e·s et réfugié·e·s en France, qui propose notamment des ateliers d'initiation aux entreprises et au grand public<sup>238</sup>. Ou encore le projet « made51 » lancé par le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) et qui vise à développer une filière d'artisanat équitable produit par des réfugiés<sup>239</sup>.

D'autres exemples viennent de certains pays ou régions qui, comme les communautés autonomes du Chiapas ou le Rojava au Kurdistan syrien<sup>240</sup>, mettent déjà en œuvre, malgré les freins et les obstacles, leur propre système alternatif plus résilient et plus égalitaire. Toutefois, les initiatives locales ne suffiront pas à faire émerger un changement plus systémique. Il faut également que les Etats et les institutions internationales mettent en place des règles plus contraignantes et installent un nouveau modèle de gouvernance mondial.

## B) PRESSIONS DU HAUT VERS LE BAS : POUR UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE RESPECTUEUX DES LIMITES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Comme le disait Olivier De Schutter

lors de son intervention à l'Assemblée générale d'Oxfam-Magasins du monde en 2018<sup>241</sup>, ce n'est pas le commerce équitable qui est trop cher, c'est le système économique « low cost », basé sur la recherche constante du prix le plus bas, qui est malsain. Au lieu de diminuer de manière artificielle le prix de l'alimentation ou des vêtements en externalisant les impacts négatifs de l'industrialisation dans les pays pauvres, il faut renforcer le pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres de manière à ce que chacun·e, au Nord comme au Sud, puisse payer le prix juste qui permettra de rémunérer les producteurs décemment. En d'autres termes, il faut mettre en œuvre des politiques sociales ambitieuses pour protéger de la précarité les familles les plus démunies.

Il est également urgent de développer de nouveaux indicateurs pour mesurer les inégalités, au-delà du champ monétaire, comme le fait déjà depuis longtemps le Bhoutan avec son « Bonheur national brut ».

Dans notre économie mondialisée et en proie aux changements climatiques, le message politique du commerce équitable garde toute sa pertinence : il existe une autre façon de faire du commerce dont les gouver-

nements devraient s'inspirer. Parce que le commerce non-équitable est en fait source de problèmes, de déséquilibres, de rapports de force dans les chaînes d'approvisionnement dont les petits producteurs sont les perdants et qui occasionnent la destruction des écosystèmes. Il faut donc un système qui régule la croissance, avec des mécanismes d'encouragement à des formes de commerce plus équitables et plus résilientes.

Mais tous les pays ne devraient pas être soumis aux mêmes règles en matière de croissance. Selon Olivier De Schutter<sup>242</sup>, un développement durable à l'échelle mondiale doit passer par un scénario qu'il appelle un scénario de contraction-convergence. Cela signifie que les économies du Nord doivent à tout le moins être stationnaires et idéalement se contracter pour réduire la ponction sur les ressources naturelles que nos modes de vie entraînent, d'où l'idée de contraction<sup>243</sup>. La convergence signifie qu'une grande majorité des pays du Sud ont besoin de croître pour que la pauvreté puisse se réduire. En mettant la lutte contre les inégalités en tête des priorités de ces pays, le dilemme entre la croissance de l'économie et la ponction des ressources, ainsi que les dégradations écolo-

**"IL FAUT ÉVITER LE PIÈGE QUI CONSISTERAIT À DIRE QUE LE NORD A BESOIN DE DÉCROISSANCE TANDIS QUE LE SUD A BESOIN DE DÉVELOPPEMENT"**

237 Voir [www.pianofabriek.be/spip.php?page=rubrique&id\\_rubrique=60&moturl=4&lang=nl/fbclid=IwAR28oEM9Bj3rRfRbeJcvzR6qteX4ohXP-E6D00se55mzHXJHNFf-w49byk](http://www.pianofabriek.be/spip.php?page=rubrique&id_rubrique=60&moturl=4&lang=nl/fbclid=IwAR28oEM9Bj3rRfRbeJcvzR6qteX4ohXP-E6D00se55mzHXJHNFf-w49byk) et [www.facebook.com/Femimain-128692377203277/](https://www.facebook.com/Femimain-128692377203277/)

238 Voir [lafabriquenomade.com/](http://lafabriquenomade.com/)

239 Voir [www.made51.org/](http://www.made51.org/)

240 Voir [www.agirparlaculture.be/retour-sur-lexperience-du-confederalisme-democratique-au-rojava-avec-chris-den-hond/](http://www.agirparlaculture.be/retour-sur-lexperience-du-confederalisme-democratique-au-rojava-avec-chris-den-hond/)

241 Op. cit., voir [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/12/31/le-commerce-equitable-une-niche-dinnovation-appelée-a-devenir-la-norme/#.XTa4IEfgoI0](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/2018/12/31/le-commerce-equitable-une-niche-dinnovation-appelée-a-devenir-la-norme/#.XTa4IEfgoI0)

242 Op. cit.

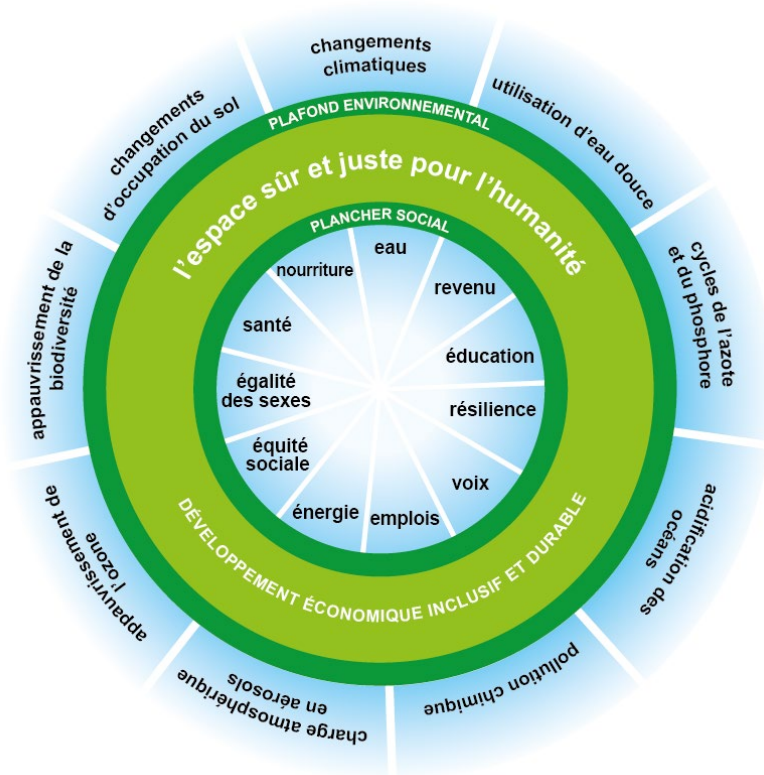
243 Voir à ce sujet l'essai dirigé par Isabelle Cassiers, Kevin Maréchal et Dominique Méda, « Vers une société post-croissance ; intégrer les défis écologiques, économiques et sociaux », éd. L'Aube, 2017.

giques qui en résultent, seraient nettement atténués. Le moindre point de croissance augmenterait le progrès social de manière beaucoup plus efficace que dans les pays du Nord : il y faudrait effectivement moins de croissance et donc moins de destruction de l'environnement pour aboutir à une réduction de la pauvreté.

L'anthropologue colombien Arturo Escobar n'est pas d'accord avec cette vision. Selon lui, il faut éviter le piège qui consisterait à dire que le Nord a besoin de décroissance tandis que le Sud a besoin de développement pour rattraper les pays riches et satisfaire les besoins des pauvres. « *L'idée maîtresse est que l'économie doit être subordonnée au bien vivre et aux droits de la nature, et non l'inverse. Basé sur un modèle hautement destructeur des communautés et des écosystèmes, l'extractivisme ne peut, par définition, mener au bien vivre*<sup>244</sup> ».

Le GIEC nous rappelle que pour éviter la catastrophe, les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites de moitié par rapport aux niveaux de 2010 à l'horizon 2030 pour éviter d'atteindre une hausse des températures de 1,5 °C. Cette réduction massive de CO2 implique forcément une diminution de la croissance économique basée sur les énergies fossiles.

Selon nous, au vu des enjeux planétaires et de l'accélération des changements climatiques, c'est



bien d'une croissance fortement limitée dont le monde a besoin, dans les limites du « donut » imaginé en 2012 par la chercheuse Kate Raworth, alors qu'elle travaillait pour Oxfam. Son principe est de faire apparaître les balises au sein desquelles toute activité humaine devrait dorénavant s'inscrire, afin de maintenir le cap vers « un espace sûr et juste pour l'humanité »<sup>245</sup>.

L'anneau intérieur délimite le plancher social du bien-être. Il reprend les éléments essentiels, reconnus au niveau international, pour une vie digne: une alimentation suffisante, la santé, l'éducation, le logement, l'énergie... tout en visant plus d'équité sociale et d'égalité hommes-femmes<sup>246</sup>.

L'anneau extérieur est celui du « plafond environnemental » : il délimite la pression que l'humanité peut exercer sur les systèmes vitaux de la terre sans risquer de les mettre en péril au travers par exemple du changement climatique, de la perte de biodiversité ou de la destruction de la couche d'ozone<sup>247</sup>. **C'est entre ces limites sociales et planétaires que se trouve un espace juste et sûr pour l'humanité.**

Pour Kate Raworth, ce « donut » nous invite à un changement radical d'imaginaire collectif. Cette nouvelle mentalité à construire passera par l'acceptation des limites à toute activité humaine : « *La notion de "limites" est délicate pour les cercles politiques et les milieux d'affaires. Elle suscite*

244 « De la critique du développement à l'essor du *buen vivir*, ou comment changer le modèle », op. cit.

245 Voir à ce sujet l'article du dossier de campagne d'Oxfam n°6, mars 2018, « Le donut, une boussole pour mettre le cap sur un nouveau monde » sur [www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/article\\_dossier/le-donut-une-boussole-pour-mettre-le-cap-sur-un-nouveau-monde/#fn-49525-2](http://www.oxfammagasinsdumonde.be/blog/article_dossier/le-donut-une-boussole-pour-mettre-le-cap-sur-un-nouveau-monde/#fn-49525-2)

246 Ces limites sociales sont basées sur les 11 priorités approuvées lors de la conférence Rio+20 en 2012.

247 Il s'agit des limites environnementales planétaires définies par Rockström et al. dans l'étude publiée dans la revue Nature en 2009

*même une certaine hostilité : on la présente volontiers comme une contrainte face au désir d'innover et au dépassement, comme un obstacle à des découvertes fondamentales. (...) Pourtant, nous nous portons mieux quand nous vivons à l'intérieur des limites des systèmes vivants, mais notre modèle centré sur la croissance résiste ! Dépasser cette obsession pour la croissance est une des transformations les plus difficiles et les plus nécessaires de notre siècle.*<sup>248</sup>»

Il faut donc lutter contre la vision des économistes mainstream dans les entreprises, les universités, les administrations et les gouvernements et faire progresser la vision d'une économie basée sur le respect des limites sociales et environnementales. Cela passera également par plus d'entraide, de coopération, de solidarité entre les pays du monde et entre les citoyens-s<sup>249</sup>.

L'université de Leeds a utilisé le concept du Donut pour évaluer où se situe la planète par rapport à ces balises sociales et environnementales. Le constat est sévère : selon cette recherche intitulée « A Good Life For All Within Planetary Boundaries », aucun pays au monde ne répond actuellement aux besoins

de base de ses citoyens tout en respectant un niveau d'utilisation des ressources durable à l'échelle mondiale<sup>250</sup>.

Dans son livre « Doughnut Economics » publié en 2017 et traduit en français en 2018,<sup>251</sup> Kate Raworth imagine 7 principes pour une économie adaptée au monde d'aujourd'hui. Le premier de ces principes est de modifier notre

perception du progrès. À la place d'une économie linéaire et dégénérative basée sur l'extraction de ressources naturelles souvent gaspillées pour produire

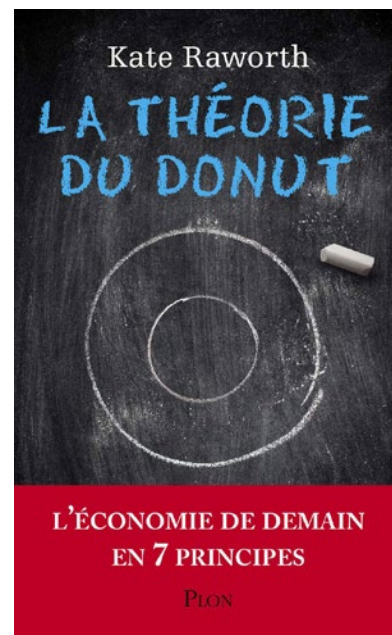
des biens à usage unique qui sont ensuite jetés, il faut selon elle tendre vers une économie circulaire basée sur le solaire, l'éolien et l'énergie marine.

Construire un nouveau monde en acceptant les limites sociales et planétaires, cela pourrait se faire aussi en se basant sur une économie « low tech », « low carbone » comme le dit Naomi Klein dans « Tout peut changer ». Cela demande de repenser notre rapport au travail, en favorisant au maximum les « métiers verts » (« green jobs »), qui ne concernent pas que l'environnement mais aussi les services comme par

exemple les soins de santé, l'enseignement, l'art...<sup>252</sup> Kate Raworth imagine également un monde où l'énergie ne serait plus créée à partir d'énergies fossiles au profit de quelques multinationales mais par un réseau mondial d'énergie renouvelable détenu par des collectivités, qui l'utiliseraient pour le bien commun. De même, les entreprises ne seraient plus la propriété de quelques actionnaires mais seraient détenues par leurs salarié-e-s qui en partageraient les bénéfices.

Mais comme le dit Kate Raworth, on ne peut construire la transition écologique sans une **lutte généralisée contre les inégalités, sans lutter contre le 1% de la population mondiale qui détient plus de 50% des**

**"DÉPASSER CETTE OBSESSION POUR LA CROISSANCE EST UNE DES TRANSFORMATIONS LES PLUS DIFFICILES ET LES PLUS NÉCESSAIRES DE NOTRE SIÈCLE"**



248 Extrait d'un entretien publié par la Revue Projet, N°356, février 2017, repris sur le site Basta [www.bastamag.net/Quand-l-avenir-de-l-humanite-depend-d-un-doughnut-symbole-d-un-espace-juste-et](http://www.bastamag.net/Quand-l-avenir-de-l-humanite-depend-d-un-doughnut-symbole-d-un-espace-juste-et)

249 Voir aussi cet article publié sur le site Etopia à propos de l'économie du Donut : [etopia.be/doughnut-economics-de-kate-raworth-ou-comment-refonder-leconomie-sur-des-bases-saines/](http://etopia.be/doughnut-economics-de-kate-raworth-ou-comment-refonder-leconomie-sur-des-bases-saines/)

250 Voir le site [goodlife.leeds.ac.uk/](http://goodlife.leeds.ac.uk/) qui présente les résultats de cette recherche.

251 Kate Raworth, La théorie du donut : l'économie de demain en 7 principes, éd. Plon, 2018. Voir aussi ces 4 vidéos qui résument son livre : [www.lisez.com/actualites/les-7-principes-de-leconomie-de-demain-imagines-par-kate-raworth/683](http://www.lisez.com/actualites/les-7-principes-de-leconomie-de-demain-imagines-par-kate-raworth/683)

252 Extrait à 18'11 de la conférence de Naomi Klein à l'Université de Montréal le 11/03/2015 sur [www.webtv.coop/video/Tout-peut-changer-Conference-de-Naomi-Klein/4/5cd2399f986aab9d53ef7b04491fe65a](http://www.webtv.coop/video/Tout-peut-changer-Conference-de-Naomi-Klein/4/5cd2399f986aab9d53ef7b04491fe65a)

**richesses**<sup>253</sup>. Cette lutte contre les inégalités devra aussi se faire dans les pays riches, où les classes moyennes tendent à disparaître. Cela n'empêche en rien de différencier, selon le contexte, la manière dont on pourrait mettre en place des projets de transition équitable, en tenant compte des besoins exprimés par les populations. Ainsi, les alternatives de transition peuvent varier selon le milieu (urbain ou rural), selon le degré de pauvreté, selon la culture, selon les ressources disponibles... **Comme le dit Rob Hopkins, il faut de la diversité pour s'adapter à toutes les situations** : « *Lorsque De Gaulle se demandait "comment gouverner un pays qui a 246 variétés de fromages ?", il n'avait pas tort. Or nous avons besoin non seulement de 246 variétés de fromages, mais aussi de centaines de manières différentes de construire des maisons, une diversité de manières de produire et de distribuer notre alimentation, et ainsi de suite. Pour moi, c'est là que réside l'avenir – et non pas dans cette supposition que nous serions condamnés à ce que toujours plus de pouvoir et de richesse soient concentrés entre les mains d'un nombre toujours plus restreint de personnes.* »<sup>254</sup>

### C) POUR UN NOUVEAU MODÈLE DE GOUVERNANCE INTERNATIONALE FACE AUX ENJEUX SOCIAUX ET CLIMATIQUES

**L'enjeu est également de repenser notre gouvernance politique** : si l'on veut éviter une « dictature verte »,

on ne peut pas imposer, de manière impérialiste, des objectifs communs pour gérer l'urgence climatique et sociale, sans tenir compte des contextes locaux. Évitions de retomber dans le piège de l'imposition au monde entier de la vision occidentale, comme cela a été fait pour le développement et la croissance économique.

Il faut trouver un lieu où l'on peut construire et échanger ensemble, en impliquant la société civile. C'est ce qu'ont fait les Nations Unies pour la définition, en 2015, des 17 objectifs du développement durable (ODD), en rassemblant des personnes de différents horizons, du Nord et du Sud, scientifiques, politiques, représentants de la société civile... Même si ces objectifs sont encore loin d'être à la hauteur des enjeux, il s'agit d'un exercice intéressant qui devrait être remis sur le chantier à la lumière des dernières découvertes scientifiques en matière de changements climatiques et de ressources disponibles. Il faudrait aussi donner à ces objectifs une force juridique plus contraignante, afin de réellement s'assurer qu'il ne s'agit pas de promesses en l'air.

D'autres modèles que « le gros paquet institutionnel » de l'ONU

peuvent être imaginés pour porter les changements au niveau mondial. Par exemple ce « Forum de la gouvernance mondiale citoyenne » qui propose un modèle de démocratie hybride (mélangeant démocratie directe et tirage au sort), ouverte à une participation universelle, permanente, multidimensionnelle et de résultat contraignant<sup>255</sup>.

En effet, l'ONU n'est plus en mesure de répondre aux défis contemporains. Elle doit être prête à se réformer, comme le déclarait Antonio Guterres, l'actuel secrétaire général, lors de sa prestation de serment en 2016<sup>256</sup>. Et comme il le déclarait en septembre 2018, le monde doit d'urgence se mettre en marche pour un plan plus ambitieux en matière climatique :

**"CE N'EST PAS  
DES LOBBIES PRO-  
INDUSTRIELS NI DES  
POUVOIRS POLITIQUES  
QU'IL FAUT ESPÉRER LES  
CHANGEMENTS, MAIS  
BIEN DE LA CRÉATIVITÉ  
ET DES ALLIANCES  
ENTRE FORCES  
PROGRESSISTES, AU  
NORD ET AU SUD DE LA  
PLANÈTE"**

« *Aujourd'hui, je lance un appel aux responsables politiques, aux dirigeants d'entreprises, aux scientifiques, et au grand public. Nous avons les outils pour rendre nos actions efficaces. Ce qui nous manque encore – même après l'Accord de Paris – c'est le leadership et l'ambition de faire ce qui est nécessaire », a déclaré M. Guterres, avant de lancer un cri d'alarme en guise de conclusion : « Alors que la férocité des incendies et des vagues de chaleur de cet été le montre, le*

253 Voir cette vidéo de Kate Raworth à propos de la lutte contre les inégalités : [youtu.be/jRQvBqE9c9s](https://youtu.be/jRQvBqE9c9s)

254 Op.cit. [www.revuepolitique.be/rob-hopkins-mettre-l'accent-sur-le-positif-uniquement-en-ligne/](http://www.revuepolitique.be/rob-hopkins-mettre-l'accent-sur-le-positif-uniquement-en-ligne/)

255 Voir [world-governance.org/fr/content/d%C3%A9mocratie-globale-en-r%C3%A9seau](http://world-governance.org/fr/content/d%C3%A9mocratie-globale-en-r%C3%A9seau)

256 Voir [www.un.org/sg/fr/content/sg/speeches/2016-12-12/secretary-general-designate-ant%C3%B3nio-guterres-oath-office-speech](http://www.un.org/sg/fr/content/sg/speeches/2016-12-12/secretary-general-designate-ant%C3%B3nio-guterres-oath-office-speech)



*monde change sous nos yeux. Nous nous approchons du bord du gouffre. Il n'est pas trop tard pour changer de cap, mais chaque jour qui passe signifie que le monde se réchauffe un peu plus et que le coût de l'inaction augmente. Chaque jour où nous ne parvenons pas à agir est un jour où nous nous rapprochons un peu du destin qu'aucun d'entre nous ne souhaite – un destin qui résonnera à travers les générations dans les*

*dommages causés à l'humanité et à la vie sur Terre* <sup>257</sup>».

Cet appel du Secrétaire Général de l'ONU, lancé comme une ultime bouteille jetée à la mer, risque de ne pas avoir l'effet escompté, tant notre vision du monde reste largement imprégnée de ce système capitaliste qui nous coince dans nos vieux réflexes de surconsommation. Ce n'est pas des lobbies pro-industriels

ni des pouvoirs politiques qu'il faut espérer les changements, mais bien de la créativité et des alliances entre forces progressistes, au Nord et au Sud de la planète.

L'urgence sociale et climatique pourrait devenir une opportunité : celle de bâtir un nouveau monde, plus solidaire, plus égalitaire et plus résilient.

---

257 Voir [news.un.org/fr/story/2018/09/1023262](https://news.un.org/fr/story/2018/09/1023262)





**OXFAM**

Magasins du monde